

5^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

23 & 24 SEPTEMBRE 2022

 **FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
— **POUR LA PAIX** —



À BAS LES MURS !

CES ENFERMEMENTS
QUI FONT
LES GUERRES



RÉGION
NORMANDIE



Éditeur : Région Normandie

Rédaction, création graphique
et mise en page éditoriale :
JMLC (Jean-Michel Le Calvez et Thierry Piers)

Photographie : Noémie Berthet - Adobe Stock -
PoolPhoto-NPP : Eric Biernacki (Région Normandie),
Arnaud Tinel, Nicolas Broquedis

Imprimeur : Imprimerie La Petite Presse

Tirage : 500 exemplaires

Date de publication : Janvier 2023



Avis aux lecteurs et lectrices

Le présent ouvrage compile les synthèses des séquences de la cinquième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Les propos tenus dans le cadre de cet événement n'engagent en rien la Région Normandie et ne reflètent pas son positionnement. Les synthèses ne sont pas des articles scientifiques. Elles présentent les différents points de vue et les éléments essentiels relevés pour chaque séquence

« À bas les murs ! Ces enfermements qui font les guerres ».

C'est sur cette thématique, au cœur de l'actualité qu'ont porté les discussions du Forum mondial Normandie pour la Paix les 23 et 24 septembre 2022 à l'Abbaye aux Dames à Caen. Cette 5^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix s'est inscrite dans une actualité internationale particulièrement dramatique, marquée principalement par le conflit qui se déroule actuellement en Ukraine. Les conséquences de cette guerre, combinées à celles de la pandémie de Covid-19 qui se poursuit, font peser des risques majeurs de déstabilisation sur le reste du monde, notamment en termes alimentaires et économiques.

La 5^{ème} édition de cet événement annuel a une nouvelle fois été le lieu de réflexions et d'échanges pour penser le monde de demain grâce aux nombreux

intervenants, personnalités politiques, représentants d'institutions internationales, experts en géopolitique et membres de la société civile mais aussi grâce au public qui y a pris part.

Cette année le Forum a proposé, en plus des conférences et débats qui sont au cœur du Forum, des animations dédiées aux familles sur le Village pour la Paix, telles que des spectacles vivants, des expositions, des ateliers ludiques ou encore des témoignages.

Nous souhaitons que cet ouvrage puisse rendre accessible à toutes et tous les discussions de cette 5^e édition.

Des synthèses des conférences et débats, des interviews, des résumés des moments clés du Forum sont compilés pour vous transporter au cœur de cet événement porté par la Région Normandie.

Le Forum mondial Normandie pour la Paix en quelques chiffres :



Le Forum a réuni des milliers de participants dont **plus de 1 500 jeunes**, venus pour assister aux conférences, débats, dont 4 dédiés à la jeunesse, expositions, ateliers et autres temps forts qui ont marqué cette édition.



Ce sont également **157 panélistes** originaires de **27 pays**, qui ont participé en présentiel ou par visioconférence, au Forum mondial Normandie pour la Paix.



Enfin, le forum est soutenu par **24 partenaires**, dans le cadre des débats et sur le Village pour la Paix, ainsi que par des entrepreneurs engagés et qui partagent l'objectif de prévenir les conflits, faire tomber les murs et construire la paix.

Bonne lecture et à l'année prochaine !

La Région Normandie

Retrouvez les captations des sessions du Forum et l'actualité de Normandie pour la Paix tout au long de l'année sur le site normandiepourlapaix.fr

NORMANDIE POUR LA PAIX

en
un clin
d'œil



L'initiative Normandie pour la Paix est née de la volonté de la Région de poursuivre le considérable travail de mémoire accompli depuis 1945 en Normandie afin de devenir un laboratoire pour une paix durable.

Normandie pour la Paix se décline en 4 axes principaux qui recouvrent plusieurs thématiques chacun et sont présents tout le long de l'année dans les actions de Normandie pour la Paix et les projets construits avec ses partenaires.

UN ENSEMBLE D'INITIATIVES TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

PROJETS PÉDAGOGIQUES, COLLOQUES, SÉMINAIRES, ÉCHANGES UNIVERSITAIRES, CRÉATIONS ARTISTIQUES... : NORMANDIE POUR LA PAIX DONNE LIEU TOUT AU LONG DE L'ANNÉE À DE NOMBREUSES ACTIONS ORGANISÉES PAR LA RÉGION NORMANDIE ET SES PARTENAIRES.

> 4 GRANDS AXES THÉMATIQUES <



NORMANDIE POUR LA PAIX
CAMPUS



NORMANDIE POUR LA PAIX
RESSOURCES



NORMANDIE POUR LA PAIX
DIALOGUES



NORMANDIE POUR LA PAIX
CULTURE ET SCIENCES

> DES THÈMES PORTÉS PAR <



LE FORUM



LES ÉVÉNEMENTS



LE RÉSEAU

retour
sur

la genèse de Normandie pour la Paix

Lors du Forum mondial et tout au long de l'année, des initiatives, des projets labellisés et des rendez-vous mettent en lumière les valeurs de paix et de liberté chères à la Normandie.

Les journées « Normandie pour la Paix »

23 & 24 mars 2017

présentent pour la première fois l'initiative Normandie pour la Paix et proposent plusieurs débats sur le thème « Un monde sans paix ? »

Lancement de l'appel à initiatives Normandie pour la Paix

La Région soutient des projets locaux ou en lien avec la Normandie en faveur de la promotion des valeurs universelles de paix et de liberté. Les actions soutenues bénéficient d'une labellisation Normandie pour la Paix.

Lancement de la Chaire d'excellence Normandie pour la Paix

En partenariat avec le CNRS et l'Université de Caen Normandie, la Chaire Normandie pour la Paix se consacre aux thématiques au cœur des enjeux contemporains : paix, environnement et droits des générations futures.

Première publication de l'indice Normandie du Parlement européen

Cet indice permet de mesurer chaque année la conflictualité à l'échelle de la planète, pays par pays.

2^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix les 4 & 5 juin 2019

3 conférences plénières et 30 débats ont réunis 6000 visiteurs dont 2500 jeunes sur le thème « Les faiseurs de paix »

75^e anniversaire du débarquement de Normandie

La Région Normandie a élargi le champ des projets soutenus cette année-ci via l'appel à initiatives aux projets mémoriels et historiques, en lien avec la Seconde Guerre mondiale.

Fin du programme européen Walk The Global Walk, lancement de l'initiative régionale EcHo

Ce programme pédagogique mis en oeuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix permet à un millier de lycéens normands de s'engager en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU tout au long de l'année scolaire.

4^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix les 30 sept & 1^{er} oct 2021

Sur le thème « Paix mondiale et sécurité globale : comment gouverner la paix ? », la 4^e édition du Forum a réuni les 30 septembre et 1^{er} octobre près de 7000 participants dont 4000 jeunes pour 22 débats et 2 conférences ainsi qu'une soirée culturelle.

2017

2018

2019

2020

2021

2022

Lancement du Prix Liberté

1^{er} Forum mondial Normandie
pour la Paix
les 7 & 8 juin 2018

Développement des événements à l'année

Lancement de l'initiative des Parlementaires pour la Paix

3^e édition du Forum mondial
Normandie pour la Paix
les 1^{er} & 2 octobre 2020

Normandie P4

Lors du Forum, la Région Normandie, en coopération avec le think tank indien Strategic Foresight Group et le Geneva Center for Security Policy, a organisé une table ronde internationale sur les enjeux mondiaux de sécurité. Afin de faire avancer les idées du Manifeste Normandie pour la Paix parmi les faiseurs d'opinion de quatre des États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'initiative « Normandie P4 » a été lancée pour réunir des experts français, britanniques, américains et chinois afin de relever les défis à long terme de la sécurité mondiale, du désarmement nucléaire et de la réduction des risques liés aux armes de destruction massive pour la civilisation humaine.

Le séminaire sur la Russie avec le Collège des Bernardins

La Région Normandie a accueilli un séminaire organisé par le Collège des Bernardins qui a rassemblé des experts russes et européens. Il a porté sur l'avenir de la démocratie en Russie dans le contexte d'une mainmise toujours plus forte du régime de Vladimir Poutine sur la société russe, depuis les médias jusqu'aux universités. Le séminaire s'est tenu en trois tables-rondes qui ont interrogé la conscience russe vis-à-vis de son passé, les conditions pour une justice mémorielle et l'avenir de l'Etat de droit en Russie.

5^e édition du Forum mondial
Normandie pour la Paix
les 23 & 24 septembre 2022

Sur le thème « A bas les murs ! Ces enfermements qui font les guerres », la 5^e édition du Forum a réuni les 23 et 24 septembre 9000 participants dont 4500 jeunes pour 2 conférences plénières, 17 débats et ateliers grand public, 4 ateliers jeunesse et 2 projections pour les jeunes, 2 huis-clos, et une programmation en continu sur le Village pour la Paix.

P.8 CONFÉRENCES PLÉNIÈRES : APPRÉHENDER LES GRANDS ENJEUX

MESSAGE D'OUVERTURE Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« *L'inquiétude est grande* » Page 10

1. LES MURS, OBSTACLES À LA PAIX Page 12

UNE ARME PLUS INVASIVE QUE DISSUASIVE

Intervention de Mohamed El Baradei Page 19

2. FAIRE TOMBER LES MURS Page 20

LA VOIX DES JEUNES FILLES

CONTRE L'EXCISION ET LE MARIAGE FORCÉ

Intervention de Hadja Idrissa Bah Page 25

INTERVENTION Sébastien Lecornu, ministre des Armées :

« *De nouveaux paradigmes* » Page 26

P.30

LES DÉBATS : ALLER PLUS LOIN

L'EUROPE EN GUERRE

GUERRE EN UKRAINE :

VLADIMIR POUTINE ET L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE Page 32

INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET GUERRE EN UKRAINE :

DE LA RÉPROBATION À L'ACTION ? Page 35

UKRAINE ET RUSSIE : DES CULTURES, UNE INFLUENCE Page 38

EUROPE : LE RETOUR DES BLOCS ? Page 40

REPENSER LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE Page 43

LES MURS EN EUROPE :

LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE EN PÉRIL Page 46

ANIMATIONS CULTURELLES ET FESTIVES

FRONTIÈRES, ENJEUX DE POUVOIR

NATIONALISMES : POURQUOI LE MONDE SE REFERME ? Page 48

ISRAËL - PALESTINE : LES MURS OBSTACLES À LA PAIX Page 51

CORÉE DU NORD, QUE SE CACHE-T-IL DERRIÈRE LES MURS ? Page 54

PROJECTION : BLUE ISLAND Page 57

QUEL AVENIR POUR UNE BIÉLORUSSIE DÉMOCRATIQUE ? Page 58

PROJECTION : MOTHERLAND Page 61

DES MURS IMMATÉRIELS

INTERNET : NOUVELLES OUVERTURES, NOUVELLES FRONTIÈRES Page 62

OUÏGHOURS, COMMENT BRISER LE MUR DU SILENCE ? Page 64

LEVONS LES MURS DES INÉGALITÉS Page 67

JOURNALISTES : CES VOIX PAR-DELÀ LES MURS Page 70

VERS UNE RUPTURE DES RELATIONS EUROPE-AFRIQUE ? Page 73

ALGÉRIE-FRANCE :

QUELLE DIPLOMATIE POUR RÉCONCILIER LES MÉMOIRES ? Page 76

RÉCONCILIATION AVEC L'ALLEMAGNE :

UN MODÈLE POUR LA RELATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE ? Page 80

RENCONTRE DESSINE-MOI LA PAIX Page 82

DES ESPACES CONVOITÉS

TAÏWAN, RENONCER À LA PAIX POUR ÉVITER LA GUERRE ? Page 84

ESPACE : CONVOITISES À L'INFINI ? Page 87

ARCTIQUE : LA GUERRE DES GLACES Page 90

FAIRE LA PAIX AVEC LA TERRE Page 94

RÉALISATIONS : AGIR POUR LA PAIX

NORMANDIE P4 Page 97

MANIFESTE NORMANDIE POUR LA PAIX Page 98

LE SÉMINAIRE SUR LA RUSSIE Page 99

L'INDICE NORMANDIE 2022 Page 99

UN VILLAGE POUR LA PAIX Page 100

LES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX Page 102



© Eric Biernacki - Région Normandie

LES CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

APPRÉHENDER
LES GRANDS ENJEUX

MESSAGE D'OUVERTURE

Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« *L'inquiétude est grande* »

Page 10

1.
**LES MURS,
OBSTACLES À LA PAIX**

Page 12

2.
FAIRE TOMBER LES MURS

Page 20

INTERVENTION

Sébastien Lecornu, ministre des Armées :

« *De nouveaux paradigmes* »

Page 26

Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« L'inquiétude est grande »

Bonjour à toutes et tous et merci de vous préoccuper de mon état de santé. Je vais de mieux en mieux et, honnêtement, s'il n'y avait pas les règles sanitaires qui m'imposent sept jours de quarantaine, je serais avec vous. Je vous l'avoue : c'est un crève-cœur de ne pas être au Forum mondial Normandie pour la Paix aujourd'hui ! Nous avons monté ce projet ensemble. Il constitue une formidable aventure et nous fêtons aujourd'hui sa cinquième édition. Sans être chauvin du tout, cette manifestation vaut au moins autant que le Forum de Paris en termes de qualité des débats, de ses échanges, et des personnalités qui y sont présentes. Sans François-Xavier Priollaud, rien ne se ferait. Je le dis à la salle : sans lui, nous n'aurions pas l'énergie de bâtir un tel rendez-vous, aussi dense et bien organisé. Merci pour ta présence chaque année. Merci aussi à la Direction des Affaires européennes et internationales de la Région Normandie. Merci aux plus de 150 collaborateurs de la Région qui, bénévolement pour une bonne partie d'entre eux, décident de s'engager pour que ce Forum ait lieu. Merci à eux. Comme quoi, quand on aime sa collectivité, on bénéficie de fonctionnaires qui

sont engagés à fond ! Merci aussi aux deux grandes figures de la géopolitique française que sont Nicole Gnesotto et Bertrand Badie, qui nous apportent leurs éclairages pour bâtir le programme chaque année. Merci enfin à vous tous et merci et pardon à celles et ceux que je n'ai pas cités. Je ne vais pas vous gâcher la belle introduction qui va suivre, mais je voudrais rappeler qu'il y a trois ans, à travers la thématique « des faiseurs de paix », on expliquait que la plupart des conflits et des grandes crises n'étaient plus liés, désormais, aux États mais avaient des causes sous-étatiques. Cette analyse était bien évidemment liée aux conflits de religions, à la guerre numérique et, probablement demain, à la guerre alimentaire.

« On disait hier que les faiseurs de paix dépassaient largement le champ étatique. Or, la crise ukrainienne nous a ramenés à une vérité qu'on pensait dépassée : désormais, il peut y avoir des conflits lourds et intenses sur le continent européen ».

Le champ des grandes interrogations

Cette situation nous ramène au schéma des guerres civiles où une nation veut imposer la loi du plus fort à la nation d'à côté. Face à cela, nous sommes dans le champ des grandes interrogations et cette 5e édition va tenter d'y répondre. À travers cette guerre, c'est le système international qui est en grand danger et, à travers lui, la Charte de 1945. En même temps, je crois qu'une partie



François-Xavier Priollaud et Hervé Morin

© Eric Biernacki - Région Normandie

de l'Occident a été aussi acteur de la crise du multilatéralisme en ne respectant pas toujours ce que nous avons construit ensemble. C'est le retour de la logique des blocs. Personne n'imaginait cela ainsi. On pensait que la mondialisation et que la chute de l'Union soviétique allait changer tout cela. Or, on voit émerger de nouveau cette logique des blocs mais avec une grande différence. La Russie est agressive, mais il faut désormais compter avec la Chine, - acteur de premier plan international, qui veut la paix car le commerce, en règle générale, va mal avec la guerre. L'agression russe pose aussi la question du nucléaire.

« Je crois, sauf erreur de ma part, mise à part peut-être la crise de Cuba, que c'est la première fois qu'une puissance nucléaire brandit cette terrible menace qui conduirait à l'anéantissement de la planète à travers l'usage d'une arme qui est une arme de non-usage »

Cette inquiétude porte sur notre existence propre. Comme je viens de le dire, la seule fois où le danger était planétaire remonte à la crise des missiles à Cuba. Les dirigeants de l'époque avaient connu la Seconde Guerre mondiale, ce qui les amenait culturellement et intellectuellement à la raison. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Il nous faut des dirigeants qui aient les nerfs solides, du sang froid, qui ne soient pas dans le romantisme parce que c'est une période compliquée, dangereuse. J'entendais tout à l'heure, dans la rétrospective de l'année dernière, le message selon lequel l'état de paix n'est pas naturel. Mais, avec la guerre en Ukraine, domine le sentiment que nous ne sommes pas si loin du gouffre. Je ne veux pas être pessimiste. Mais reconnaissons tout de même que l'inquiétude est grande... Dans cette situation, comment réagissent les Européens que nous sommes et que fait l'Europe ? Va-t-elle prendre enfin son destin en main et être à la hauteur ? On peut se dire qu'on a été solidaires, cette fois, qu'on a tenu et on a été plus courageux qu'on ne pouvait l'imaginer. Était-ce le courage des pleutres ? Je sais

qu'il nous faudra un jour ou l'autre mettre sur la table une architecture de sécurité digne de ce nom. Un brillant intellectuel a évoqué, hier, sur ces questions, la faiblesse du soutien de la France à l'Ukraine. L'ancien Secrétaire-Général de l'OTAN posait aussi cette question, ce qui implique de s'interroger sur notre repositionnement militaire.

L'éducation, la culture et la démocratie comme remèdes

Je voudrais terminer par un message à destination des jeunes Normands si nombreux aujourd'hui à Caen, ainsi qu'à celles et ceux qui nous écoutent et nous regardent en distanciel partout en France. Au moment où tant de nos compatriotes, en France et ailleurs, sont parfois attirés par les nouveaux

Robespierre, les nouveaux Marat, les nouveaux Saint-Just, je souhaite leur dire ceci : derrière ces questions de paix pour lesquelles nous n'avons pas forcément toutes les réponses, bien entendu, l'éducation et la culture sont primordiales afin de pouvoir regarder l'autre, apprécier l'altérité et la comprendre. La démocratie représente à mes yeux le plus grand protecteur de paix possible car avec elle, c'est le peuple qui décide entre l'enfer et la paix. C'est le peuple qui, au bout du compte, décide de son avenir.

« Les pays belligérants des crises actuelles sont tous sous le règne ou l'empire d'autocrates et de dictateurs qui ont oublié que rien, absolument rien, ne vaut de sacrifier des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes sur un champ de bataille ».

À ce jour, seule la démocratie peut encore nous garantir la sécurité et la paix à laquelle nous aspirons. N'oubliez jamais la chance que nous avons que la France soit encore une démocratie. Merci, et bonne journée à vous !

LES MURS, OBSTACLES À LA PAIX

Conférence n°1 | Vendredi 23 septembre 2022 | 09h30 · 11h30 | Salle Plénière



Rony Brauman, Bertrand Badie, Sophie Beau, Pierre Micheletti, Frédérique Bedos et François-Xavier Priollaud

Plus de 1 200 personnes ont assisté à l'ouverture du Forum mondial Normandie pour la Paix 2022 dont la première conférence intitulée « Les murs, obstacles à la paix » a mis en exergue les barrières physiques, politiques et idéologiques à la paix. La gravité de la situation internationale a été exprimée avec force par les intervenants, dont l'inquiétude est à la mesure de l'actualité.

Bien moins prégnante que les années précédentes, la Covid-19 a encore fait parler d'elle à l'occasion de cette 5e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Hervé Morin, président de la Région Normandie, victime du virus, a effectué son discours inaugural en visio-conférence (lire page 10). Néanmoins, l'événement s'est tenu sans masque à la grande satisfaction d'un public très nombreux, en présentiel donc, mais aussi à distance via YouTube et les réseaux sociaux qui attirent chaque année de plus en plus d'internautes. Véritable continuum en faveur de la Paix, ce grand rendez-vous a débuté avec le témoignage d'un intervenant d'une édition précédente, en l'occurrence Mohamed El Baradei, ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et Prix Nobel de la Paix en 2005 (lire page 19). Ô combien d'actualité

à l'heure de la guerre en Ukraine, son discours a fait allusion à la menace nucléaire de Vladimir Poutine.

Aux origines des murs

Bertrand Badie, professeur émérite des universités, a été ensuite invité à balayer dans ses propos liminaires les différentes thématiques de cette première conférence. Dans un monde globalisé, cet expert en relations internationales explique que la séparation est, par essence, belligère et source d'incompréhension, d'enfermement, d'exclusion, de fragilisation et de transgression. Et de s'inquiéter du paradoxe qui veut que plus l'humanité progresse, plus les murs deviennent nombreux. Certes, la Muraille de Chine est millénaire, mais elle a été érigée pour se protéger de l'invasion, non pour empêcher la circulation. « On est



Bertrand Badie

passé, au fil de l'histoire, de murs de défense à des murs d'offense ». Pour Bertrand Badie, dans un monde de communication où s'échangent 3 000 milliards de dollars par jour, construire un mur est un non-sens. Il s'explique avant tout par la peur, avec la conséquence de s'enfermer dans cet effroi et, finalement, « de nier l'autre jusqu'à s'asphyxier soi-même ».

« Nous vous demandons de sortir votre plus belle pioche - celle qui vient de la profondeur de votre humanité - pour abattre ces murs qui sont une source perpétuelle de guerres, de violences, de conflits ».

Bertrand Badie

L'exemple du conflit israélo-palestinien

Elias Sanbar, diplomate et écrivain, a évoqué dans une première table ronde le mur israélo-palestinien dont il réfute le nom. « C'est un mur israélien qui a été imposé à la Palestine et dont la finalité est l'annexion, non la séparation ». Il en veut pour preuve la structure mobile de l'édifice qui, tel un lego, peut se déplacer. « Ce mur

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE :

- **Bertrand Badie**, professeur émérite des universités, Sciences Po

MODÉRATEUR ET ANIMATEURS :

- **Frédérique Bedos**, présidente fondatrice de l'ONG le Projet Imagine
- **François-Xavier Priollaud**, vice-président de la Région Normandie

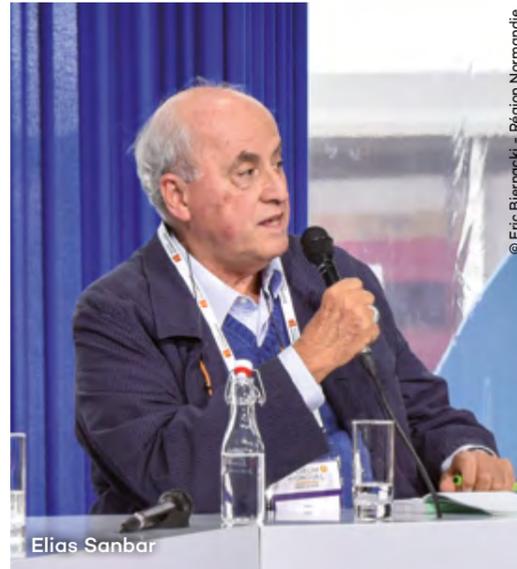
INTERVENANTS :

- **Paolo Artini**, Représentant pour la France et Monaco, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR)
- **Sophie Beau**, co-fondatrice de l'association européenne de sauvetage en mer SOS MEDITERRANEE et directrice générale de la branche française de l'association
- **Rony Brauman**, ancien président de Médecins sans frontières. Président du Jury du Prix Liberté 2022.
- **Farhad Khosrokhavar**, professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris (EHESS)
- **Pierre Micheletti**, président d'Action Contre la Faim (ACF). Ancien président de Médecins du Monde.
- **Claude Quélet**, historien au CNRS. Ancien directeur scientifique du Mémorial de Caen
- **Elias Sanbar**, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'UNESCO (2005-2021)
- **Jean-Claude Samouiller**, président d'Amnesty International France
- **Charles Enderlin**, journaliste franco-israélien
- **Hervé Morin**, président de la Région Normandie et ancien ministre de la Défense, France

bouge et avale encore plus de terre. Dès sa conception, sa construction a été d'absorber ce qui restait du territoire dévolu à la Palestine ». Des propos forts d'un intervenant qui a participé aux négociations de paix, à la fin des années 80 et qui a été un acteur de la Conférence de Madrid¹.

¹ Première tentative en 1991 de la communauté internationale pour engager un processus de paix au Proche-Orient, par le biais de négociations impliquant Israël et les pays arabes dont la Syrie, le Liban, la Jordanie et les Palestiniens. Le succès de la conférence fut de favoriser des discussions de paix qui conduisirent aux Accords d'Oslo de 1993 et au traité de paix israélo-jordanien de 1994.

Charles Enderlin, journaliste franco-israélien, rappelle que « le mur a été créé à l'époque d'Ariel Sharon, au début des années 2000, pour des raisons sécuritaires, mais surtout démographiques, en séparant les populations palestiniennes de Cisjordanie de la population arabe israélienne ». Il estime comme Elias Sanbar que la situation actuelle est à l'avantage de la droite annexionniste israélienne. « 60% du territoire cisjordanien est aujourd'hui totalement sous le contrôle israélien où se poursuit la politique de colonisation avec plus d'un demi-million d'Israéliens qui habitent dans les colonies. Le reste du territoire, la majorité de la population palestinienne, est sous l'autonomie dirigée par Mahmoud Abbas avec une police dont le rôle est de lutter contre le Hamas et contre le terrorisme, et de coopérer avec les services de sécurité israéliens. C'est une occupation, absolument ». En revanche, son point de vue diverge quant aux solutions pour sortir de l'ornière de ce conflit. « Je pense qu'Elias Sanbar ne sera pas d'accord avec moi, mais je crois qu'il faut tout simplement dissoudre l'autorité palestinienne qui ne sert qu'à permettre l'occupation de la Cisjordanie ». Passionnant, le débat s'est ensuite focalisé sur des questions plus larges, notamment économiques. « Comme l'a expliqué Charles Enderlin, l'occupation israélienne ne lui coûte rien mais, en plus, lui rapporte de l'argent. En Palestine, même une boîte d'allumettes, vous l'achetez à Israël » regrette Elias Sanbar, soulignant ainsi la mainmise d'Israël à l'égard d'un État palestinien qui vit en partie grâce aux aides européennes.



« Ces subsides sont délivrés par l'Europe de peur que la situation ne se gâte. D'une certaine façon, vous contribuable européens, vous êtes le financeur de l'occupation israélienne ». Invités à conclure, les deux invités se rejoignent sur l'absence de solutions à court terme. Charles Enderlin note qu'une grande partie de la communauté juive américaine est très opposée à la politique annexionniste israélienne, alors que Elias Sanbar appelle de ses vœux des négociations profanes déconnectées des questions religieuses. Pour lui, « l'État palestinien devra se résigner à accepter de perdre une partie de son territoire » même si, pour l'écrivain, « toute la Palestine est sa patrie ».

De l'histoire des murs

Historien et auteur de l'ouvrage « Murs, une autre histoire des hommes », Claude Quétel a évoqué, au travers du temps, ces édifices qui ont été des murs principalement de défense, comme La Muraille de Chine et le Limes des Romains. Le mur de Berlin correspond quant à lui, au mur politique par excellence, lequel « n'empêchait pas de rentrer mais de sortir ». Outre le mur israélo-palestinien déjà évoqué, Claude Quétel s'est aussi attardé sur celui édifié entre les États-Unis et le Mexique, le plus médiatique et honni sur le plan international. Connue sous le nom de Tortilla Border, la plus longue barrière au monde, 3 141 km de frontière, a été érigée pour tenter d'endiguer l'immigration clandestine mexicaine,

© Eric Biernacki - Région Normandie



estimée à 500 000 migrants par an. En revanche, moins connues sont les barrières à Ceuta et Melilla, construites pour faire barrage à l'immigration illégale de l'Afrique blanche et de l'Afrique noire à destination de l'Europe. Claude Quétel évoque également le déplacement des routes de l'immigration clandestines : de la Libye vers l'Italie ; de Chypre et, maintenant, de Turquie et de Grèce, vers les Balkans. Les murs se sont multipliés en Hongrie, en Grèce ou encore en Autriche face à la Slovénie. Bruxelles laisse chaque Etat-membre se débrouiller comme s'il s'agissait de ses frontières propres et non de l'espace Schengen. Il en va de même maintenant à l'Est. La Pologne, la Lituanie, la Lettonie ont décidé à leur tour de dresser des barrières face à une Biélorussie accusée de laisser passer en masse les immigrants clandestins d'Afghanistan et de Pakistan. « Les murs contre l'immigration illégale sont la réponse maladroite du fort au faible, du riche au pauvre, des riches réagissant à la pression des pauvres. C'est sur cette cause qu'il faut se pencher plus que sur sa conséquence » poursuit l'ancien directeur scientifique du Mémorial de Caen. Pour terminer, Claude Quétel souligne la multiplication des Gated communities, ces îlots d'habitation sécurisés. 8 millions d'Américains – pas forcément tous de riches retraités – vivraient dans 80 000 de ces espaces protégés aux États-Unis. À côté des favelas de Rio, des villes entières sont également nées sur ce concept. Un phénomène qui rappelle d'une certaine

© Eric Biernacki - Région Normandie

manière des programmes immobiliers en France de plus en plus « sécuritaires et repliés sur eux », que l'intervenant compare à des murs de ségrégation...

« Avec la disparition du Mur de Berlin, un espoir s'est levé. On en a oublié celui séparant depuis 1953 la Corée du Nord et la Corée du Sud. Le mur de Corée, hypermilitarisé, totalement hermétique, est en quelque sorte l'ancêtre, toujours bien vivant, des frontières conflictuelles barrées de murs qui n'ont cessé de se multiplier jusqu'à nos jours en Inde, au Moyen-Orient, dans le Caucase, à Chypre, et j'en passe. Les murs ont de l'avenir. D'autant qu'ils se sont diversifiés dans leur finalité. D'autres familles de murs sont nées, qui font aujourd'hui l'actualité : mur contre le terrorisme, mur contre l'immigration illégale, mur de ségrégation... ».

Claude Quétel

La frontière entre le droit et la morale

Qu'en est-il du droit des États à maîtriser coûte que coûte leurs frontières ? Cette question a été au centre de la deuxième table ronde de la matinée. Paolo Artini, Représentant du HCR pour la France et Monaco, ne met pas en cause le droit régalién des États à gérer leurs frontières et leur politique migratoire, à condition de respecter, strictement, les droits fondamentaux de la personne humaine et, en premier lieu, le droit à la vie. Pour Jean-Claude Samouiller, Président d'Amnesty International France, il est inacceptable que 1 200



© Eric Biernacki - Région Normandie

Charles Enderlin (visio) et Bertrand Badie

à 2 000 personnes meurent chaque année en tentant de traverser la Méditerranée ou qu'on refoule des migrants de Libye condamnés dans leur pays à la torture, le travail forcé ou la prostitution. Il revendique, à ce titre, le respect intangible du droit d'asile reconnu par la Convention de Genève de 1951 qui porte sur le statut de réfugié et ratifié par les trois quarts des États au monde. Ce dernier évoque également « *des murs administratifs, c'est-à-dire des politiques destinées à rendre difficile et même à empêcher l'accès au territoire pour les réfugiés* » dans un climat de plus en plus délétère vis-à-vis des migrants. Les intervenants, en prenant exemple sur la solidarité européenne qui a permis l'accueil de 7 millions d'Ukrainiens, estiment, preuve à l'appui, que des solutions sont matériellement possibles, fustigeant les discours populistes et de haine de plus en plus décomplexés.



Des briques de souffrances

La 3e table ronde de la matinée a porté sur les souffrances générées par ces murs contre lesquels se fracassent des femmes, des enfants et des hommes. Sophie Beau, cofondatrice de l'association de sauvetage en mer, SOS Méditerranée, débute son intervention par un chiffre édifiant : 20 000



migrants se sont noyés en Méditerranée depuis 2014, date de ce décompte macabre, sans compter les victimes des naufrages invisibles. Rappelant que son association s'est créée sur la défaillance des États qui ont laissé au port, navires de recherche et bateaux de sauvetage, l'intervenante s'inquiète de la banalisation de ces drames. Elle cite ainsi l'exemple d'un naufrage de 130 personnes en 2021 que les médias n'ont pas repris, expliquant qu'il devient de plus en plus difficile de mobiliser l'opinion publique. Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières et Président du Jury du Prix Liberté 2022 de la Région Normandie, reconnaît cette passivité contre laquelle il s'insurge, estimant pour autant « *qu'il ne faut pas se résigner* ». Il se souvient de l'opération Mare Nostrum, financée par l'Europe, qui a permis de sauver 100 000 vies humaines irrémédiablement destinées à mourir en mer en 2014. Cette action constitue encore aujourd'hui la plus grande opération de sauvetage de tous les temps, preuve que des actions sont réalisables dès qu'il y a une volonté politique humaniste, aux antipodes de certains propos entendus lors des dernières élections présidentielles françaises. Il récuse à ce titre le « *politiquement correct* », y compris dans l'humanitaire, prenant comme exemple le tollé suscité par Amnesty International qui a enquêté sur des exactions ou des formes d'action adoptées par l'armée ukrainienne ou les officiels ukrainiens, sur la population ukrainienne, et que l'opinion publique ne voulait pas entendre...

Plaidoyer pour un autre type de construction

Pierre Micheletti, Président d'Action Contre la Faim (ACF), a témoigné de son expérience sur le territoire palestinien. « *On ne revient pas indemne de Gaza. Je veux dire par là, combien l'immersion sur un territoire entouré de murs et sans espoir est une machine à fabriquer de la violence* ». Il invite aussi à prendre la mesure du désespoir de celles et ceux qui quittent leur pays et sont conscients des risques qu'ils prennent à migrer, notamment en traversant la Méditerranée. Le représentant de l'ONG aborde un autre mur : celui de l'argent. « *L'aide humanitaire mondiale représente 40 milliards de dollars, apportés, aux trois quarts, par les États-Nations et organisations internationales, le reste par les ONG elles-mêmes* ». Si l'aspect financier fait partie du nerf de la guerre pour financer la paix, Pierre Micheletti prône un autre type de construction. « *Plutôt qu'ériger des murs, ou s'abriter derrière des opérations de refoulement, je préconise d'organiser, de façon structurée, la migration avec les gouvernements des pays d'origine, des pays d'accueil, des ONG et les Nations unies. Je pense, comme solution aux migrations à bascule, celles qui font que des gens viennent, pour plusieurs années dans*



un pays et retournent ensuite chez eux armés d'un pécule et d'une expérience. Cette démarche fera d'eux des agents de développement dans leur pays d'origine ».

« On nous explique ne plus avoir les moyens de financer l'aide humanitaire mondiale qui s'élève à 40 milliards de dollars, alors que cette somme ne représente que 10% du chiffre d'affaires d'Amazon ! Dans le même temps, rien que l'année dernière, les pays les plus riches ont dépensé 2 000 milliards de dollars d'armements. Le dirigeant associatif et le citoyen que je suis ne peuvent pas accepter ce postulat... ».

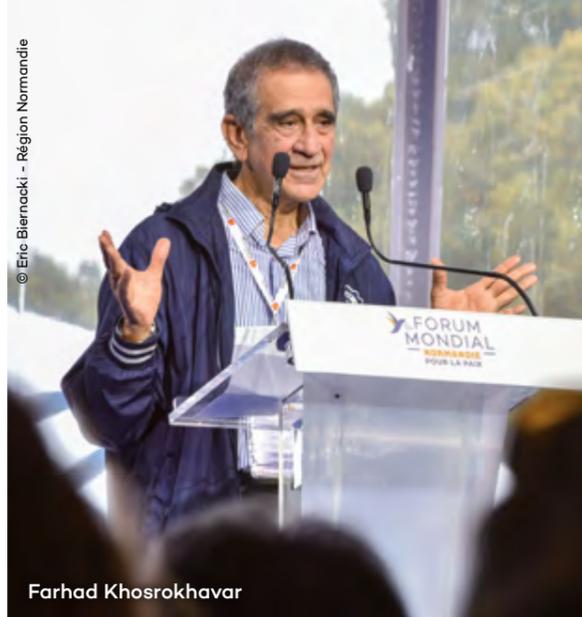
Pierre Micheletti

Le mur du fanatisme

Farhad Khosrokhavar a clôturé les prises de parole de cette première conférence. Professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris (EHESS), ce spécialiste des formes les plus radicales de l'Islam a abordé la question du mur du fanatisme. Non sans avoir au préalable recommandé, en lieu et place de ces barrières, de créer « *un espace dialogique qui soit une sorte de Limes, c'est-à-dire un espace où l'altérité et l'ipséité² puissent en quelque sorte interagir et porter le fruit de leur dialogue* ». Evoquant le djihadisme destructeur, il souligne que sa vocation est de démolir des murs, non pas pour établir les conditions d'ouverture vers autrui, mais pour subjuguer et assujettir, voire mettre à mort autrui. Il observe dans ce fanatisme une fascination pour la mort, liée au désespoir de la vie dans la plupart des cas, résultant lui-même d'humiliation et de souffrance, qu'elles soient réelles ou ima-

² Ce qui singularise un individu, constitue en partie son identité en le rendant semblable à lui-même et différent de tout autre.

ginaires. Il remarque, par ailleurs, que le politique n'existe plus dans le djihadisme parce que, précisément, il est subsumé sous une forme de religiosité mortifère qui n'est pas du tout la reproduction de l'islam traditionnel. « *C'est une invention de la modernité qui est, dans une très grande mesure, influencée par le fascisme et le totalitarisme modernes d'origine européenne, qu'on le veuille ou non. Il y a aussi, dans le djihadisme, une forme de culte de la famille néopatriarcale, qui est aux antipodes aussi de notre vécu moderne* ». Sans chercher à dédouaner, d'une quelconque façon, le terrorisme, Farhad Khosrokhavar estime que la responsabilité du monde des dominants est aussi engagée dans leur émergence. C'est notamment le cas lorsque ces derniers répriment des communautés, comme en Chine, par exemple, avec les Ouïghours. C'est aussi vrai, selon lui, quand l'Europe des années 1950 à 1970 fait venir une main-d'œuvre d'Afrique du Nord, entassée dans des quartiers insalubres et enclavés, stigmatisée, avec comme conséquence, un sentiment d'indignité profonde, commun à beaucoup de musulmans.



Farhad Khosrokhavar

« Les murs rendent impossible, non seulement l'accès à autrui, mais aussi l'accès à nous-mêmes. La compréhension de nous-mêmes passe par la compréhension d'autrui. Par conséquent, il y a une part de notre responsabilité qu'il faut froidement accueillir et comprendre avant d'accuser l'autre et avant de lui lancer l'anathème ».

Farhad Khosrokhavar

À SAVOIR

Dans le prolongement du Manifeste Normandie pour la Paix et de son instigateur, le président du think tank indien *The Strategic Foresight Group*, Sundeep

Waslekar, une réunion s'est tenue la veille de l'ouverture du Forum mondial Normandie pour la Paix, à l'Abbaye aux Dames. Ce rendez-vous a réuni des experts de quatre pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies : la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Les experts de ces quatre pays dits « P4 », ont exploré les voies de coopération possibles pour lutter contre l'escalade des conflits dans le monde. Il s'agissait, à Caen, de la première session d'un cycle de rencontres qui se tiendra en Normandie et en Suisse, en lien avec le Geneva Centre for Security Policy. Ses membres, présents lors de la première conférence, ont été chaleureusement applaudis.



UNE ARME plus invasive que dissuasive

Quatre Prix Nobel de la paix ont participé à l'édition 2019 du Forum mondial Normandie pour la Paix, dont Mohamed El Baradei, ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ce dernier est intervenu en vidéo en introduction de la première conférence à l'heure où Vladimir Poutine brandit la menace nucléaire...



Mohamed El Baradei (visio)

« En 2019, lorsque j'ai pris part à la formulation et à l'émission du manifeste de la Normandie pour la Paix, nous avons appelé à la création d'un nouvel ordre mondial basé sur l'inclusion et l'équité. Un nouveau paradigme de sécurité fondé sur le dialogue, la coopération et l'élimination des armes de destruction massive. Nous avons réitéré l'appel, du manifeste Russel Einstein, à renoncer à la guerre avant que celle-ci mette un terme à la race humaine. Malheureusement, la situation ne s'améliore guère depuis cette époque. Nous assistons à une convergence, sans précédent, de la violence, de la polarisation, de l'ultranationalisme, des inégalités, de la famine et de la maladie. Nous devenons presque inconscients vis-à-vis de ces épées de Damoclès qui pèsent au-dessus de nos têtes.

Changer de paradigme

Par ailleurs, l'Occident n'a pas tenu ses promesses de doter les pays en développement des fonds nécessaires - cent milliards annuels - pour atténuer l'impact du changement climatique et s'y adapter. Cette crise décime progressivement le monde et plus particulièrement les plus vulnérables et les plus pauvres, qui sont les premières victimes d'une crise dont ils ne sont pas à l'origine. Je pense au Pakistan, à la Somalie, à l'Éthiopie... Il y a plus de 130 millions de personnes qui retombent actuellement dans la pauvreté extrême, en raison des conflits, des guerres, des pandémies, de la dégradation climatique et des confrontations géopolitiques entre les grandes puissances de ce monde. Dans ce panorama, le Conseil de sécurité des Nations unies se retrouve complètement paralysé, presque dénué de toute légitimité. Il est clair,

aujourd'hui, que le monde est devenu un lieu plus sombre depuis notre dernière rencontre. Au-delà des apitoiements, il faut nous poser les bonnes questions. Que pouvons-nous faire pour changer cette situation ? Il faut changer d'état d'esprit, faire le choix de la coopération et non de la confrontation. Nous devons aussi établir un système de sécurité collectif fondé sur l'équité et l'inclusion. Il n'y a clairement aucune place pour les armes de destruction massive dans ce système... Je voudrais terminer sur une note d'optimisme. Je reste persuadé que le génie et la résilience humaine nous permettront de nous adapter aux réalités de demain. J'espère seulement que nous saurons agir dès que possible... ».

« Je pense au risque de l'arme nucléaire et à la dégradation de notre environnement alors qu'une guerre fait rage en Europe sans qu'on puisse en entrevoir la fin. Il y a neuf puissances nucléaires qui n'ont aucune intention de se désarmer. Certains vont même jusqu'à menacer d'utiliser cette arme... »

Mohamed El Baradei

FAIRE TOMBER LES MURS

Conférence n°2 | Samedi 24 septembre 2022 | 10h00 – 12h00 | salle plénière



Xavier Driencourt, Nicole Gnesotto, Mahamadou Abou Tarka, Delphine O, Jean-François Di Meglio, Frédérique Bedos et François-Xavier Priollaud

Organisée pour la première fois de son histoire un samedi, la 2^e conférence du Forum mondial pour la Paix s'est inscrite dans le prolongement de celle de la veille. après avoir fait, hier, le constat « des obstacles à la paix », les intervenants se sont évertués ici à montrer que des solutions existent, notamment à travers le dialogue, la coopération, la diplomatie et l'éducation.

L'intervention du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, en prélude à cette deuxième matinée confirme, si besoin était, le rayonnement du Forum mondial Normandie pour la Paix. Son discours a pris une résonance particulière alors que la guerre en Ukraine se poursuit (lire page 26).

Vice-présidente de l'Institut Jacques Delors et professeure émérite au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), Nicole Gnesotto a été invitée dans la foulée à poser les termes des débats de la journée. Elle cite d'emblée la première phrase d'une lettre qu'Antonio Guterres, Secrétaire

MESSAGE D'OUVERTURE :

• **Sébastien Lecornu**, ministre des Armées

MODÉRATEUR ET ANIMATEURS :

- **Frédérique Bedos**, présidente fondatrice de l'ONG le Projet Imagine
- **François-Xavier Priollaud**, vice-président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

• **Nicole Gnesotto**, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

• **Mahamadou Abou Tarka**, président de la Haute autorité à la Consolidation de la Paix (HACP)

• **Mohamed ElBaradei**, Prix Nobel de la paix 2005 et ancien directeur général de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AEIA)

• **Benoit Thieulin**, ancien attaché commercial à l'ambassade de France en Indonésie, directeur de Cbrain France

• **Jean-François Di Meglio**, président d'Asia Centre

• **Maxence Brischoux**, professeur en relations internationales et auteur

• **Hadja Idrissa Bah**, fondatrice et présidente du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée

• **Delphine O**, ambassadrice, secrétaire générale du Forum Génération Égalité

• **Albin Rey**, fondateur de l'initiative Ink for Peace

• **Stéphane Raison**, directeur général de HAROPA PORT

• **Xavier Driencourt**, ancien ambassadeur de France en Algérie



Nicole Gnesotto

général des Nations unies, a envoyé à tous les chefs d'État à l'ouverture de la dernière session de l'Assemblée générale de l'organisation internationale. « *Notre monde est abîmé par la guerre, frappé par le chaos climatique, meurtri par la haine, couvert de honte par la pauvreté et les inégalités* ». Rebondissant sur ce message, celle qui est aussi directrice scientifique du Forum mondial Normandie pour la Paix exprime le sentiment vertigineux que « *tout va trop vite vers un certain pire, sur le plan climatique, économique, énergétique et de la guerre* ». Face à ce sombre tableau, elle explique que cette 2^e conférence doit s'essayer à proposer des solutions, des outils et des remèdes de façon « *à réunir notre commune humanité* ». Si, en écho aux propos du ministre des Armées, elle conçoit que l'Histoire doit éclairer, elle prévient qu'elle « *ne doit pas nous aveugler pour autant* ». En prélude aux tables rondes de la matinée, Nicole Gnesotto a abordé principalement trois sujets clés : le rôle joué par la diplomatie, le commerce et l'éducation pour faire tomber les murs...

Aucun mur n'est infranchissable

Pour évoquer la diplomatie et en prenant appui sur la chute du mur de Berlin, elle observe « *qu'aucun mur n'est infranchissable, même celui qu'on avait cru le plus éternel. Le renoncement ne fait pas partie de l'action politique* ». Si la diplomatie n'a joué

aucun rôle dans la destruction du mur de Berlin, Nicole Gnesotto précise en revanche combien elle a été essentielle pour encadrer, contrôler, accompagner et maintenir la décolonisation de l'Union soviétique dans la paix, rappelant « *qu'aucun coup de fusil n'a été tiré pendant cette période* ». La vice-présidente de l'Institut Jacques Delors s'interroge néanmoins sur la nécessité de vouloir détruire coûte que coûte tous les murs, notamment lorsqu'ils sont immatériels et informels, et constituent un moindre mal. Ainsi, elle décrypte comment la sécurité de Taïwan repose depuis 1971 sur un non-dit qui a valeur de statu quo. En clair, si Taïwan¹ ne déclare pas son indépendance, la Chine n'envahit pas ce petit État insulaire et l'Amérique conserve dans ce jeu à trois une neutralité tacite. Nicole Gnesotto, poursuivant son analyse sur l'incidence du commerce par rapport au thème de cette deuxième conférence, cite Montesquieu pour qui « *l'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes* ». Forts de cette maxime, beaucoup ont cru que plus la mondialisation augmenterait, plus la paix se renforcerait. « *Or, nous voyons que cette croyance libérale est une illusion. Pendant la crise sanitaire, quand la France a découvert que le Doliprane ne pouvait pas être fabriqué sans avoir recours aux matières premières monopolisées à 99% par la Chine, elle a pris conscience que l'interdépendance économique pouvait aussi être un risque stratégique* ». L'intervenante estime que l'Europe doit reconsidérer les vertus pacificatrices du commerce car elle avait basé sa puissance autour de ce concept. Quant à l'éducation, qu'elle rapproche de la culture et de l'engagement, elle sous-tend que deux grandes fractures culturelles et politiques jouent en Occident en faveur de la confrontation et non de l'intégration. Le premier clivage résulte selon elle du clash

¹ L'île de Taïwan bénéficie d'une indépendance administrative, politique, diplomatique et militaire par rapport à la Chine, mais celle-ci n'a jamais été proclamée ni par le gouvernement de l'île, ni par celui du continent. La république populaire de Chine considère Taïwan comme sa 23^e province et n'hésite pas à tuer dans l'œuf toute velléité d'indépendance. La visite de la présidente de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi, à Taïwan en août 2022 a suscité une réaction de colère de la Chine qui a organisé en réaction les plus grandes manœuvres militaires jamais menées autour de Taïwan.

des civilisations cher à Samuel Huntington², le second de l'opposition frontale entre démocraties et autocraties. À ce titre, elle trouve inadmissible que la Pologne et la Hongrie se refassent une vertu sur l'Ukraine en apparaissant comme les plus grands pays défenseurs de la liberté dans la lutte contre l'autoritarisme russe alors que ces deux pays – principalement la Hongrie – menacent et répriment la démocratie et la liberté dans leur propre pays. « *On ne peut pas être le champion de la liberté à l'extérieur et le champion du populisme à l'intérieur* » s'exclame-t-elle. Pour terminer, l'auteure de *L'Europe, changer ou périr* conclut sur une citation d'Albert Camus qui illustre bien la dualité des choses humaines. « *Qu'est-ce que l'homme ? Il est cette force qui finit toujours par balancer les tyrans et les dieux* »...

« Si le commerce était source de paix comme on l'entend pour promouvoir la mondialisation, la Russie n'aurait jamais dû attaquer l'Ukraine car elle est totalement dépendante pour son économie de ses exportations de gaz et de pétrole ».

Nicole Gnesotto

Pouvoir de la diplomatie et diplomatie au pouvoir

La première table ronde « *la diplomatie au pied du mur* » a été animée par quatre intervenants hautement qualifiés pour aborder le sujet. Le général de brigade Mahamadou Abou Tarka, président de la Haute autorité à la Consolidation de la Paix au Niger, a ouvert le bal. « *Mon action se situe au Sahel, zone de guerre qui oppose les États à un certain nombre de groupes djihadistes comme Al-Qaïda ou Maghreb islamique.*

² Auteur américain de science politique qui a exposé dans son livre « *The Clash of Civilizations* », sa théorie reposant sur la description d'un monde divisé en huit civilisations, se définissant par des éléments objectifs comme la langue, l'histoire, la religion et des éléments subjectifs d'auto-identification. Pour Samuel Huntington, un conflit a plus de risque de devenir une crise majeure s'il met aux prises des États de civilisations différentes.



Leur terrorisme insurrectionnel consiste à recruter auprès des populations, en instrumentalisant la colère de communautés – notamment nomades – qui se sentent délaissées. Nous ne discutons pas avec les terroristes. En revanche, nous cherchons à contrer leur discours afin de désamorcer leur projet politique ». Delphine O, ambassadrice, secrétaire générale du Forum Génération Égalité, s'est engagée dans une autre forme de lutte que celles des États puisqu'il s'agit de la question universelle de l'égalité entre les femmes et les hommes. « *Je voudrais parler ici non pas d'un mur mais d'un fossé* » prévient-elle d'emblée. « *Celui qui est en train de se creuser entre les dictatures et autocraties et démocraties libérales, sur l'autel de la « dévirilisation » de l'Occident jugé « décadent » pour avoir fait de la place aux droits LGBT, au mariage homosexuel ou aux droits des femmes* ». Et d'expliquer que parmi les nouveaux champs de conflictualité, l'inégalité de genre entre la moitié de l'humanité et l'autre doit être prioritaire, alors qu'elle est souvent considérée comme un sujet secondaire par les diplomates. « *Les corps des femmes sont devenus un champ de bataille* » s'insurge-t-elle.

À l'instar du forum de l'organisation qu'elle représente, Delphine O revendique l'idée que la diplomatie doit aller au-delà des dialogues intergouvernementaux et inclure la société civile dans l'ensemble de ses composantes : ONG, jeunesse, syndicats, secteur privé, fondations philanthropiques...

Xavier Driencourt, ancien ambassadeur de France en Algérie, a de son côté centré son intervention sur « *la mémoire qui peut constituer un mur* » en référence à la guerre

d'Algérie. Et de s'interroger pour comprendre pourquoi ce qui a réussi avec l'Allemagne ne l'a pas été avec l'Algérie. Jean-François Di Meglio, président de l'institut de recherche Asia Centre, rebondit sur ce sujet. Il analyse que des tensions subsistent depuis des lustres entre la Corée du Sud et le Japon alors que ces belligérants donnent politiquement le sentiment « *d'être dans le même camp* ». Pour lui, l'Asie n'a pas surmonté des tensions nationales et nationalistes persistantes. Il remonte aux origines de la Muraille de Chine, « *laquelle n'a jamais empêché les envahisseurs de se précipiter en Chine* » pour expliquer que l'Empire du Milieu cherche à reconstituer via le cyber espace une nouvelle muraille...

Le commerce dans tous ses états

Confortant les propos précédents de Nicole Gnesotto, Maxence Brischoux, haut fonctionnaire, fait le constat dans son ouvrage *Le Commerce et la Force* que les échanges internationaux peuvent être facteurs de tensions. En partant de sa propre expérience et de l'actualité, il note « *une manipulation – une weaponization comme disent les experts – des relations économiques* ». Citant Voltaire décrivant la Bourse de Londres au 18^e siècle, il remarque que « *le capitalisme est cosmopolite et transcende toutes les barrières, qu'elles soient religieuses ou idéologiques* ». Mais pour autant, comme on le voit en Ukraine, « *les impératifs géostratégiques et les idéologies nationales, impériales, la manipulation des mémoires sont plus fortes, ont plus de puissance d'énergie que le strict intérêt à*



Xavier Driencourt



commercer ». De même, il conclut, comme en Chine par exemple, que « *la mondialisation n'amène pas forcément la démocratisation et que l'économie ne permet pas de résoudre les problèmes politiques* ».

Stéphane Raison est directeur général et président du directoire du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine Harora Port, un des plus grands ports d'Europe. En écho à Emmanuel Macron qui avait dit aux assises de la Mer que « *le 21^e siècle serait maritime* », il constate la prédominance des voies maritimes dans les deux dernières crises majeures mondiales, celle de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine. Le fret maritime est devenu un enjeu de pression puisque 80 % du commerce mondial passe par les conteneurs des bateaux. On apprend à ce titre que les trois premiers armateurs de conteneurs au monde sont européens. « *Sur ce plan en tout cas, on n'a pas laissé échapper le contrôle à d'autres types de pays !* ». Il nous rappelle en outre « *un événement oublié* » qui prend aujourd'hui une dimension particulière. En 2010, le gouvernement français s'était penché sur la souveraineté gazière. La Commission de régulation de l'énergie avait alors lancé la réalisation en France de quatre terminaux méthaniers. Un seul avait finalement été réalisé. L'idée, qui n'a pas abouti faute d'infrastructures, était déjà de se prémunir d'une possible fermeture du robinet gazier par Vladimir Poutine. Soulignant le rôle primordial des ports comme outil pour aider à la résolution des problèmes climatiques, Stéphane Raison a répondu à la question de la mainmise des Chinois sur certains ports européens,

comme au Pirée en Grèce ou Zeebrugge en Belgique. Relativisant leur importance stratégique, l'intervenant reconnaît l'acuité du problème, la Chine ayant la volonté de créer une route de la soie maritime...

Les jeunes et l'éducation montent au créneau

De tout temps, la jeunesse a combattu les murs. Mais comment s'y prend-elle au 21^e siècle pour dénoncer les infamies et quelles armes utilise-t-elle pour cela ? Benoît Thieulin, ancien président du Conseil national du numérique, a été invité à lancer cette nouvelle table ronde.

À l'heure des digitales natives, il recommande de ne pas sous-estimer la portée sociétale des outils numériques dont l'irruption a été comparée par le philosophe Bernard Stiegler « *au passage de la culture orale à la culture de l'écrit à l'échelle de l'histoire* ». Observant que les premiers à utiliser Internet étaient des personnes démunies de capacité médiatique qui ont très vite perçu le pouvoir de « *cette nouvelle arme* », Benoît Thieulin rappelle l'incidence du web dans les Printemps arabes. Il souligne aussi la dimension « *réelle* » d'un outil qu'on limite trop souvent « *au virtuel* ». « *Un préfet qui doit gérer dans l'urgence un apéro Facebook de dizaines de milliers de personnes mesure concrètement le pouvoir d'organisation d'Internet* » poursuit-il, mettant en avant l'inversion possible des rapports de force grâce à la Toile. « *Quand trois personnes manifestaient sous les fenêtres de Ben Ali ou de Moubarak, elles*

étaient chassées par la police. Mais quand vous êtes 500 000 manifestants grâce à la propagation des messages sur les réseaux sociaux numériques, ce sont les forces de l'ordre qui fuient ». Arme à double tranchant, Internet a été ensuite aussi utilisé comme un outil de propagande ou de malversation, comme l'explique l'ancien président du Conseil national du numérique. « *Daesh n'aurait pas existé sans Internet* » lance-t-il pour constater à regret « *qu'on reconstruit des murs sur le numérique* ».

« Pour faire tomber les murs, les nouvelles générations utilisent aujourd'hui le numérique qu'on a réduit à une révolution technologique, alors que cet outil d'innovation participe en profondeur à une transformation anthropologique et culturelle de notre société ».

Benoît Thieulin

Hadja Idrissa Bah peut témoigner en revanche des bienfaits d'Internet. La jeune femme, âgée aujourd'hui de 23 ans, s'est lancée dès l'âge de 12 ans dans des actions féministes, fondant ensuite le Parlement des enfants de Guinée et le Club des jeunes filles Leaders de Guinée.

« *Je viens d'une famille hyper conservatrice ou j'ai été excisée à l'âge de 8 ans. En accédant à l'éducation grâce à l'école, j'ai pris conscience qu'un monde meilleur pouvait exister. Je me suis d'abord révoltée contre ma famille, puis contre les pratiques en Guinée et les violences faites aux femmes* ». Chaleureusement applaudie, la jeune militante explique qu'elle s'est engagée contre l'excision donc, mais aussi le mariage forcé et précoce « *de peur de le subir également* ». Persuadée que les lois votées et les conventions ratifiées par son pays ne suffiraient pas pour changer les mentalités, elle a utilisé les réseaux sociaux pour mobiliser des groupes, faire pression sur la police, récupérer les jeunes mineures et négocier avec leurs parents pour qu'ils s'engagent formellement à ne pas marier



© Eric Biernacki - Région Normandie

Benoît Thieulin et Nicole Gnesotto

Hadja Idrissa Bah, La voix des jeunes filles contre l'excision et le mariage forcé

Le Forum mondial Normandie pour la Paix connaît des instants de grâce où le public, quelles que soient ses opinions, ne fait qu'un, devant le témoignage et l'action d'un(e) invité(e). L'intervention d'Hadja Idrissa Bah restera à ce titre un moment fort de cette 5^e édition. Comme l'ont si bien exprimé Frédérique Bedos et François-Xavier Priollaud, on imagine l'énergie et la détermination de cette jeune fille guinéenne qui, dès l'âge de 12 ans, s'est élevée pour dénoncer l'excision des enfants et le mariage forcé et précoce des jeunes filles de son pays, d'abord par le biais des réseaux sociaux puis sous forme associative. Son chemin l'a conduit à se révolter contre sa famille et, après des années d'engagement, à porter les causes qu'elle défend à la table des décideurs de la planète. La jeune femme devenue libre et indépendante a participé au G7 de Biarritz en 2020. Elle est également intervenue devant le Women7¹, et a été invitée à déjeuner à l'Élysée par le Président de la République Emmanuel Macron. Elle a aussi plaidé le sort de toutes les jeunes filles victimes d'excision et de mariage forcé et précoce auprès de représentants des Nations unies et de la fondation Gates.



© Eric Biernacki - Région Normandie

Hadja Idrissa Bah

Séquestrée par des leaders religieux et communautaires pour ses prises de position, Hadja et son parcours ne pouvaient susciter qu'une seule réaction possible du public : être admiratif, se lever et applaudir !

¹ Structure regroupant une centaine d'organisations et associations à travers le monde chargée de proposer des recommandations relatives à l'égalité femmes-hommes aux chefs d'État à l'occasion du G7 de Biarritz.

leur enfant avant 18 ans. « *C'était la seule stratégie possible* » affirme-t-elle. « *Personne n'osait parler de ces drames. Il fallait impérativement que nous nous réveillions. Aujourd'hui encore, je continue ce combat* » (lire encadré page 25). Mais plus que des paroles bienveillantes, elle attend des actions de terrain, notamment sur le plan de l'éducation. « *Je suis désolée, mais on ne peut pas trouver de solution en Afrique si l'éducation n'est pas encore efficace chez nous. C'est une problématique car nous n'avons pas d'école, de centres de santé, d'accompagnement des victimes de viols* ». Son coup de gueule marque les esprits. « *Si vous voulez être avec nous et accompagner le monde entier, impliquez la jeunesse de façon effective et ne l'utilisez pas seulement pour servir de décor à l'occasion de journées internationales* ».

Dans un autre registre, Albin Rey, 17 ans, fondateur de Ink for Peace, participe aussi à l'éveil des consciences, mais par le prisme de la culture. Étudiant en droit et en sciences politiques, le jeune homme a lancé,

alors qu'il était lycéen, un manifeste constitué de poèmes de jeunes du monde entier afin de les publier sur les réseaux sociaux et d'éditer un recueil au profit de l'Unicef.

« La guerre en Ukraine a fait que de nombreux jeunes en Europe se sont sentis plus concernés que par d'autres conflits. Cela fait froid dans le dos. On se demande, en tant que jeunes, comment il est encore possible d'engager des guerres alors que nous disposons d'un patrimoine mémoriel qui atteste de ses horreurs. Mon idée était d'agir par l'art et la culture afin de contribuer à faire tomber les murs grâce à l'imagination et à l'expression ».

Albin Rey

Sébastien Lecornu, ministre des Armées

De nouveaux paradigmes

Le Forum mondial Normandie pour la Paix 2022 a été l'occasion pour le ministre des Armées françaises d'évoquer, à partir du thème de la 5^e édition, des sujets d'une actualité brûlante, dont la guerre en Ukraine. Voici son discours in extenso.

« Bonjour à toutes et à tous. Je salue amicalement les organisateurs de cette journée, de ces deux journées, en commençant par l'absent, le président de notre Conseil régional, Hervé Morin, en raison du Covid. François-Xavier Priollaud, mon complice élu de l'Eure... J'aime bien quand les élus de l'Eure viennent dans le Calvados pour prendre le pouls des choses ! Merci à lui pour l'énergie qu'il déploie sur ce forum depuis cinq années. C'est une idée qu'il porte en tant que conseiller régional et dont il a réussi à faire système, système d'autant plus indispensable que, nous, Normands, nous avons une dette sur la paix. Il existe de nombreuses initiatives à Paris, dans le monde, en Europe, en France. Mais il est clair que les 50 000 civils qui sont tombés ici - ainsi qu'un contingent de près de 130 000 militaires des forces alliées - créent un héritage glorieux qui nous oblige. Au fond, il n'y a pas de paix sans mémoire. Ce Forum sur la paix, même s'il nous amène à nous projeter sur l'avenir, nous permet aussi de faire acte de mémoire. Je salue les parlementaires, les élus et les personnalités. Plutôt que de vous lire un discours, j'ai écrit dans la voiture quelques réflexions. Ça fait bientôt cinq mois que je suis ministre des Armées ; je suis normand, comme vous et j'ai évidemment des convictions poli-



Sébastien Lecornu

tiques qui sont connues. Aussi, pour réfléchir et répondre à la façon dont la France se prépare, je me suis dit que le mieux était de vous livrer des réflexions collectives sur lesquelles nous aurions intérêt à répondre avec précision dans les temps qui viennent. C'est ce que fera le président de la République.

« À bas les murs » n'est pas un thème évident en réalité. Il y a un réflexe pavlovien : quand on a peur, on cherche à se protéger et à se mettre en posture de se protéger de l'autre pour lequel on imagine que le danger va venir. Il n'est pas du tout intuitif d'abattre le mur ou de se mettre en situation d'inconfort, de devoir justement aller chercher cette insécurité-là. Ce sont les murs qui créent l'insécurité, vous en avez fait la démonstration hier. »

Ma première réflexion de ce matin porte sur la place du droit, qui seul permet d'éviter les murs d'escalade. C'est aussi l'héritage de 1945, l'universalisme de certaines valeurs, la primauté du droit, du droit international, qui garantit un ordre. Ma première réflexion que je veux livrer est la suivante : il ne faut pas confondre murs et ordre. L'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale rappelle la primauté du droit, c'est-à-dire que le droit reconnaît des frontières qui permettent d'encadrer des souverainetés, de palier et de régler le problème du rapport du fort au faible et du faible au fort. Le président de la République l'a rappelé cette semaine : l'agression et la guerre menées par la Fédération de Russie en Ukraine remettent profondément en cause le droit international. Or, la frontière entre l'Ukraine et la Russie concerne ces deux pays, mais elle concerne tous les pays du monde parce que c'est la reconnaissance même de la valeur de ces frontières. Lorsque nous sommes en Afrique, au Proche ou au Moyen-Orient, lorsque des pays sont en grave difficulté économique, sociale et doivent lutter contre des phénomènes climatiques importants, lutter contre des problématiques économiques et sociales importantes, leur seule richesse, précisément, c'est la frontière. La frontière reconnue par ce droit international. C'est pour cela que tous les pays du monde ou presque ont signé la charte des Nations unies et participent à l'œuvre onusienne dans laquelle beaucoup sera à revoir au regard des circonstances.

« On ne peut en tout cas pas parler de « à bas les murs » sans se poser la question du droit et singulièrement du droit international, qui vient empêcher la construction de ces murs inutiles »

La deuxième réflexion que je souhaite poser sur la table concerne nos alliances. C'est l'autre héritage de 1945. Les alliances, au fond, c'est un peu comme dans la vie de tous les jours : qui se ressemble s'assemble, ou en tout cas plus ou moins. Cela doit nous amener à deux séries de réflexions sur deux

types d'alliance. D'abord, nos alliances Atlantique, l'OTAN, sur lequel beaucoup a été dit et, aussi, caricaturé. La France a un rôle clé et singulier dans cette Alliance atlantique. Le président de la République avait pu dire qu'elle était en situation de mort cérébrale. C'était en partie vrai puisque la dissolution du Pacte de Varsovie et toutes les décisions prises dans les années 1990 nous avaient plutôt conduit à considérer que les menaces de nature conventionnelle ou les menaces de nature nucléaire étaient derrière nous. Or, on doit s'interroger sur la place de la France, évidemment, et sur la place de l'Union européenne au sein de l'Alliance atlantique. C'est absolument clé. On le voit bien, les murs se sont décalés là. L'adhésion de la Suède et de la Finlande représente un élément historique cette année avec l'élargissement du périmètre de l'Alliance qui n'est pourtant pas toujours consensuelle dans le débat public. Comme le général de Gaulle l'avait voulu, il s'agit d'être allié mais non aligné et c'est un effet de chaque instant. Ce sont aussi des convictions que, notamment, François-Xavier Priollaud porte depuis des années. Quant à l'Europe, il ne faut pas nous faire violence car elle a tenu. En cas de choc ou de crise, d'aucuns estimaient qu'il pourrait y avoir une explosion de l'Union européenne. Or, il n'en a rien été. Mieux que cela ! En termes de sanctions et sur notre capacité à apporter une réponse collective, notamment dès les premiers jours, ce sont les Européens

« Ce n'est pas tout d'avoir beaucoup aidé et accompagné l'Ukraine au début du conflit. Il faut poursuivre les efforts en matière de maintenance, de soutien aux soldats ukrainiens de matériels. On voit que cette question des alliances est aussi clé pour traiter cet « à bas les murs » car, en fonction de ces alliances, on construit des murs réels ou factices qui peuvent recréer des conditions d'insécurité profonde pour nos nations européennes ».

qui n'ont pas attendu. Ce sont les Européens qui ont été réactifs. On le voit avec l'agenda de soutien à l'Ukraine : nous devons durer dans les semaines et mois à venir.

La troisième réflexion que je porte devant vous se résume ainsi : je pense que ce n'est pas la peine de faire la leçon aux autres si on ne réfléchit pas aux murs qui sont chez nous, au sein, non seulement des démocraties occidentales et libérales, mais singulièrement, au sein de la démocratie française. Nous avons traversé des crises difficiles en raison de problèmes économiques et sociaux, y compris avec les gilets jaunes. L'individualisme, la place de l'individu qui parfois peut dominer l'esprit collectif, la montée de l'absentéisme... Ces nouveaux murs constituent un défi majeur pour notre modèle démocratique qui constitue un pari politique sur le terrain des valeurs. C'est au fond de considérer que nos démocraties libérales sont décadentes, que nos démocraties libérales sont vectrices et pourvoyeuses de faiblesses, et qu'il faut nous regarder aussi en face : nos propres murs ne participent pas à notre résilience. Nos propres fragilités nous empêchent aussi de défendre le modèle dont nous sommes tous militants parce que c'est le modèle républicain.

Nous ne pouvons pas détacher les questions que nous avons à traiter dans le cadre de ce Forum des éléments de politique intérieure au sens noble du terme et sur les défis qui doivent nous réunir. Je reviens sur le fait qu'il ne faut pas faire la leçon et que beaucoup des réponses sur les murs qui se dressent se trouvent au sein même de la société française et du corps français. Nous le disions, il y a quelques instants avec l'ancienne présidente de l'IHEDN, les contributions à la paix d'une société ne peuvent désormais plus du tout reposer sur les seules armées ou sur les seuls diplomates. On parle beaucoup du retour d'expérience sur l'Ukraine. S'il y a bien un grand retour d'expérience et une leçon que l'Ukraine nous donne, c'est évidemment qu'il n'y a pas de moyenne ou de haute intensité comme on dit sans la résilience d'un corps social tout entier. Ceci est un des éléments clés que nous devons aussi abattre. La question du Service National Universel sur lequel le Gouvernement devra préciser le contenu de ce projet rentre dans cette

réflexion. L'école a un rôle à jouer, mais on doit apporter des choses supplémentaires à toute une jeunesse pour qu'elle se prépare. C'est évidemment la question des réserves où il faut renverser la table pour ne plus être dans une logique où, quand on a un engagement à servir dans la réserve, on parle de devoir de participer à la défense. Au contraire, il faut développer le droit pour chaque citoyen de pouvoir participer à la défense collective. Considérant en plus que la loi de l'emmerdement maximum est possible, on a le droit de connaître le terrorisme, une pandémie et une guerre en même temps ! La préparation de la Nation toute entière à ces enjeux-là est clé ici, mais aussi sur le terrain climatique.

« Les Outre-mer sont les premières à être vulnérables sur le plan climatique, mais l'Hexagone est aussi potentiellement très exposé à de potentiels dérèglements. Les menaces sécuritaires deviennent multichamps. Bienheureux celles et ceux qui s'engagent et s'engageront de quelque manière que ce soit, c'est aussi un des défis auxquels nous devons répondre pour abattre ces murs. Et je ne serais pas complet en tant que ministre des Armées en ne réaffirmant pas aussi que, malheureusement, la guerre désormais se mène sans les murs »

S'il s'agissait juste d'abattre les murs, ou certains murs en tout cas, pour avoir la paix, ce serait mentir à notre opinion publique puisque nous avons désormais de nouveaux champs de conflictualité qui s'organisent devant nous. On le voit bien : cette guerre en Ukraine, elle se fait parce qu'il y a un détournement de la doctrine entendue. Je reviens au système de valeurs dont je parlais tout à l'heure, à la dissuasion nucléaire. Au fond, le président Poutine se sert de la voûte

nucléaire, de sa dissuasion, pour mener une guerre d'agression conventionnelle. C'est un élément sur lequel nous devons réfléchir aussi collectivement puisque, la France, est une puissance nucléaire et que, la France, est membre permanent du Conseil de sécurité. Parler évidemment de paix, parler de défense, parler de préparation pour l'avenir, c'est aussi réexpliquer à chacun de nos concitoyens pourquoi le général de Gaulle a voulu que la France soit une puissance dotée, quels sont les fondements de cette doctrine, et pourquoi nous avons deux composantes, aéroportée et océanique. Le but n'est pas de rentrer nous-mêmes dans une grammaire nucléaire. J'ai été frappé de voir, à ce sujet, les débats cet été sur la haute intensité : est-ce que la France pourra tenir, deux semaines, trois semaines ? Tout ça n'a aucun sens. Il y a aussi un système de défense complet sur lequel je ne reviendrai pas ce matin parce que ce n'est pas l'objet, mais pour lequel nous avons aussi une réponse. L'enjeu n'est pas que là, désormais. C'est l'intensité haute qui peut se déployer en dessous même de la voûte nucléaire. C'est ça, la leçon de l'Ukraine. Y compris pour la France. C'est évidemment le cas des menaces dites hybrides et cyber. C'est la guerre informationnelle qui nous est menée par un certain nombre de compétiteurs. C'est le chantage à l'énergie ou aux matières premières agricoles, ce sont des éléments de matière civile qui sont dévoyés et repris à des fins militaires. Ça, c'est en dessous de la voûte nucléaire et nous sommes vulnérables à ces menaces parce que les démocraties seront toujours plus vulnérables qu'un certain nombre de pays, notamment sur la guerre informationnelle à laquelle nous devons nous préparer. Il y a un mois, un hôpital dans l'Essonne a fait l'objet d'une attaque cyber très grave et s'est retrouvé en grande peine pour accomplir ses missions : soigner nos concitoyens. Ce fait grave n'a suscité qu'une information brève. Si un terroriste était rentré avec une arme dans ce même hôpital, il aurait fait la une de l'actualité. La menace hybride est tout aussi dangereuse que les autres, car la paralysie de plusieurs hôpitaux français entraînerait forcément la mort de patients ou provoquerait des séquelles importantes. Il faut regarder collectivement ce danger. Les technologies amènent inévitablement

des menaces nouvelles pour lesquelles nous devons trouver des parades. Celles-ci sont plutôt hors les murs car le chantage aux céréales, à l'énergie, les menaces cyber ou le spatial constituent d'autres formes de murs que l'on ne traite pas suffisamment collectivement. Même chose pour le terrorisme. Je forme le vœu, entre Normands, que l'Ukraine ne nous rende pas myopes sur la situation sécuritaire, notamment en Afrique.

« Quand j'entends que certains sont prêts à caricaturer le bilan de Barkhane, des forces armées françaises, de ce que les Européens ont fait avec Takuba en Afrique, je m'inquiète ».

Ceux qui disent que la menace terroriste ne peut pas s'additionner sur le flanc oriental de l'Europe et que ce qui se passe en Afrique n'a pas d'impact sur la sécurité des Européens mentent. Quel est le point commun entre l'Afrique et l'Ukraine ? La présence de Wagner. L'Afrique devient un continent où certains éléments de concurrence entre grandes puissances se dégagent. Les murs là aussi sont tombés et, au fond, il nous faut répondre à plusieurs défis à la fois. Voilà quelques éléments de réflexion que je souhaitais vous partager. J'aurais évidemment pu vous parler des ingrédients de la prochaine loi de programmation militaire, de la revue nationale stratégique, de ce qu'est la Boussole stratégique européenne, des nouveaux concepts de l'OTAN, ou encore de la façon dont les armées se préparent en profondeur à ces nouveaux défis. Mais je pense que ce genre de forum ne doit pas être descendant avec un discours et quelques vérités ici ou là. Je crois qu'il faut surtout partager un certain nombre de réflexions. J'ai la ferme conviction qu'une partie des murs, malheureusement, sont aussi chez nous et qu'il va falloir nous armer pour les abattre parce que ce n'est pas que la faute des autres. Cette résilience doit aussi être française pour ensuite être européenne et occidentale pour mener le projet politique qu'est la paix, qui est aussi le projet de la République. Merci à tous.

LES DÉBATS

L'EUROPE EN GUERRE

■ GUERRE EN UKRAÏNE :

VLADIMIR POUTINE ET L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

Page 32

INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET GUERRE EN UKRAÏNE :

DE LA RÉPROBATION À L'ACTION ?

Page 35

■ UKRAÏNE ET RUSSIE :

DES CULTURES, UNE INFLUENCE

Page 38

EUROPE :

LE RETOUR DES BLOCS ?

Page 40

REPENSER

LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

Page 43

■ LES MURS EN EUROPE :

LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE EN PÉRIL

Page 46

FRONTIÈRES, ENJEUX DE POUVOIR

NATIONALISMES :

POURQUOI LE MONDE SE REFERME ?

Page 48

ISRAËL - PALESTINE :

LES MURS OBSTACLES À LA PAIX

Page 51

CORÉE DU NORD,

QUE SE CACHE-T-IL DERRIÈRE LES MURS ?

Page 54

PROJECTION : BLUE ISLAND

Page 57

QUEL AVENIR

POUR UNE BIÉLORUSSIE DÉMOCRATIQUE ?

Page 58

PROJECTION : MOTHERLAND

Page 61

DES MURS IMMATÉRIELS

■ INTERNET :

NOUVELLES OUVERTURES, NOUVELLES FRONTIÈRES

Page 62

OUÏGHOURS,

COMMENT BRISER LE MUR DU SILENCE ?

Page 64

■ LEVONS

LES MURS DES INÉGALITÉS

Page 67

JOURNALISTES :

CES VOIX PAR-DELÀ LES MURS

Page 70

VERS UNE RUPTURE DES

RELATIONS EUROPE-AFRIQUE ?

Page 73

ALGÉRIE-FRANCE :

QUELLE DIPLOMATIE POUR RÉCONCILIER LES MÉMOIRES ?

Page 76

■ RÉCONCILIATION AVEC L'ALLEMAGNE : UN MODÈLE POUR LA RELATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE ?

Page 80

■ RENCONTRE

DESSINE-MOI LA PAIX

Page 82

DES ESPACES CONVOITÉS

TAÏWAN, RENONCER À LA PAIX POUR ÉVITER LA GUERRE ?

Page 84

ESPACE :

CONVOITISÉS À L'INFINI ?

Page 87

ARCTIQUE :

LA GUERRE DES GLACES

Page 90

■ FAIRE LA PAIX

AVEC LA TERRE

Page 94

GUERRE EN UKRAÏNE : VLADIMIR POUTINE ET L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

L'EUROPE EN GUERRE

Le 23 septembre 2022 | 14h00 - 15h30 | Plénière



Tatiana Kastoueva Jean et Émilie Aubry

L'invasion qui rebat les cartes

Le 24 février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est lancée sur les ordres de Vladimir Poutine. Sept mois plus tard, alors que cette guerre s'inscrit finalement dans la durée et sur fond de crise énergétique internationale, l'équipe « **Le Dessous des Cartes** » se penche sur les relations du président russe avec l'espace post-soviétique. Émilie Aubry, rédactrice en chef de l'émission, interroge la véritable influence de la Russie et les possibles dénis de Vladimir Poutine, lequel revendique ouvertement sa nostalgie de l'empire soviétique. Pour ouvrir le débat, Émilie Aubry interroge Tatiana Kastoueva Jean, chercheuse et directrice du Centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI), sur l'accès des jeunes générations à l'actualité internationale. Cette dernière rappelle la pertinence du concept des « **quatre Russies** »¹, qui peut expliquer le décalage ressenti actuellement à travers le pays. Elle s'explique : « **Vladimir Poutine a annoncé une mobilisation qui n'a de partielle que son nom. La classe moyenne russe ne peut se permettre**

de prendre l'avion pour fuir le pays et de payer des prix exorbitants pour échapper à un envoi sur le front ukrainien. Les villageois quant à eux s'engagent sciemment dans cette guerre car le salaire proposé est attractif, ils ne comprennent pour autant ni les objectifs visés, ni leurs véritables missions ».

L'ambiguïté de la relation sino-russe

Après le visionnage d'un numéro inédit de l'émission « **Le dessous des cartes** » (Poutine : la nostalgie de l'empire), Émilie Aubry revient sur la relation sino-russe. Elle mentionne la déclaration² du porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, tenue en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, appelant à un cessez le

¹ Un concept formulé en 2015 par Natalia Zoubarevitch, géographe et économiste. Cette théorie souligne les clivages régionaux de la Russie et explique le sous-développement des périphéries au bénéfice du développement accentué des centres du pays.

² Propos tenus le 20 septembre 2022



feu en Ukraine à travers le dialogue. Pour Tatiana Kastoueva Jean, il s'agit d'une illustration parfaite de la neutralité « **prudente et ambiguë** » affichée par la Chine depuis le début du conflit. Car si la Chine critique les sanctions unilatérales imposées par l'Union européenne et les États-Unis à la Russie, elle affirme, dans un même temps, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. En termes économiques, Tatiana Kastoueva Jean reconnaît une certaine inquiétude de la Chine : la guerre dure, alors que le pays connaît déjà une récession économique suite à la Covid-19. On observe ainsi que le pays contourne de plus en plus le territoire russe pour passer par le Kazakhstan et par la mer Caspienne. Une amitié, et non pas une alliance, à deux piliers, selon l'intervenante. Le premier étant énergétique (la Chine a besoin du pétrole et du gaz russe), le second géopolitique (les deux régimes prônent des valeurs communes, notamment la non-ingérence dans les affaires intérieures des uns et des autres). Émilie Aubry rebondit sur ces propos, en ajoutant la volonté commune des deux pays de « **désoccidentaliser le monde** ». Un argument confirmé par Tatiana Kastoueva Jean, qui réplique que la Russie et la Chine cherchent toutes deux à dépendre le moins possible du dollar. Et de conclure que la Chine s'in-

téresse également de près à la guerre en Ukraine « **pour tirer des conclusions pour elle-même par rapport à Taiwan** ».

« Comme on dit souvent en Russie, la Russie et la Chine, ce n'est pas toujours ensemble, mais jamais l'une contre l'autre ».

Tatiana Kastoueva Jean

Des rapports de force en mutation

Émilie Aubry aborde la question de l'Asie centrale, précisant que les ambassades du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et du Kirghizstan avaient envoyé « **un communiqué, séparément, pour interdire à leurs ressortissants de participer à la guerre en Ukraine, alors même qu'ils sont membres de l'OTSC** »³. Une suspicion de perte d'influence sur cet espace, confirmée par Tatiana Kastoueva Jean, qui s'attarde sur l'exemple probant du Kazakhstan, pour qui l'Union Européenne représente aujourd'hui le premier partenaire commercial. En termes économiques, infrastructurelles et sécuritaires, la chercheuse démontre aussi la perte de vitesse de la Russie face à des pays comme la Chine qui commence à vendre ses armes aux pays centro-asiatiques. Elle le fait aussi avec la Turquie qui, depuis le début de la guerre a signé des accords stratégiques avec eux, mais aussi

³ L'Organisation du Traité de Sécurité Collective est une organisation à vocation politico-militaire fondée en 2002 et dirigée par la Russie

l'Iran. Émilie Aubry la complète en citant la minorité russophone du Kazakhstan, « *potentielle raison pour laquelle le pays n'a pas reconnu l'annexion de la Crimée, avec la peur éventuelle que cette région puisse un jour connaître le même sort* ». Une hypothèse confortée par Tatiana Kastouéva Jean qui avertit néanmoins de la dépendance des pays d'Asie Centrale à la Russie, appuyant l'exemple de leurs émigrés, souvent isolés par rapport au reste de la société russe : « *Une nouvelle loi russe simplifie l'octroi de la citoyenneté pour les personnes étrangères qui s'engagent à partir de la guerre en Ukraine ; un certain nombre de migrants risquent d'être séduits* ».

Émilie Aubry poursuit le débat en évoquant la partie slave de l'espace post-soviétique et les « *référendums* » annoncés par Poutine dans quatre régions ukrainiennes : Zaporijjia, Kherson, Lougansk et Donetsk.

« À l'époque de l'URSS, on parlait beaucoup de fraternité dans la culture soviétique. L'Ukraine était sans doute le petit frère chéri de Moscou : c'est un lien qui est sans cesse mis en avant dans tout le narratif poutinien ».

Émilie Aubry

La journaliste questionne Tatiana Kastouéva Jean sur le rapport de force devenu favorable aux Ukrainiens et la nouvelle phase de conflit qui s'est installée. Cette dernière souligne la dangerosité de la situation actuelle, tant concernant l'organisation de ces « *pseudo-référendums* » (dont l'issue tendra évidemment en faveur de l'intégration des territoires ukrainiens au sein de la fédération de Russie) que la menace d'un emploi de l'arme nucléaire. Une escalade provoquée, selon la chercheuse, par les succès de l'offensive ukrainienne vers Kharkiv début septembre. Elle rappelle l'importance de la géographie, dans cette invasion, l'annexion de ces territoires permettant à Poutine de

relier les républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk et de désenclaver ainsi la Crimée. Tatiana Kastouéva Jean tient également à revenir sur l'importance du positionnement des Occidentaux, objet du chantage gazier et militaire russe, dans la suite de ce conflit : « *Vladimir Poutine compte sur la pression de l'opinion publique sur les gouvernements, à propos du chauffage et de l'électricité cet hiver* ».

Émilie Aubry relève l'importance de cette opinion publique depuis le début de l'invasion ukrainienne et interroge Tatiana Kastouéva sur la mobilisation dite « *partielle* » de la population décrétée par le président russe en septembre dernier. Une appellation utilisée, selon la modératrice, « *pour ne pas réveiller le traumatisme de la première guerre de Tchétchénie* ». Tatiana Kastouéva Jean relève les incohérences de cette annonce. Le décret signé par Poutine demeure effectivement flou et lui permet dès lors une marge de manœuvre très large. Elle note aussi les amendements au code pénal russe récemment votés, qui alourdissent les peines de prison pour ceux qui refuseraient de combattre. Entre la fuite, la protestation ou la loyauté, la population russe s'enfonce dans trois stratégies classiques selon elle, alors que l'issue de cette guerre demeure incertaine...

REPÈRES

- ▶ **2014.** Il y a 8 ans, la Russie annexait déjà un bout d'Ukraine, la Crimée. Une région dans laquelle le Kremlin avait également organisé un « *référendum* », chimère juridique précédant l'action militaire.
- ▶ **15.** Quinze pays indépendants ont remplacé l'URSS.
- ▶ **55 500.** C'est le nombre de soldats russes que l'Ukraine annonçait avoir tué en septembre 2022. En réalité, il est difficile d'évaluer le nombre de morts de cette guerre, la Russie et l'Ukraine minorant leurs pertes et exagérant celles infligées à l'ennemi.

INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET GUERRE EN UKRAINE : DE LA RÉPROBATION À L'ACTION ?

L'EUROPE EN GUERRE

Le 23 septembre 2022 | 16h30 - 18h00 | Salle Or



Fabienne Keller, Xavier Chemisseur, Vadym Omelchenko et Céline Bardet

Maintenir l'effort

Plus de 210 jours séparent le début de la guerre en Ukraine et l'organisation de ce débat, modéré par Xavier Chemisseur. L'occasion d'une prise de recul sur les réactions des institutions internationales au cours des six derniers mois. D'entrée de jeu, le rédacteur en chef de France 24 souligne l'impression « *d'impuissance* » que dégagent les organisations dans leur ensemble, dans leur difficulté à trouver un consensus et à garantir « *à la fois la paix et le respect des droits humains* ». Il se questionne sur la nécessité de repenser les règles de fonctionnement en vigueur et invite, pour débiter, Vadym Omelchenko, ambassadeur d'Ukraine en France, à témoigner de la situation ukrainienne à ce jour. Pour lui, « *la libération a commencé* ». Il profite d'ailleurs du contexte du Forum mondial pour la Paix pour comparer sa région d'accueil à l'Ukraine : « *notre propre Normandie, c'est la région de Kharkiv. C'est dans cette région que la grande contre-offensive et l'offensive ukrainienne ont commencé* ». Il revient ensuite sur les débuts du conflit, et sur, selon lui, le projet russe de prendre puis d'annexer les territoires en trois jours, qui s'est confronté à l'esprit de résistance

du peuple ukrainien. Il développe son propos en identifiant trois dimensions à cette guerre : l'aspect militaire, l'aspect humanitaire et celui des déplacés. « *Aujourd'hui, 12 millions d'Ukrainiens, femmes et enfants, ont été déplacés et la moitié d'entre eux a trouvé refuge en France* ». C'est à ce titre que Vadym Omelchenko s'interroge sur le sort de la jeunesse.

« Leurs amis sont dispersés dans le monde entier, certains d'entre eux sont morts... Ils n'ont qu'une envie, que cela se termine au plus vite, pour pouvoir rentrer chez eux. Aujourd'hui, il faut le reconnaître : nous voyons nos jeunes ukrainiens qui se trouvent ici, en France, se détruire ».

Vadym Omelchenko

Fabienne Keller, députée européenne, qui s'est rendue en Ukraine mais aussi auprès des réfugiés en Moldavie, fait état de « *l'extraordinaire exemple de courage* » que donnent les citoyens ukrainiens. Leur vie étant totalement bouleversée par la guerre, elle dit l'importance de se rendre sur le terrain, en tant que membre du Parlement européen. Pour elle, les demandes d'adhésion du pays mais aussi de la Géorgie et de la Moldavie à l'Union européenne doivent nous rappeler nos responsabilités, en tant que sociétés démocratiques. Céline Bardet, fondatrice et présidente de l'ONG We are not Weapons of War, tient pour sa part à aborder l'angle militaire de ce conflit, en insistant particulièrement sur les violences, les viols et les crimes de guerre à laquelle la population ukrainienne est soumise. Elle dénonce ainsi, de la part de la Russie, « *une politique d'humiliation et de destruction. Le viol, c'est humilier l'autre dans ce qu'il a de plus intime et le détruire totalement : lui, son entourage et toute sa communauté* ». Elle s'interroge sur la façon de réparer



Xavier Chemisseur, Vadym Omelchenko et Céline Bardet

MODÉRATEUR :

Xavier CHEMISSEUR, rédacteur en chef à France 24

INTERVENANTS :

Vadym OMELCHENKO, ambassadeur d'Ukraine en France

Céline BARDET, fondatrice et présidente, We are not Weapons of War, juriste et enquêtrice criminelle internationale

Fabienne KELLER, députée européenne

François RIVASSEAU, ancien ambassadeur de France auprès de l'ONU à Genève, professeur à la Kedge Business School

ces blessures, employant en comparaison l'exemple des jeunes des Balkans, qui, ayant connu la guerre très tôt, conservent encore des traces de ces traumatismes. Celle qui est également juriste et enquêtrice criminelle internationale, préconise dès lors de miser sur un accompagnement à travers « *des processus de justice, de réparation et de reconstruction de société* ».

Un premier bilan positif

Citant l'appel de Joe Biden à réformer les Nations unies et le Conseil de sécurité, le modérateur interroge François Rivasseau sur la nécessité de « *passer à l'action* » et sur les moyens existants pour le faire. Aux yeux de l'ancien ambassadeur de France auprès de l'ONU à Genève, le conflit ukrainien est spécial et particulièrement grave « *car c'est la première fois qu'un pays membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie, attaque un pays voisin pour lui voler du territoire* ». Avant de définir un plan d'action, il faut, selon lui, réaliser le bilan des démarches déjà enclenchées, qu'il divise en deux catégories. Tout d'abord, l'action humanitaire classique, qui, si elle a le mérite d'avoir bien fonctionné jusqu'à maintenant, est affaiblie par un système financier très limité. Ensuite, l'action des juges internationaux, mis en place pour « *faire prévaloir des règles morales et éthiques* ». Il se félicite de l'existence de nombreux outils au niveau international, qui, chacun à leur niveau, essaient de « *secourir, pour rétablir les conditions économiques* ».

« Le service de pompiers de New-York a un budget plus important que le secrétariat des Nations unies tout entier. Sommes-nous prêts à dépenser un peu moins d'argent pour passer à la 5G et à donner un petit peu plus aux organisations internationales ? »

François Rivasseau



François Rivasseau, Fabienne Keller, Xavier Chemisseur et Vadym Omelchenko

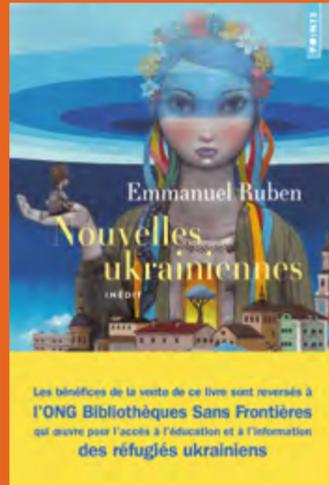
L'ancien ambassadeur aborde également la question de la reconstruction à venir de l'Ukraine. Il insiste sur le besoin d'établir des circuits de financement qui sont aptes à fonctionner, tout en précisant que l'ONU et les organisations régionales sont prêtes à s'y engager. Il souligne néanmoins que si les outils ne manquent pas, « *la volonté, l'argent et les moyens* » font jusqu'à présent défaut. Rebondissant sur l'éventualité d'une réforme du Conseil de sécurité évoquée par Xavier Chemisseur, François Rivasseau mentionne la possibilité, souvent avancée, d'une suppression du droit de veto des États. Cette réforme s'avérerait pour lui injustifiée, le veto permettant justement à l'ONU sa garantie d'existence et d'efficacité : « *si on le perd, on n'a plus de droit de décision. On est donc condamné à l'impuissance* ». Interrogée sur la fameuse ligne rouge avec laquelle l'Europe a dû constamment négocier au cours des derniers mois, à savoir : « *agir sans passer pour un belligérant aux yeux de la Russie* », Fabienne Keller évoque pour sa part la capacité avec laquelle l'Europe a su répondre vite, à travers des résolutions et des salves de sanctions décidées dès le mois de mars 2022. Elle se réjouit des consensus obtenus par les chefs de gouvernement, ajoutant que « *la vision de la défense européenne a été profondément renforcée par la réalité de la guerre en Ukraine* ». La députée cite le partenariat entre le Parlement européen et la Rada (le parlement ukrainien) ainsi que les différentes aides instaurées sur le plan informatique, technique et organisationnel à l'égard du peuple ukrainien. Elle le revendique : « *l'Europe a répondu fort et n'a pas*

terminé de le faire. La guerre revient à nos portes, il faut continuer à se battre pour la démocratie, pour le respect de chacun et contre les totalitarismes comme celui de Vladimir Poutine ».

Les possibilités de l'après

Vadym Omelchenko, conscient de la guerre contre la civilisation occidentale globale menée par Vladimir Poutine, met l'accent sur l'importance d'une véritable solidarité qui ne soit pas que de la « *compassion* » mais bien de la « *compréhension* » et la défense d'un « *foyer commun et de valeurs partagées* ». S'il juge le niveau de l'aide humanitaire obtenue « *miraculeux* », il ne minimise pas pour autant le caractère primordial du projet de reconstruction de l'Ukraine et le dit explicitement : « *il va s'agir de business* ». Selon les estimations des experts qu'il évoque, ce marché est déjà apprécié à 1 trillion de dollars. Vadym Omelchenko affirme dès lors qu'en tant qu'ambassadeur d'Ukraine en France, il aimerait que ce soit « *la France qui rentre dans ce marché* », en précisant que l'ambition du Président Zelenski sur cet angle est avant tout de parier sur un pays « *modernisé et très avancé* », en garantissant que les entreprises américaines ne seraient pas privilégiées. Toujours dans la thématique de la reconstruction, Céline Bardet souligne l'opportunité pour l'Ukraine de « *regarder vers le futur* » pour réfléchir dès aujourd'hui à la société qu'elle souhaite voir grandir. Tout comme Fabienne Keller, la présidente d'ONG explique que l'UE « *a fait énormément de choses, sans que l'on s'en rende compte. Cela a bougé les liens, toute la géopolitique, mais aussi la justice. Typiquement, la Cour pénale internationale nous a montré qu'elle pouvait réagir rapidement, puisqu'elle a ouvert une enquête très vite. On se trouve dans une situation assez inédite* ». Optant pour un ton prudent, elle appelle néanmoins à ne pas s'endormir et à compter sur la constance des efforts de la solidarité internationale. Des attentes pleines d'espoir, dans un ciel encombré mais pas noir.

UKRAINE ET RUSSIE : DES CULTURES, UNE INFLUENCE



L'EUROPE EN GUERRE

Le 24 septembre 2022

12h00 · 13h00

Salle Or

Une autre tour de Babel

L'Ukraine aujourd'hui, ce sont des milliers de civils tués, des millions de déplacés. L'Ukraine, c'est aussi un grand héritage culturel, religieux et littéraire. Ce conflit voit ainsi une réaffirmation engagée de la culture ukrainienne face à une influence russe historique. Comment comprendre le rôle de la langue et de la religion au sein de la relation entre les deux pays ? Comment la culture, transformée en porte-drapeau, peut-elle lutter contre les nationalismes et redevenir un instrument de paix ?

La langue a été au cœur de cette discussion, tant elle symbolise les enjeux de ce conflit. Ces témoignages ont permis au public de mieux appréhender le poids de la culture et de l'idéologie dans la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Anna Colin Lebedev explique ainsi « avoir été nourrie à l'école soviétique où Moscou était le centre du monde et l'Ukraine n'existait quasiment pas ». L'auteure de *Jamais frères ? Ukraine et Russie, une tragédie postsoviétique* (Éditions du Seuil) a vécu en Ukraine et pris conscience du regard décalé et biaisé de la Russie et, plus largement, de l'espace soviétique, à l'encontre de son voisin. « Pour comprendre cette guerre » dit-elle, « il faut prendre en compte l'idée véhiculée par Poutine dans

tous ses discours, pour justifier l'invasion, que l'Ukraine et la Russie ne forment qu'un seul et même peuple ». Or, elle cite les propos d'une poétesse Ukrainienne qui affirme aux Russes « nous ne serons jamais frères » pour expliquer les difficultés d'un possible avenir commun brisé par cette guerre. Pour Anna Colin Lebedev, la Russie vit un séisme politique intérieur. Elle explique que le contrat social russe très caractéristique des régimes autoritaires consistait à laisser au pouvoir le soin de mener la politique qu'il souhaite à condition qu'elle n'affecte pas les citoyens. Pour cela, le régime a besoin d'une population plutôt démobilisée. Son discours ces derniers mois a donc été de minimiser l'impact de la guerre et faire en sorte que les Russes soutiennent passivement ce

conflit armé, mais surtout que cela ne les concerne pas. Or, on est passé en quelques semaines d'une démobilisation voulue à une situation où chaque famille russe comprend qu'elle va peut-être être touchée par la guerre et par un envoi au front. « Le pouvoir russe ne s'est jamais autant mis à l'épreuve et cela va conduire à des changements majeurs ». Elle ajoute toutefois qu'il ne faut pas attendre pour autant des manifestations gigantesques dans les rues. « Les Russes protestent autrement, par le sabotage, l'évitement, le contournement et l'abandon de l'État. Le pouvoir russe n'a jamais aussi été en danger qu'aujourd'hui ! ».

De la résistance et de son langage

Pour parler de ce conflit, Emmanuel Ruben ose le parallèle avec la guerre d'Algérie, et notamment le fait qu'il s'agit avant tout d'une question de colonisation. « La Russie poutinienne n'a jamais accepté l'indépendance de l'Ukraine. Elle considère ce pays comme un vassal en s'efforçant de garder au pouvoir des hommes qui étaient inféodés à Moscou ». Or, la résistance ukrainienne a été un facteur déterminant dans la page d'histoire qui s'écrit actuellement.

« On oublie la pugnacité ukrainienne historique qui se réclame très souvent des cosaques, lesquels avaient l'habitude de se choisir un chef pour mener les combats »

Emmanuel Ruben

L'écrivain, qui dirige actuellement la publication d'un volume collectif d'auteurs ukrainiens, intitulé *Hommage à l'Ukraine* (éditions Stock), rappelle que l'Ukraine est un pays de diversité et d'hybridité. Il a été à la croisée de différents empires - russe, ottoman et du grand-duché de Pologne-Lituanie - et une terre de brassage avec une population juive importante. Démocratique depuis 1991, l'Ukraine a démontré sa ca-

MODÉRATRICE :

Julie CLARINI, journaliste à l'Obs

INTERVENANTS :

Emmanuel RUBEN, écrivain

Anna COLIN LEBEDEV, maîtresse de conférences en science politique

EN PARTENARIAT AVEC :

L'OBS

pacité de résistance contre les nazis, mais aussi dans sa lutte contre le pouvoir soviétique dans les années 1950. Anna Colin Lebedev cherche de son côté à comprendre la passivité de la population russe à l'agression opérée par leur pays contre un pays voisin, c'est-à-dire des personnes qui vous ressemblent et qui ne vous ont rien fait. Elle s'interroge sur l'impact de la loi du silence qui prévaut en Russie, tant au niveau de l'État qu'au sein des familles, des « langues qui ne délient pas ». L'occasion pour Julie Clarini d'évoquer la langue ukrainienne qui, est souvent considérée comme un dialecte à la périphérie du russe. Anna Colin Lebedev conteste/réfute cette idée car si les langues russes et ukrainiennes sont proches, elles sont différentes sur le plan lexical. Elle indique qu'il y a autant de distance entre le russe et l'ukrainien qu'entre le français et le portugais. « Si le pays est bilingue, il ne l'est pas au sens où une partie du pays parle russe et l'autre ukrainien, mais parce que l'ensemble de la population maîtrise les deux langues et indique par sa langue ses préférences ». Entre la Russie et l'Ukraine, une nouvelle tour de Babel se forme...

« Pour des citoyens d'Ukraine, l'élément politique central consiste à parler ukrainien et à refuser la langue russe. Cette dynamique-là est devenue extrêmement forte avec la guerre ».

Anna Colin Lebedev

EUROPE : LE RETOUR DES BLOCS ?

L'EUROPE EN GUERRE

Le 23 septembre 2022 | 16h30 - 18h00 | Salle Nacre



Michel Duclos, Nicole Gnesotto, Sabine Dullin et Marc Semo

Entre blocage et déblocage

« Quand on regarde l'ONU, on a l'impression qu'elle est paralysée comme au pire moment de la guerre froide avec des blocs mouvants ». Marc Semo lance par ces mots le débat en indiquant que trois grands ensembles se partagent le monde : les démocraties occidentales, un bloc euro-asiatique de régime autoritaire et, entre les deux, le Sud global¹ qui se cherche et qui ne veut choisir ni l'un ni l'autre. Il estime que l'OTAN demeure dans ce contexte une alliance militaire structurée qui a été reviv-

gorée par l'agression russe en Ukraine, ce qui lui confère « une nouvelle jeunesse et sa raison d'être ». Le modérateur observe que les régimes autoritaires éprouvent du ressentiment face à l'Occident. Il cite la Chine qui n'a aucun traité d'alliance militaire avec un autre pays, à l'exception de la Corée du Nord. Quant à la Russie, il explique qu'elle a essayé en vain de transformer l'organisation de sécurité collective réunissant les anciennes républiques, notamment d'Asie centrale, en un nouveau pacte de Varsovie².

La résurgence d'un sombre passé

Sabine Dullin propose de s'arrêter sur l'empire russe et soviétique pour comprendre ce qui se passe à l'Est. Elle fustige l'idée de ré-

¹ Ce terme né dans les années 1980, appelé aussi Pays du Sud ou le Sud, fait référence aux pays caractérisés par un IDH (indice de développement humain) et un PIB (produit intérieur brut) par habitant faible, majoritairement situés dans la partie sud des continents émergés, par opposition aux pays du nord plus riches. Le Sud global représenterait de l'ordre de 5 milliards de personnes.

² Signé en 1955, le pacte de Varsovie est une ancienne alliance militaire groupant les pays d'Europe de l'Est avec l'URSS dans un vaste ensemble économique, politique et militaire.

MODÉRATEUR :

Marc SEMO, rédacteur en chef adjoint aux pages débats- idées, Le Monde

INTERVENANTS :

Nicole GNESOTTO, professeure émérite du CNAM, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

Sabine DULLIN, professeure d'histoire contemporaine de la Russie à Science Po, auteure

Michel DUCLOS, conseiller spécial à l'Institut Montaigne

EN PARTENARIAT AVEC :
LE MONDE

vision des frontières par la guerre de Vladimir Poutine et son désir de revanche après l'humiliation de l'effondrement de l'URSS, qui rappelle les années 30 et l'avancée d'Hitler en Europe. Elle précise aussi que le principe de référendum dans des zones qui viennent d'être occupées fait référence à ce qui s'est passé à la suite du pacte germano-soviétique en 1939, lorsque les troupes de l'Armée rouge sont entrées en Pologne orientale. Elle condamne en outre la rhétorique de Moscou sur le nazisme ukrainien, estimant que se rejoue une grande guerre patriotique avec bien moins d'héroïsme et de convictions du côté russe que par le passé, puisque ses citoyens tentent d'échapper à la conscription. L'enseignante décrypte les références à « la guerre froide », à « l'arme nucléaire », à « l'OTAN qui se ressoude » et à la notion de « monde libre » qui revient en force, ainsi que l'idée de blocs et de non-alignement. Elle reconnaît dans l'attaque russe une énième guerre coloniale d'un empire qui nourrit la hantise de son déclin et qui refuse la désagrégation de l'ancienne Union soviétique. Pour autant, l'intervenante tient à faire la part des choses entre hier et aujourd'hui. Elle entend tout d'abord dans les propos du leader russe son anti-occidentalisme et sa déclaration de guerre à l'égard de l'Occident, héritage du tchékiste puisque Vladimir Poutine était un membre du KGB. Ce dernier mêle selon elle « un vieux laïus soviétique avec un

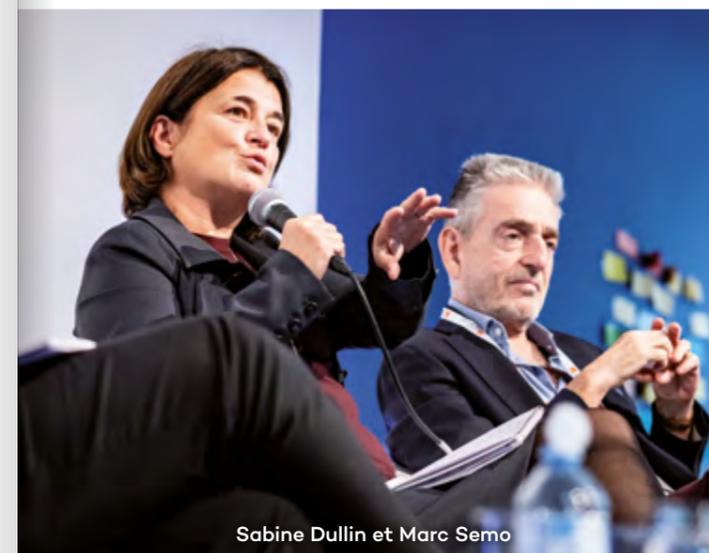
nouveau discours autour de la tradition qui s'oppose à nos démocraties jugées décadentes ». Si l'on retrouve des éléments de comparaison entre la situation actuelle et le rideau de fer, elle estime pourtant que la donne a changé, avec d'un côté la Russie qui tente de s'agrandir sur un plan régional, et le bloc occidental en face qui s'est reconstruit face à cette agression. Elle ne retrouve pas, non plus, « la stabilité de la guerre froide qui, par une sorte d'équilibre de la terreur, rendait finalement la vie assez sûre pour le continent européen ».

« Quand on écoute la déclaration de Vladimir Poutine du 21 septembre dernier, on a l'impression de vivre un cauchemar éveillé puisqu'on assiste à un voyage dans le temps contenant tous les ingrédients qui ont conduit à une série de tragédies au 20e siècle ».

Sabine Dullin

Des impacts partout dans le monde

Plutôt que deux blocs qui s'opposent, Michel Duclos distingue dans ce conflit l'opposition entre un pays qui agit suite à ce qu'il perçoit comme une menace et un continent réunifié qui réagit face à un agresseur. Il lie cette guerre au destin de Poutine qui en a fait un élément personnel très fort. Or, au regard de l'effet de la guerre d'Afghanistan sur l'URSS, « il ne peut pas croire que le Président russe puisse survivre à un revers en Ukraine » qui lui semble inéluctable « car il ne peut pas gagner ». Évoquant l'impact de cette guerre sur le reste du monde, il estime que ce conflit a ajouté un cran supplémentaire à la rivalité entre les Chinois et les Américains, les premiers espérant tirer profit d'une victoire russe. Mais c'est dans



Sabine Dullin et Marc Semo

l'Indopacifique que les conséquences géopolitiques de la guerre en Ukraine risquent d'être les plus fortes selon le conseiller spécial de l'Institut Montaigne. Une attaque de la Chine sur Taïwan lui paraît encore plus probable aujourd'hui qu'auparavant, parce qu'un tabou a été levé : celui d'envahir son voisin. Pour lui, les Chinois vont tirer les leçons de ce qui se passe en Ukraine. « *Ils observent que l'Occident est moins décadent qu'ils ne le pensaient et qu'une invasion nécessite une préparation où il est nécessaire d'annihiler le pouvoir politique et de couper l'information autour* ». Reprenant le concept de Sud global, Michel Duclos confirme que l'acrimonie des pays concernés à l'égard de l'Occident est instrumentalisée par les Chinois et les Russes. Il s'inquiète aussi de la montée des principales puissances du Sud qui profitent le plus de la guerre en Ukraine, comme la Turquie, l'Inde et l'Arabie Saoudite, courtisées finalement par l'ensemble des parties.

« Pour que l'Occident conserve son avantage face à la Chine, il faut trianguler certaines des puissances du Sud global et être en mesure de coopter les principaux acteurs du Sud ».

Michel Duclos

La remise en cause d'un retour des blocs

Nicole Gnesotto fait partie de celles et ceux qui n'aiment pas parler « *de retour des blocs* ». Si elle concède que la formule se retient facilement, elle pense qu'elle donne une idée erronée de la réalité extrêmement complexe que nous vivons aujourd'hui, ce qui nous conduit « *d'une fausse idée à des solutions fausses* ». Pour elle, le 21^e siècle sera avant tout celui de l'affrontement entre deux modèles, américain et chinois, la question étant surtout de savoir qui va gagner le Sud global, « *cet espace hybride de pays qui ne sont ni des démocraties*

ni des dictatures ». La vice-présidente de l'Institut Jacques Delors ne croit pas au retour des blocs pour trois raisons qu'elle expose ainsi. Tout d'abord, le bloc occidental actuel est différent de celui de la guerre froide et n'a rien d'homogène selon l'intervenante. Elle explique que nous sommes un bloc de démocraties composé pour partie de pays autoritaires, comme la Turquie, la Pologne, la Hongrie. Elle s'insurge en outre que ces pays « *défendent la démocratie dans leur politique étrangère mais l'étouffent à l'intérieur* », citant la Pologne « *qui essaie de se refaire une vertu sur l'accueil des réfugiés ukrainiens alors que c'est un pays dangereux sur le plan de la stabilité démocratique* », sans oublier de rappeler que « *l'extrême droite vient de gagner une partie des élections en Suède* ». Pour l'intervenante « *le bloc démocratique est troué* », ce qui constitue un point de faiblesse puisque « *les opposants autocrates utilisent notre hypocrisie en matière de relations internationales, estimant que nous n'avons pas de leçons à donner car nos régimes démocratiques sont loin d'être parfaits* ». Nicole Gnesotto insiste encore sur notre isolement, listant les pays « *amis* » qui se sont abstenus à l'Assemblée générale des Nations unies en mars quand il s'est agi de condamner l'invasion russe en Ukraine. À ce titre, l'intervenante trouve que le monde est trop complexe pour être divisé en deux, exhortant les Européens à trouver des solutions en lien avec les Ukrainiens pour sortir du conflit actuel.

« La guerre est désormais possible en Europe, y compris peut-être avec des armes nucléaires, car la dissuasion ne protège plus rien ».

Nicole Gnesotto

REPENSER LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

L'EUROPE EN GUERRE

Le 23 septembre 2022 | 14h00 - 15h30 | Auditorium



Edward Hunter Christie (visio), Emmanuel Dupuy, Alexandre Vautravers et Guillaume Lasconjirias

Une condition sine qua non à l'heure du conflit ukrainien

Emmanuel Dupuy introduit le débat en rappelant que la sécurité européenne a été élaborée dès les premiers balbutiements de l'idée européenne. La communauté européenne de défense a pris forme trois ans avant le Traité de Rome de mars 1957 qui crée la communauté économique européenne. Pour notre modérateur, « *cette vieille idée de défense européenne peut paraître un peu spéculative alors même que se déroule une guerre en Ukraine et que la*

maison brûle aux portes de l'Europe ». Cette situation prouve selon lui qu'il aurait fallu se poser la question avant la tragédie du peuple ukrainien. Il estime qu'il faut approfondir et reformuler l'architecture de sécurité européenne car elle ne concerne pas que ses Etats-membres, mais plus largement l'Alliance atlantique. Il fait état de deux documents stratégiques qui planifient les moyens et les ambitions de la défense européenne à l'horizon 2030, l'un porté par l'Union européenne et l'autre par l'OTAN. Le modérateur s'interroge pour savoir s'ils sont redondants ou complémentaires. Concernant l'Alliance atlantique, qui passera de 30 membres aujourd'hui à 32 potentiellement demain avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande, il fait remarquer que le rapport de force n'est pas forcément si favorable que cela aux pays européens puisque cette organisation ne compte « *que* » 21 pays de l'Union européenne. Il lance ensuite une série de questions à destination des invités : est-ce que l'Europe permet d'être défendue au cas où il y aurait une agression d'un pays tiers ? Cette coopération sécuritaire « *Euratlantique* » se fait-elle au bé-

MODÉRATEUR :

Emmanuel DUPUY, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

INTERVENANTS :

Alexandre VAUTRAVERS, rédacteur en chef de la Revue militaire suisse, professeur à l'Université de Genève

Edward HUNTER CHRISTIE, chercheur senior à l'Institut des affaires internationales de Finlande

Guillaume LASCONJIRIAS, directeur des études et de la recherche à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)

EN PARTENARIAT AVEC :

IPSE

néfice des pays d'outre-Atlantique ou des pays européens ? La défense européenne, dont les fondements datent de 70 ans, permet-elle encore de faire face aux menaces actuelles ? Est-ce que l'OTAN n'est pas en train d'être dénaturée dans sa vocation de productrice de sécurité partout et pas seulement en Europe ?

Des questions plurielles

Guillaume Lasconjirias est le premier à tenter de répondre à ces questions plurielles. Il explique que « *La défense de l'Europe ou la défense européenne, ce n'est pas tout à fait la même chose, selon que l'on se place du côté de l'UE ou du côté de l'OTAN* ». Il use d'une métaphore pour expliquer ses propos. Il compare l'Europe avec un enfant du divorce dont les parents se regardent en chien de faïence, avec un papa qui vient de mars (l'OTAN) et une maman qui vit sur Vénus (l'UE). Il reconnaît que les choses ont évolué, notamment depuis l'offensive russe en Ukraine dont il rappelle qu'il s'agit du premier conflit inter-étatique depuis la chute du bloc soviétique. L'intervenant précise que cette réalité nous oblige non seulement à repenser notre sécurité, mais aussi notre défense, en différenciant bien les termes « *défense militaire* », « *défense nationale* », « *sécurité nationale* » ou encore « *sécurité internationale* ». Estimant que « *les Européens n'ont plus d'autre choix que de se réveiller* ». Il préconise de repenser la sécurité européenne par des documents et des corps de doctrines articulés autour



Alexandre Vautravers

« La défense européenne représente un coût mais elle n'a pas de prix. Les temps durs sont devant nous, mais si on n'agit pas pour défendre nos principes, nos valeurs et in fine nos maisons, nous serons dans l'impossibilité de répondre à un état qui décide de violer le droit international en envahissant son voisin ».

Guillaume Lasconjirias

de quatre fondamentaux : agir, investir, travailler en partenariat et concevoir une approche de défense à 360 degrés. Ceci pose inévitablement la question « *des moyens* » au regard « *des ambitions* » affichées.

Des choix difficiles

Alexandre Vautravers considère qu'il existe deux approches de la sécurité selon les régimes politiques. Dans les démocraties, les débats portent sur les priorités et les arbitrages entre dépenses militaires et dépenses sociales par exemple. « *On discute beaucoup, on débat beaucoup, on politise beaucoup et puis on ne fait pas grand-chose* » résume-t-il. « *À l'inverse, en Russie, on emprisonne des gens qui aimeraient certainement débattre de ces questions, on ne discute pas mais on agit...* ». Ce qui l'amène à considérer que « *nous sommes dans un espace extrêmement privilégié* » à l'image de son pays, la Suisse, connue pour sa neutralité. Laquelle a été appelée à voter à l'initiative populaire « *pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix* » en 1989. Celle-ci a été rejetée par le peuple (64,4 %) et les cantons (4 sur 6). « *Une importante minorité de la population votante en Suisse et en particulier sa jeunesse a estimé, après la chute du Mur de Berlin, qu'il n'y aurait plus jamais de guerre et que la construction européenne nous protégerait de tels aléas* » poursuit le journaliste. « *On commence à se rendre compte aujourd'hui que l'on sort de cette période de dividendes*



Guillaume Lasconjirias

de la paix. L'idéalisme des années 90 nous grève, nous pénalise et nous empêche encore de voir certaines réalités ». Alexandre Vautravers considère que beaucoup de pays se sont désarmés précipitamment même si la France en 1996 et l'Allemagne en 2010 ont professionnalisé leurs armées. « *Il ne faut pas rater les rendez-vous de l'histoire avec ce qui est en train de se passer aux frontières de l'Europe* » explique-t-il. Il critique par ailleurs la politique de soft power¹ de l'Union européenne dans les années 1990 en opposition aux deux génocides de cette période, dans les Balkans et au Rwanda. Emmanuel Dupuy s'interroge : qui de l'OTAN ou de l'Union européenne défendra le continent européen en cas d'agression, à moins qu'une troisième voie, comme celle du non-alignement défendue par le Président Macron, émerge. Guillaume Lasconjirias considère, lui, que le premier point essentiel à comprendre est, qu'il faudra négocier avec la Russie, trouver un modus operandi avec elle, quels que soient son système politique et ses dirigeants. La situation qui va émerger de cette période nous invite selon lui à réfléchir à la façon d'engager nos voisins européens ainsi que les pays ou les puissances émergentes. « *L'UE est divisée et ses règles de fonctionnement paraissent peu en prise avec les nécessités de l'heure* » déclare-t-il. Alexandre Vautravers, quant à lui, pense qu'il y a deux manières de voir les choses. La première, politique, académique et rhétorique où l'on peut inventer des solutions qui n'existent pas, la seconde étant de choisir parmi les options stratégiques disponibles immédiatement. Selon lui, la plupart des pays d'Europe centrale estiment que c'est l'OTAN qui assure la sécurité et la défense du continent européen car personne d'autre n'est en mesure de le faire. Quant à définir le pé-

rimètre d'intervention de la sécurité européenne, Guillaume Lasconjirias répond que les nouvelles conflictualités imposent d'aller au-delà de la défense de terre, d'air et de mer pour intégrer l'espace, mais aussi les fonds marins de plus en plus conflictuels. Il détaille par ailleurs les risques liés au cyber espace, en analysant qu'on ne sait pas toujours à qui attribuer ce type de menace. On apprend à cet effet que l'OTAN a indiqué en 2016 qu'une cyber-attaque pourrait conduire à l'activation de l'article 5 de son règlement et donner lieu à une réponse comme s'il s'agissait d'une attaque armée.

Edward Hunter Christie rebondit sur ces propos en précisant que cet article n'a été invoqué qu'une seule fois après le 11 septembre 2001. Pour lui, la menace de l'OTAN se veut avant tout dissuasive, sans qu'elle ne spécifie pour autant la nature de cette réponse. En marge du soutien de l'Alliance atlantique auprès d'un allié qui serait militairement attaqué, il souligne que certains pays commencent à jouer un rôle plus important en matière de coopération militaire, notamment dans l'Indopacifique. Il indique l'apparition de nouveaux accords en ce sens, entre le Japon et l'Australie par exemple, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles solutions...

« Je suis optimiste car l'Europe peut faire beaucoup mieux que ce qu'elle a fait jusqu'à maintenant en matière de défense. Pour cela, nos dirigeants doivent faire des choix relativement courageux d'investissement dans nos capacités militaires et sécuritaires afin de se donner les moyens de leurs ambitions ».

Edward Hunter Christie

LES MURS EN EUROPE : LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE EN PÉRIL

L'EUROPE EN GUERRE

Le 23 septembre 2022 | 10h30 - 12h00 | Salle Nacre



Bénédicte Feuger, Lucia Gonzales, Elena Lazarou, Adelgard Scheuermann, Ferran Terradellas Espuny et Mikayil Tokdemir

Déconstruire les murs pour mieux construire l'Europe

L'UE s'est et se heurte toujours à des murs symbolisant des clivages idéologiques. Ils vont à l'encontre de ses valeurs : dignité ; liberté ; démocratie ; égalité ; État de droit ; droits de l'homme. Si la chute du mur de Berlin a ouvert de nouvelles étapes de l'élargissement de l'Union, des murs existent encore en Europe et d'autres sont en construction. Alors, quels leviers européens activer pour contribuer à la paix, au respect mutuel entre les peuples et à la protection des droits humains ?

La séance a débuté par un questionnaire interactif avec les classes présentes pour savoir si, selon les jeunes, il existait encore des murs dans l'UE. La réponse majoritairement positive a montré que les jeunes présents avaient conscience de cet état de fait. Quant à savoir où ils se situaient, les réponses furent nombreuses et parfois maladroites : Pologne, Hongrie, Autriche, Turquie, Espagne, Ukraine, Grèce, Slovaquie, Angleterre, Biélorussie, Allemagne et même France. Ce premier échange a donc mis en

avant l'intérêt pédagogique et citoyen d'un temps fort jeunesse avec la thématique du mur de Berlin comme fil conducteur. Ferran Tarradellas Espuny s'amuse gentiment de ce sondage en expliquant « *qu'il est venu d'Espagne jusqu'en Normandie et qu'il n'a rencontré aucun mur jusqu'au moment de rentrer dans le Forum mondial Normandie pour la Paix parce qu'un badge était nécessaire* ». Adina Revol, qui travaille à la Commission européenne, est née en Roumanie au temps du rideau de fer. Elle té-

MODÉRATEURS :

Mikayil TOKDEMIR, directeur de la Maison de l'Europe de l'Eure, EUROPE DIRECT Normandie Évreux

Bénédicte FEUGER, directrice du Carrefour Rural Européen des Acteurs Normands (CREAN) EUROPE DIRECT Normandie Vire

Lucia GONZALEZ, responsable Centre Europe Direct, Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Normandie Caen

INTERVENANTS :

Elena LAZAROU, analyste politique, Service de recherche du Parlement européen (EPRS)

Ferran TARRADELLAS ESPUNY, chef du secteur communication à la Représentation de la Commission Européenne en France

Adelgard SCHEUERMANN, professeure d'allemand, d'histoire et de politique, témoin de la Chute du Mur de Berlin

EN PARTENARIAT AVEC :

Collectif Normands et Européens

moigne qu'elle n'a appris l'existence d'un mur en Allemagne qu'après sa destruction. Martin Cartolano Loeffler, qui a connu la construction du mur de Berlin du côté de l'Allemagne de l'Est, a témoigné par écrit de son vécu. Adelgard Scheuermann a grandi pour sa part en Allemagne de l'Ouest et a pu évoquer le mur de Berlin de sa construction jusqu'à sa destruction. Son récit a captivé les jeunes : « *Ils ont construit le mur le 13 août 1961. C'était un petit mur avec des barbelés et les gens n'y ont pas cru. À la dernière minute, certains ont sauté les premières pierres pour passer à l'Ouest. Le 9 novembre 1989, tous les regards du monde ont convergé vers Berlin. C'était une surprise. Les murs tombent peut-être en quelques jours, mais cette situation résulte d'un travail de préparation pendant des années de groupes d'opposition, d'intellectuels et d'artistes qui se sont mobilisés pour être prêts le jour J. La réunification et la réconciliation ont pris beaucoup de temps. Il faut avoir de la patience et savoir s'adapter pour vivre ensemble* ».

Disparition physique, empreinte mentale

Cet atelier est aussi marqué par le témoignage de la jeune génération grâce à de nombreux membres du CRIJ de Norman-

die (Centre régional Information jeunesse). Chiara, jeune femme allemande, avoue ne pas penser au mur de Berlin au quotidien. Pour elle, il évoque plutôt l'histoire de l'Allemagne, et donc celle de la seconde guerre mondiale. En revanche, elle sait que « *des personnes âgées font souvent encore une séparation mentale entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, un clivage porteur de préjugés* ». Ce qui pose la question, à côté de la disparition physique des murs, de leur empreinte mentale et du maintien ou non de barrières idéologiques. Les jeunes présents ont indiqué, toujours par un sondage en temps réel, les mots qu'ils associaient à l'usage des murs. Les termes les plus cités sont « *séparer, sécurité, diviser, contrôler ou protéger* ». Cette séquence a permis de lancer le 3e et dernier volet de la matinée, à savoir la thématique de la migration. Ferran Tarradellas Espuny souligne à ce titre la nécessité d'élargir encore l'Europe dont la devise « *unis dans la diversité* » montre le chemin. Pour lui, L'UE ne sera pas complète tant que les pays des Balkans n'y auront pas adhéré, ce qui implique de les accepter avec leurs différences qui doivent être vues comme enrichissantes. À l'instar des Ukrainiens qui voient l'UE comme un espace de paix, de liberté et de démocratie, il souhaite l'élargissement de l'Europe qui débâtit des murs parfois visibles, parfois invisibles. Elena Lazarou souscrit à cette idée. Elle rappelle au public jeune qui l'ignorait peut-être que des pays démocratiques et touristiques comme l'Espagne et la Grèce étaient jadis des dictatures. Ces Etats ont changé de régime, condition sine qua non pour rentrer dans l'Union européenne. Elle explique que la Turquie, désireuse d'intégrer l'Europe depuis des décennies et candidate officielle depuis 2004, n'a toujours pas été admise car les conditions de démocratie et de respect des droits humains ne sont pas suffisantes. Le témoignage d'un jeune hongrois du CRIJ, qui a fait part de la situation délétaire en Hongrie en ce moment, rappelle donc que rien n'est acquis, y compris en Europe. Des murs contre la liberté d'expression et la démocratie existent encore et il est nécessaire de les déconstruire pour mieux construire l'UE.

NATIONALISMES : POURQUOI LE MONDE SE REFERME ?

FRONTIÈRES, ENJEUX DE POUVOIR

Le 24 septembre 2022 | 14h30 - 16h00 | Salle Azur



Frédéric Encel, Philippe Le Corre, Xavier Chemisseur et Nicolas Bouzou

© Nicolas Broquedis

Du discours à la réalité

« La chute du mur de Berlin permettait d'imaginer un monde différent, plus ouvert, incarné par le modèle du marché européen et une mondialisation que l'on considérait comme bienfaitrice, heureuse et pacifique. Pourtant, trois décennies plus tard, le monde semble s'être refermé. Est-ce vraiment le cas et si oui, pourquoi ? ». En réponse à cette introduction du modérateur, Frédéric Encel répond que ce questionnement est d'abord et avant tout géopolitique. « *Beaucoup de gens considèrent*

que la guerre revient, pensant qu'elle était enterrée depuis très longtemps. Or, elle a continué à faire des ravages en Afrique dans les années 1990 et 2000. Mais comme cet enfer se déroulait sur un autre continent, nous nous y intéressions moins ». Il note des différences profondes entre les différents nationalismes, que cela concerne le modèle italien, flamand, catalan, français ou hongrois. Il observe que certains d'entre eux ne prônent pas nécessairement la fermeture des frontières au point où on l'entendrait, mais plutôt une espèce d'autarcie comme certains régimes avaient tenté de le faire dans les années 1930. « *Ce n'est pas parce qu'il y a une multiplication des partis qui se veulent nationalistes en Europe et ailleurs qu'une fois arrivés au pouvoir, ils vont nécessairement mettre en œuvre leur programme* ». En revanche, il fait état en Afrique Subsaharienne, dans le monde arabe et dans une partie de l'Asie de l'Est, d'une remontée en force et d'une instrumentalisation des thématiques claniques, tribales ou ethno-confessionnelles, pour attiser la volonté d'en découdre avec le voisin.

MODÉRATEUR :

Xavier CHEMISSEUR, rédacteur en chef FRANCE 24

INTERVENANTS :

Frédéric ENCEL, professeur de géopolitique, essayiste, consultant en relations internationales, fondateur des Rencontres géopolitiques de Trouville

Philippe LE CORRE, enseignant-chercheur à l'Université de Harvard, spécialiste des questions internationales

Nicolas BOUZOU, économiste et essayiste

EN PARTENARIAT AVEC :

LES RENCONTRES GÉOPOLITIQUES DE TROUVILLE-SUR-MER

Le nationalisme chinois

Philippe Le Corre développe à son tour sa vision d'une hypothétique « *fermeture* » du monde. Il prend comme exemple le Printemps de Pékin du 4 juin 1989 qui a suscité l'espoir pour une courte durée de voir une démocratie naître en Chine. Dans le même temps, le pays s'est ouvert sur le plan commercial, ce qui lui a permis de devenir une puissance géopolitique à l'égal des États-Unis. Il estime que le commerce n'a pas répondu à la question politique. En revanche, il participe à la polarisation de la Chine avec une nation qui exporte mais dont l'accès à Internet demeure par ailleurs contrôlé. Le mot « *polarisation* » reflète assez bien pour lui le concept de la multipolarité dans un monde où les pôles se sont renforcés : celui des États-Unis, de la Chine, de la Russie, du continent africain... Il trouve intéressant au passage de comparer les nationalismes des deux pôles dominants. Il évoque celui des États-Unis qui « *ont quand même élu Donald Trump* » et celui de l'Empire du Milieu. « *Le mot nationalisme s'adapte particulièrement au parti communiste chinois qui pourrait tout aussi bien être le parti nationaliste chinois, sauf que ce parti existe aussi et qu'il se trouve à Taïwan. En fait le parti communiste chinois s'identifie à la Chine car le parti détient tout : les universités, les entreprises, les administrations, la santé, l'armée et les médias. Le nationalisme, c'est la religion chinoise* ». À ce propos, il estime que la politique chinoise du zéro Covid ne fonctionne pas et a créé un électrochoc de politique intérieure. Le parti



Frédéric Encel et Philippe Le Corre

© Nicolas Broquedis

communiste refusant tout vaccin étranger, le pays se paralyse et enregistre une baisse de croissance. Or, comme la Chine représente le plus grand exportateur mondial, l'inquiétude monte car ses difficultés impactent l'économie européenne¹.

« La Chine a basé son pouvoir sur son nationalisme. Toutes ses décisions, que ce soit sur le plan géoéconomique, géopolitique ou militaire - y compris les cyber-attaques contre Taïwan - sont prises en fonction de son opinion publique ».

Philippe Le Corre

L'impact de la mondialisation

Nicolas Bouzou confirme « *une montée très claire du nationalisme économique depuis une dizaine d'années, lequel va de pair avec un nationalisme politique* ». Ce phénomène se vérifie en France car les forces nationalistes remportent énormément de suffrages auprès des électeurs. L'économiste pense que la mondialisation explique pour partie cette tendance. Il met par ailleurs en résonance deux phénomènes qui se renforcent mutuellement. Le premier est l'innovation, qui met à disposition des entreprises et des consommateurs de nouveaux procédés techniques qui permettent d'acheter des produits et d'échanger. Le second est la mondialisation, qui a pour conséquence l'augmentation de la concurrence entre les pays et les incite à innover. De telles interactions contribuent à « *un mouvement de destruction créatrice* », autrement dit des phases de grands bouleversements qui participent à la polarisation des idées. L'économiste reconnaît dans ce clivage - entre celles et ceux qui sont « *pour* » ou

¹ L'Opinion indiquait en septembre 2022 que la stratégie sanitaire très stricte de la Chine pénalise 75% des entreprises européennes.

« *contre* » ces changements profonds - un terreau pour le nationalisme. À ce titre, il analyse la forte montée de l'islam radical dans les pays musulmans qui se modernisent comme un symbole de réaction. Pour lutter contre les nationalismes, il convient selon lui d'être en capacité d'écouter ceux qui souffrent « *d'une société ouverte* » quand bien même il la préconise. Nicolas Bouzou critique donc d'une certaine façon les discours laudateurs à propos de l'innovation et de la mondialisation. Y être favorable ne doit pas nous dispenser de l'exercice intellectuel visant à lutter contre les effets négatifs d'un système que l'on considère positif.

Pour Frédéric Encel, le fait que l'Union européenne ne parvienne pas à démontrer de manière tangible son efficacité ouvre la voie au discours nationaliste. Il rappelle que la vocation de l'UE depuis le Traité de Rome de 1957 était économique. Si sa réussite sur le plan industriel, normatif ou financier est indéniable, il se pose la question de savoir s'il ne faut pas basculer maintenant dans une Europe qui soit une puissance à part entière. « *Il n'est pas impossible que les âneries impérialistes de Monsieur Poutine y participent* » déclare-t-il. Il indique que cette situation peut amener l'Europe à taper du poing sur la table afin d'indiquer aux pays nationalistes qu'il leur faut accepter un certain nombre de règles communes en contrepartie de l'argent européen. Il remarque également que l'Europe cherche à se réapproprier la fabrication de produits stratégiques sur le sol communautaire de-

« La désespérance sociale constitue toujours l'un des moteurs fondamentaux du nationalisme ou, plus exactement, un outil d'instrumentalisation employé par des politiques plus ou moins fanatiques ou cyniques ».

Frédéric Encel

puis la Covid-19 et sa prise de conscience de sa dépendance à la Chine. Quant aux États-Unis, Frédéric Encel ne croit pas à une modification radicale de la politique américaine à l'égard de la Chine car si tous prônent un discours très critique à son encontre sur le plan politique, ils se révèlent plus ouverts dès lors qu'il s'agit d'économie.

Proposition d'antidote

Interrogé sur l'antidote à trouver pour lutter contre le nationalisme, Nicolas Bouzou suggère que la solution serait d'aider les gens à se rendre compte que cette doctrine ne donne pas de bons résultats. Il note également que dans les pays où les élections sont libres, ce type de parti qui arrive au pouvoir n'est pas systématiquement reconduit. L'exemple des vaccins en Chine, évoqué précédemment par Philippe Le Corre, lui semble révélateur d'une rupture de contrat social entre des gouvernants et leurs citoyens, les premiers assurant aux seconds la croissance en contrepartie d'une gouvernance autoritaire. Or, la croissance a disparu en Chine mais l'autorité demeure... L'intervenant prend comme autre exemple le cas du Royaume-Uni qui connaît une crise financière inquiétante. Selon lui, ce qui se passe outre-Manche n'est pas très étonnant et confirme que le nationalisme ne fonctionne pas dans le domaine économique et que de « *telles idées auraient dû disparaître d'elles-mêmes à partir de la toute fin du 18^e siècle* ». Pour finir, il cite le prix Nobel de littérature, Mario Vargas Llosa, qui explique que « *le nationalisme est un sous-produit de l'intelligence humaine* » prenant appui sur le fait qu'il n'y a pas d'œuvre intellectuelle majeure nationaliste, car cette vision repose sur le principe d'une simplification à outrance. Pour Nicolas Bouzou, « *le nationalisme peut être évocateur, mais il n'est pas opérationnel car il se heurte au mur de la réalité, comme cela se passe actuellement avec la Chine qui refuse les vaccins occidentaux pour privilégier les vaccins chinois, bien moins performants* ».

ISRAËL - PALESTINE : LES MURS OBSTACLES À LA PAIX

FRONTIÈRES, ENJEUX DE POUVOIR

Le 23 septembre 2022 | 14h00 - 15h30 | Salle Nacre



Elias Sanbar, Rony Brauman, Hala Kodmani, Hanna Assouline et Damien Simonneau

Tour et contours d'un mur à géométrie variable

À la suite de la seconde intifada de 2002, le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, décidait la construction d'un mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie. Vingt ans plus tard, Hala Kodmani, grand reporter à Libération et modératrice du débat, invite à s'interroger sur ce mur qui, s'il avait marqué les esprits à l'époque de son édification, « *ne choque plus beaucoup aujourd'hui, parce que l'on s'est habitué* ». Damien Simonneau, maître de conférences à l'INALCO, tient pour débiter à préciser la nature de cette séparation. Car si l'imaginaire collectif le représente souvent comme ce « *mur en béton de 7 mètres de haut à Jérusalem dessiné et tagué par un certain nombre d'artistes* », il s'agit avant tout à 95 % d'une haute clôture renforcée de barbelés et équipée de capteurs. Plus de grillage que de béton donc, et un dispositif de sécurité complexe qui régit la mobilité des Palestiniens. Damien Simonneau rappelle qu'il a été bâti sur près de 700 km, ce qui représente beaucoup plus

que la « *Ligne verte* », cette frontière qui a séparé, de 1948 à 1967, les forces israéliennes des forces arabes. Il propose de se remémorer les raisons précises de cette entreprise - pourquoi ce mur a-t-il été construit ? - et évoque trois justifications. Tout d'abord, la sécurité : « *il fallait réagir face à la multiplication des attentats suicides et à la menace terroriste* ». Ensuite, le facteur démographique, à travers lequel se lisait la volonté d'Israël de séparer les populations israéliennes et palestiniennes, de limiter les mariages et ainsi « *de maintenir le caractère juif de l'État* ». Enfin, ce mur est également issu, du point de vue israélien, d'une pression sur le gouvernement de Sharon (qui, à l'époque, estimait qu'idéologiquement, on ne devait pas séparer l'espace entre la Méditerranée et le Jourdain, lequel devait revenir plutôt aux Israéliens). Le contexte posé, Damien Simonneau se questionne alors sur la réalité de ce mur en lui reconnaissant directement cette constante : celle de faire vivre

MODÉRATRICE :

Hala KODMANI, grand reporter, Libération

INTERVENANTS :

Hanna ASSOULINE, réalisatrice de documentaires

Damien SIMONNEAU, maître de conférences à l'Institut National des Langues et des Civilisations Orientales (INALCO) à Paris

Rony BRAUMAN, ancien président de Médecins Sans Frontières (MSF). Président du Jury du Prix Liberté 2022

Elias SANBAR, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'UNESCO (2005-2021)

EN PARTENARIAT AVEC :

Institut du Monde Arabe

les Palestiniens « *sous un régime de permis, s'ils veulent se déplacer* ». Il identifie également une problématique de « *déplacement du conflit* ».

« Ce mur a permis de déplacer le conflit loin des centres urbains principaux de la côte israélienne, de la côte méditerranéenne ou parfois de Jérusalem. Il y a un effet symbolique très fort d'invisibilisation ».

Damien Simonneau

L'intervenant précise le caractère même « *illusoire* » de cette séparation, le mur étant extrêmement poreux. Des lacunes connues, ces trous de passage étant aujourd'hui de nouvelles soupapes de contrôle de la population palestinienne pour l'autorité militaire israélienne. Damien Simonneau explique que suite à la guerre israélo-palestinienne de 2021 (une série d'affrontements menés par le Hamas entre avril et mai), le gouvernement a engagé la somme de 93 millions de dollars pour rénover, voire terminer le mur de séparation. Il conclut son intervention en constatant qu'aujourd'hui, « *le mur n'a plus du tout la même signification qu'il pouvait avoir en 2002, plus personne ne lui attribue un rôle de potentielle frontière. On se questionne*

davantage sur les différences de droit et de mobilité d'installation dans ces espaces ».

Une violence aux visages multiples

Rony Brauman, ancien président de Médecins Sans Frontières et président du Jury du Prix Liberté 2022, se souvient de ses passages en territoires palestiniens : « *j'ai vu la façon dont le mur défigurait la vie des gens* ». Il observe l'impact de la construction des deux côtés de la population, les « *exclus* » (palestiniens) et les « *emmurés* ». Car il observe effectivement un véritable enfermement de la société israélienne, qui, au-delà de la violence qu'elle inflige aux Palestiniens, s'inscrit également dans un fonctionnement tout à fait inégalitaire. Il cite l'exemple interne des survivants de la Shoah, dont « *une bonne partie vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, alors même qu'ils sont les emblèmes d'une sorte d'alibi moral qui excuse presque tout* ». Une violence sociale à l'intérieur d'Israël qui se traduit par des « *indicateurs obliques* », alimentée aussi par la violence routière, la violence conjugale et la violence domestique, toutes en croissance continue. Retournant du côté palestinien, en Cisjordanie et à Gaza, Rony Brauman souligne « *l'occupation de l'espace et du temps* » que ce mur vient illustrer auprès des populations.

Elias Sanbar, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'UNESCO, reprend quant à lui le concept « *d'invisibilité* » mentionné auparavant, estimant que le mur permet aux Israéliens de « *maintenir les occupés dans leur situation de personnes invisibles* » et de compter sur l'investissement des colons sur place. Il complète : « *l'invisibilité est un élément fondamental dans cette histoire puisqu'en 1948 le mot palestinien n'existait pas. On était réfugiés arabes ; ensuite c'étaient Arabes d'Israël, puis Arabes des territoires tout court* ». S'intéressant au rôle du mur, il convient que celui-ci est avant tout un outil intégré dans un système global de main mise sur le territoire, précisant que d'autres ou-

tils, plus insidieux, participent à leur manière à l'étranglement des terres palestiniennes. Il cite pour exemple « *les routes de contournement, interdites à la circulation aux Palestiniens* », preuve de l'étranglement israélien désormais total, dont le mur ne constitue en fait qu'une figure très apparente.

« Le Palestinien est par définition, par nature, absent, invisible et sans nom ».

Elias Sanbar

Ne pas oublier la paix

Hanna Assouline, réalisatrice du documentaire « *Women Wage Peace* » a pour sa part la volonté de mettre en lumière les femmes israéliennes et palestiniennes, actrices de la paix, trop souvent invisibilisées à son goût. Elle raconte ses rencontres avec elles et d'autres activistes pacifistes de terrain, « *plus nombreuses qu'on ne le pense* ». Elle signale avant toute chose leur volonté de « *préparer les esprits* » et de refaire naître l'idée même de la potentialité d'un accord et d'une paix retrouvée. Interrogée par Hala Kodmani sur l'actualité des Women Wage Peace, la documentariste confirme la persistance du mouvement, en signalant qu'elles siègent régulièrement devant la Knesset¹ pour interpeler les députés. Hanna Assouline insiste sur la nécessité de relayer la parole



Hala Kodmani et Hanna Assouline

de l'ensemble des acteurs de la paix, facteur incontestable, selon elle, d'un progrès dans la « *légitimation de l'autre des deux côtés* ». Le modérateur évoque ensuite les efforts de tentatives de paix réalisées par le passé, qui semblent aujourd'hui lointaines. Des propos confirmés par Elias Sanbar, qui souligne l'impératif de s'attaquer à l'absence d'égalité constante selon lui dans le conflit, dénonçant un « *déséquilibre permanent* » du rapport de force, tant au niveau des négociateurs que chez les pacifistes : « *nous donnons des solutions, nous donnons des territoires... Mais le camp adverse ne réalise pas que nous avons déjà accepté de n'avoir que 20 % de notre patrie* ». Citant les drames de Kafr Qassem² (1956) et de Sabra et Chatila³ (1982), il met également en relief « *l'impunité absolue* » de l'État d'Israël, à combattre avec force, pour pouvoir espérer atteindre, un jour, un semblant d'espoir.

¹ La Knesset est le parlement de l'État d'Israël siégeant à Jérusalem.

² Le massacre de Kafr Qassem fait référence aux événements survenus la veille de l'invasion du Sinaï, quand la police des frontières israélienne abattit de sang-froid 48 civils arabes israéliens.

³ Le massacre de Sabra et Chatila a été perpétré en septembre 1982 envers des Palestiniens du quartier de Sabra et du camp de réfugiés palestiniens de Chatila situés à Beyrouth-Ouest par les milices chrétiennes des phalangistes (selon les estimations, entre 460 et 3 500 victimes).

REPÈRES

▶ **162 000.** C'est le nombre de Palestiniens qui traversent, soit avec un permis approuvé par l'autorité militaire, soit via des porosités du mur, la frontière de séparation en 2022.

▶ **84.** C'est le nombre de « portes » qui permettent le passage vers les terres palestiniennes situées entre le Mur et la Ligne Verte. Seulement 9 d'entre elles sont ouvertes tous les jours.

▶ **20.** C'est le pourcentage de la population « arabo-israélienne » en Israël, ces descendants des Palestiniens qui ne sont pas partis en 1948.

CORÉE DU NORD, QUE SE CACHE-T-IL DERRIÈRE LES MURS ?

FRONTIÈRES, ENJEUX DE POUVOIR

Le 23 septembre 2022 | 16h30 · 18h00 | Plénière



Véronique Mondon, Antoine Bondaz et Patrick Maurus

L'aide au développement en guise de décroissement

Antoine Bondaz propose d'aborder ce débat sous un angle original, à savoir évoquer la Corée du Nord à partir du terrain, et non du prisme des médias, ou encore à travers des événements médiatiques récents, comme on pouvait le faire en 2017 ou 2018¹. Il précise qu'avant la fermeture du pays en raison de la Covid-19, celui-ci comptait quatre ONG résidentes, toutes européennes, dont deux françaises. Contrairement à ce que pensent certains, la France et les Occidentaux possèdent une expérience très spécifique dans le pays. L'Union européenne (UE) et ses États membres apportent, en effet, une aide humanitaire au régime communiste depuis la fin des années 1990 suite à l'émergence d'une crise alimentaire sans précédent dans le pays. Ce qui fait dire au modérateur que certaines ONG bénéficient parfois encore plus approfondie que celles

de la Chine, de la Russie ou des États-Unis, amenés elles aussi à effectuer des missions ponctuelles dans le pays. Pour cela, il invite les deux intervenants qui ont vécu dans ce pays fermé sur lui-même à raconter leur expérience.

Patrick Maurus souligne les nombreux problèmes intervenus entre les autorités nord-coréennes et les ONG. Ces dernières ont décidé, à tort ou à raison, « *de critiquer la façon dont les Nord-Coréens distribuaient l'aide étrangère* ». Cela a provoqué une vive réaction nord-coréenne qui a cherché à les

MODÉRATEUR :

Antoine BONDAZ, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique

INTERVENANTS :

Véronique MONDON, cheffe de mission Irak chez Triangle Génération Humanitaire

Patrick MAURUS, professeur émérite de langue et littérature coréennes à l'INALCO (Paris).

EN PARTENARIAT AVEC :

Fondation pour la Recherche Stratégique

¹ Période de crise entre la Corée du Nord et les USA en raison d'essais de missiles et nucléaires qui ont fortement augmenté les tensions dans la région. Elles ont baissé d'intensité depuis grâce notamment à une déclaration de « dénucléarisation » de la péninsule coréenne.

expulser. Certaines ONG ont réussi à se maintenir en changeant de nom. Véronique Mondon, qui a résidé 8 ans au total à travers différents séjours dans l'État gouverné d'une main de fer par Kim Jong-un, complète le propos en expliquant que Pyongyang ne reconnaît plus les ONG en tant qu'entité propre mais les considère comme des bureaux de l'UE, laquelle finance la majorité de l'aide humanitaire en Corée du Nord. Elle fait observer qu'en 2006, le gouvernement nord-coréen a affirmé que l'aide humanitaire n'était plus nécessaire mais que la République démocratique de Corée – son nom officiel – avait besoin d'une aide au développement en raison de ses technologies obsolètes dans certains secteurs. Une information complétée par Patrick Maurus qui souligne que ce changement de priorité a instauré une deuxième étape de discussion puisqu'aider la Corée du Nord non plus à manger mais à se développer consistait à « *violier les interdictions de l'ONU* ». Il ajoute que « *les Américains ont beaucoup poussé pour que cela ne se fasse pas* ».

« L'aide au développement apportée par l'Union européenne à la Corée du Nord s'avère plus ambiguë que l'aide alimentaire car elle pose la question de savoir s'il faut aider la Corée du Nord à prospérer alors que « ce ne sont pas nos amis ». Certains estiment même qu'il vaudrait peut-être mieux les laisser dans leur difficulté, ce qui pose des questions éthiques... ».

Véronique Mondon

Les murs de la discorde

Antoine Bondaz revient pour sa part sur les relations diplomatiques de l'UE et ses États membres avec la Corée du Nord. Il indique



Patrick Maurus

que les premiers contacts entre Bruxelles et Pyongyang datent de 2001, à un moment où, beaucoup de pays de l'Europe occidentale comme l'Allemagne, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Italie, la Belgique ou l'Irlande multipliaient les discussions avec le régime nord-coréen. Les relations avec les pays d'Europe centrale, alors communistes, sont plus anciennes puisqu'elles ont contribué à la reconstruction du pays dans les années 1970. Certaines nations comme la Suède, la Finlande, la Suisse, ou l'Autriche ont eu, pour leur part, une attitude « *neutre* » pendant la guerre froide, ce qui les conduit, encore aujourd'hui, à jouer un rôle diplomatique particulier. Ainsi, la Suède est l'autorité consulaire des États-Unis dans le pays car les ponts sont coupés entre Pyongyang et Washington. Concrètement, si quelque chose arrive à des ressortissants américains sur le territoire nord-coréen, ce sont les autorités suédoises qui vont gérer la situation. Ceci explique aussi pourquoi certaines négociations entre les deux États, suite aux fortes tensions de 2017 et 2018, s'étaient déroulées en Suède.

Patrick Maurus explique « *qu'il est tombé dans la Corée dès son jeune âge* » puisqu'il était « *dans les bagages de son père qui travaillait alors au pays du matin calme* ». Professionnellement, il a enseigné dans 7 universités coréennes disséminées à travers « *les trois Corée* » comme il les appelle, à savoir la Corée du Sud et la Corée du Nord, mais aussi la Corée chinoise. Il s'agit ici d'un district autonome qui ne revendique pas

son indépendance par rapport au pouvoir chinois et qui s'avère très différent des deux autres Corée. « *Cela fait beaucoup de bien d'aller là-bas pour sortir de l'aboiement réciproque entre le Nord et le Sud* » témoigne-t-il. Il illustre l'impossible entente entre ces territoires en expliquant que chacun d'eux utilise un nom spécifique pour désigner « *la Corée* », une façon de montrer qu'il n'y a pas de consensus possible. Si la séparation du pays est effective depuis 1953, l'universitaire précise que la séparation entre les deux pays remonte à 1945 avec une frontière particulièrement hermétique du côté nord.

« En Corée du Nord, on sait une chose : qu'un mur a 4 côtés, deux côtés pour empêcher de sortir du pays et deux côtés pour empêcher d'y entrer ».

Patrick Maurus

Antoine Bondaz revient sur cette séparation datant de l'automne 1945 avec deux zones d'occupation, l'une soviétique au nord, l'autre américaine au sud, qui divisent la péninsule. Historiquement, ces deux zones d'occupation devaient se regrouper et reformer une Corée qui n'avait pas été divisée depuis quasiment mille ans, en tout cas institutionnellement. La création des deux régimes en 1948 puis l'invasion du sud par le nord actent d'une division politique mais aussi physique, avec la création d'une zone démilitarisée, connue sous le vocable de DMZ, de l'anglais demilitarized zone. En sus de cette ligne de démarcation terrestre, il note que la frontière maritime pose beaucoup plus de problèmes. Elle est à l'origine d'une grande partie des incidents intercoréens des vingt dernières années. Invité à évoquer la littérature en Corée du Nord, l'ancien professeur de langues et littérature coréennes parle surtout « *d'une littérature de combat* » avec laquelle on doit être d'accord, ainsi que « *d'une littérature réaliste* » où il s'agit de décrire la réalité et, en même temps, de l'agrémenter. « *Les auteurs décrivent des gens qui sont toujours un petit peu mieux que ce qu'ils sont dans*

la réalité. Ils ne nient pas les problèmes mais montrent comment faire pour les résoudre. Les ouvrages comportent toujours un élément didactique ou pédagogique marqué, en sachant qu'on peut critiquer ce qui est modifiable, à condition de rester dans le cadre fixé par le régime ».

En soutien du développement de l'économie locale

Véronique Mondon relate pour sa part son vécu d'humanitaire en précisant qu'il s'agit maintenant d'échanges techniques et de développement à travers des projets longs, qui durent au moins 3 ans. Les interventions peuvent s'effectuer dans des hôpitaux, mais aussi dans le secteur alimentaire, au sein de très grandes fermes collectives de haute production notamment, où travaillent jusqu'à 5000 personnes. « *Les humanitaires qui travaillent dans les fermes sont des ingénieurs agronomes qui ont appris certaines techniques que l'on essaie de dupliquer avec les ingénieurs ou les fermiers de Corée du Nord* ». La cheffe de Mission Irak chez Triangle Génération Humanitaire relate que les ONG s'appliquent à réviser les pratiques agricoles locales, en favorisant des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Si elle observe une bonne osmose d'approche entre ingénieurs européens et ingénieurs ou fermiers coréens, les difficultés portent plus sur le fait de trouver la ferme qui va accepter une collaboration avec des instances étrangères. À savoir que les ONG arrivent à faire sortir du pays sans trop de difficulté des fermiers pour aller suivre une formation de terrain en France ou en Belgique. En revanche, elle souligne la présence dans ces fermes d'un commissaire politique à l'affût de la moindre critique du régime en place. Pour autant, la cohabitation fonctionne car la Corée a conscience de l'impact positif de cette coopération. Patrick Maurus conclut que le fonctionnement nord-coréen n'est pas pyramidal avec le grand Kim Jong-un tout en haut et les autres tous en bas. « *C'est une série de pyramides qui sont juxtaposées et qui n'ont quasiment aucun lien les unes avec les autres au sein d'une société cloisonnée* ».

BLUE ISLAND



Dans le cadre du partenariat entre l'association Docs Up Funds et Normandie pour la Paix, le film *Blue Island* a été projeté aux jeunes présents sur le Forum. Le documentaire raconte l'histoire tumultueuse de Hong Kong à travers trois périodes charnières de l'île, marquées par de grands mouvements de révolte et des nombreux questionnements sur les relations avec la Chine.

Accompagnés de Serge Gordey, représentant Docs Up Funds, le réalisateur Chan Tse Woon et la productrice Catherine Ki Chan sont venus depuis Hong Kong pour présenter leur long-métrage au public du Forum et répondre aux questions.



Catherine Ki Chan, Chan Tse Woon et Serge Gordey,

les 3 invités
accompagnés de
M. Mihalkovich et
François-Xavier
Priollaud.

QUEL AVENIR POUR UNE BIÉLORUSSIE DÉMOCRATIQUE ?

FRONTIÈRES, ENJEUX DE POUVOIR
Le 23 septembre 2022 | 16h30 - 18h00 | Auditorium



Violaine De Villemeur, Alice Syrakvash, Jakub Przetacknik et Antoine Arjakovsky

La démocratie au Bélarus : si loin, si proche...

Antoine Arjakovsky rappelle en introduction de ce débat que les élections présidentielles en Biélorussie de 2020 sont contestées par les observateurs et qu'elles n'ont pas été reconnues par la communauté internationale. Selon les chiffres officiels, le président sortant, Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis des décennies l'aurait emporté avec 80 % des suffrages. À l'inverse, d'autres sources indiqueraient que la majorité des voix aurait été obtenue par son opposante, Svetlana Tiranovskaïa, ce qui a d'ailleurs généré une protestation de masse. Pavel Latushka estime sur ce point qu'il ne faut pas donner à Alexandre Loukachenko le titre de Président car il a « *perdu les élections et n'est pas reconnu comme tel par la France* ». Il remercie à ce titre la diplomatie française pour cette prise de position, ce qui constitue pour lui « *une manifestation précieuse de solidarité à l'égard de la société et du peuple Belarus* ». Selon l'intervenant, le régime va continuer à réprimer violemment, ce qui pose la question de savoir si la communauté internationale va laisser faire. L'opposant prophétise : « *Si l'Europe ne réagit pas, la société biélorusse n'aura plus foi ni en la démocratie, ni en la liberté, ni dans les droits de l'Homme. Cela sous-tendra l'idée que les relations diplomatiques européennes avec le Bélarus se*

limitent à des intérêts commerciaux ». Pavel Latushka raconte pour sa part qu'en tant qu'adjoint au chef du Cabinet uni de transition, qui rassemble l'opposition à Alexandre Loukachenko, il a pour mission de trouver et soutenir des initiatives politiques en faveur d'une transition politique. Il explique notamment aux partenaires qui souhaitent un Bélarus démocratique le rôle d'Alexandre Loukachenko dans la guerre en Ukraine, le qualifiant de co-auteur du conflit. « *C'est le seul allié de Poutine qui a offert tout notre territoire aux forces armées russes qui y ont installé 20 000 soldats et tiré 700 missiles. Sans Alexandre Loukachenko, la guerre n'aurait peut-être pas eu lieu. Le problème concerne désormais toute l'Europe et il est urgent d'agir* ». À ce titre, il préconise de lancer un ultimatum très ferme au dictateur biélorusse, comprenant notamment « *une déconnexion totale des systèmes financiers biélorusses jusqu'à l'embargo si nécessaire* ». Il souhaite en outre le retrait de toutes les bases militaires russes de Biélorussie, et exige qu'aucune négociation avec Alexandre Loukachenko ne soit menée sans la participation de son organisation. « *Nous sommes le gouvernement de la nouvelle Biélorussie et personne ne peut décider du destin de notre peuple derrière notre dos* ».

MODÉRATEUR :

Antoine ARJAKOVSKY, directeur de recherche, Collège des Bernardins

INTERVENANTS :

Pavel LATUSHKA, chef adjoint du cabinet de transition uni du Bélarus, Responsable de la Gestion Nationale Anti-Crise

Alice SYRAKVASH, co-présidente de l'association Communauté des Biélorusses à Paris

Violaine DE VILLEMEUR, envoyée spéciale pour la Biélorussie, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à Paris

Jakub PRZETACZNIK, chercheur, Service de recherche du Parlement européen

EN PARTENARIAT AVEC :

Collège des Bernardins

« Alexandre Loukachenko a tué ses opposants politiques. Il garde en prison plus de 1 300 prisonniers politiques, un chiffre officiel minoré par rapport à la réalité. Il a liquidé les médias indépendants, fermé des associations, supprimé toute forme d'opposition, poussant des centaines de milliers de Biélorusses à quitter le pays pour fuir la répression ».

Pavel Latushka

L'état qui se resserre

Violaine de Villemeur précise en préambule de son intervention que la Biélorussie est membre des Nations unies et que le pays est reconnu par la France. Elle fait état des sanctions de l'Union européenne à son égard, dont les premières remontent à septembre 2004. Ces mesures ciblées ont été suspendues par le Conseil européen en 2015 puis totalement levées en février 2016, suite à la libération de tous les prisonniers politiques et en raison du changement d'attitude de la Biélorussie et de l'amélioration de ses relations avec l'UE. Elle estime « *que ce premier train de sanctions a trouvé une issue positive avant la mise en place d'une deuxième série de sanctions, suite aux élections présidentielles*

frauduleuses d'août 2020 ». L'envoyée spéciale pour la Biélorussie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à Paris relate aussi « *l'incident gravissime* » du 23 mai 2021 avec l'atterrissage forcé et illégal à Minsk d'un vol intra-européen pour arrêter un journaliste d'opposition qui survolait le territoire biélorusse. « *Cette piraterie internationale* » avait entraîné là aussi des sanctions, notamment financières ou commerciales. Violaine de Villemeur liste ensuite les objectifs recherchés par ces mesures : cibler les autorités pour les pousser à changer de comportement et à respecter les engagements qu'ils avaient pris dans le cadre de l'organisation de la sécurité de la coopération en Europe ; empêcher de nouveaux actes de piratages aériens dans l'espace biélorusse particulièrement dangereux ; éviter le contournement des sanctions adoptées contre la Russie via la Biélorussie. Quant à connaître l'efficacité de ces dispositions, l'oratrice considère que les sanctions exercent une pression réelle sur le pouvoir en place et peuvent avoir un effet préventif sur les violences contre la population. À plus long terme, elle estime que « *le manque de confiance de la communauté internationale dans l'économie biélorusse peut avoir un effet bénéfique* ». Elle souligne enfin que la France et l'UE continueront pour leur part d'apporter leur soutien aux réfugiés et aux forces démocratiques à l'étranger.

Préparer l'après Lukachenko

Dans le droit fil de la précédente intervention, Jakub Przetacknik indique que l'UE a commencé à apporter depuis 2020 une aide directe aux victimes de la répression en Biélorussie et son soutien aux organisations de la société civile, ainsi qu'aux médias indépendants. Elle comprend notamment des aides non matérielles mais tout aussi importantes : conseil juridique, formation, assistance pour aider les étudiants désireux de quitter le pays, etc. Il fait remarquer que la Commission européenne a adopté en 2021 un plan pour le futur démocratique de la Biélorussie de 3 milliards d'euros pour soutenir l'économie du pays et sa stabilisation, ainsi que des réformes économiques pour lancer les prémices d'un changement démocratique en son sein. Une telle issue est conditionnée par des actions en lien avec le respect des droits de l'Homme et la

liberté d'expression : cession de la répression, liberté accordée aux prisonniers politiques, retour des exilés qui le souhaitent, élections libres, liberté de la presse et des médias... Dans ce contexte, le Parlement européen entend jouer un rôle clé pour mobiliser les États membres et la Commission européenne. À ce titre, Jakub Przetacznik préconise pour mettre en place le plan de la Commission Européenne : d'assurer la protection des défenseurs des droits humains en leur accordant des visas d'urgence, d'augmenter les soutiens aux défenseurs de la démocratie, d'établir les preuves des violations des droits humains en prévision d'actions de justice y compris à l'encontre d'Alexandre Loukachenko, et de renforcer le dialogue avec les représentants des forces démocratiques de Biélorussie. « Le Parlement pense que c'est une occasion en or pour la Biélorussie de modifier en profondeur son pays et qu'il faut anticiper dès maintenant ces changements futurs ».

La solidarité pour faire face

Alice Syrakvash témoigne que son pays vit une tragédie depuis 2020, date des dernières élections où de nombreux Bélarus ont fui à l'étranger. Ces exilés ont ressenti le besoin d'être solidaires d'un peuple qui exprimait massivement son soutien à la candidate de l'opposition. Elle raconte comment elle a constaté une fraude manifeste dans le bureau de vote de l'ambassade officielle de Biélorussie à Paris où elle se trouvait. Elle a organisé une enquête en sortie d'urnes. Ce travail a indiqué que 210 personnes avaient voté alors qu'à l'issue du scrutin, Alexandre Loukachenko disposait de... 229 voix supplémentaires¹ ! « Nous avons compris que cette ambassade ne représentait pas le peuple biélorusse qui a besoin de démocratie et d'élections libres. Nous avons alors créé un réseau de diaspora biélorusse mondial avec des associations dans chaque pays. » Indiquant que ce mouvement a pour objet d'informer sur la situation réelle au Bélarus - car tout n'est malheureusement pas traduit ou communiqué - mais aussi maintenir des liens culturels, la co-présidente de l'association Communauté des Bélarusses à Paris revendique l'appartenance de son peuple à l'his-

¹ 1 Le quotidien Le Monde avait titré « Présidentielle biélorusse : le mystère des 200 voix « fantômes » à l'ambassade parisienne ».

toire européenne. Cette structure vient aussi en aide aux exilés qui arrivent en Europe et qui sont souvent démunis : « Les membres de notre association ont ainsi aidé en logistique et en traduction les réfugiés ukrainiens sur le sol français ». Elle termine ce débat par les derniers mots prononcés au tribunal de Marfa Rabkova, défenseuse des droits humains biélorusse condamnée à 15 ans d'emprisonnement : « (...) Je plaide non coupable à tous les chefs d'accusation. Je les considère comme fabriqués d'un bout à l'autre, absurdes, inventés par les officiers de la Direction générale contre le crime organisé et la corruption. Je ne considère pas non plus comme coupables des milliers de personnes qui croupissent en prison dans notre pays. Chaque individu possède des droits, chaque individu est une personne humaine, chaque opinion doit être respectée, et la vie et la liberté sont des valeurs suprêmes et absolues ».

« La solidarité nous est chère. Celle de notre peuple en 2020 nous a énormément inspirés. Les gens se soutenaient lors des répressions, même s'ils ne se connaissaient pas »

Alice Syrakvash

L'HISTOIRE S'ÉCRIT AU FORUM MONDIAL NORMANDIE POUR LA PAIX

En invitant Pavel Latushka à ce débat, la Région Normandie a donné bien plus que la parole à un expert de son pays. Elle a laissé s'exprimer un représentant officiel de l'opposition biélorusse en exil portée par Svetlana Tikhanovskaïa, reconnue officiellement par la communauté occidentale comme la dirigeante légitime du Bélarus. Pavel Latushka a remercié chaleureusement le Forum mondial Normandie pour la Paix et fait passer un message à l'heure où le régime autocratique d'Alexandre Loukachenko poursuit sa politique intérieure de répression et sa politique extérieure de soutien à la Russie dans la guerre en Ukraine.

MOTHERLAND

Toujours en partenariat avec Docs Up Funds, le documentaire Motherland, dans une première version non définitive, a été proposée au public du Forum mondial Normandie pour la Paix. Le film réunit une journaliste, Hanna Badziaka, et un ancien conscrit militaire, Alexander Mihalkovich, pour briser le silence sur les sévices que subissent les jeunes recrues dans l'armée biélorusse et exposer ainsi les conséquences de la violence autocratique et institutionnelle sur toute une société.

Serge Gordey de Docs Up Funds et M. Mihalkovich étaient présents à la projection pour présenter le documentaire et répondre aux premières questions.

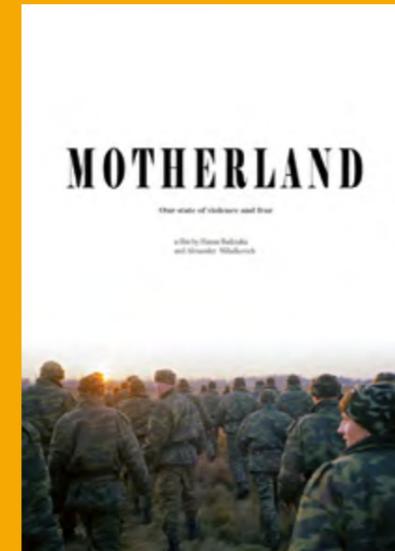


Image issue du film

INTERNET : NOUVELLES OUVERTURES, NOUVELLES FRONTIÈRES

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 23 septembre 2022 | 10h30 - 12h00 | Auditorium



Tisser sa toile en évitant les pièges

Proposant une approche géopolitique du numérique, cet atelier en aborde le grand paradoxe : un accès infini à l'information et un sentiment de liberté, mais un usage encadré par des pouvoirs économiques ou politiques. Comment pacifier cet espace public ? Comment contourner les murs créés par les algorithmes qui souvent enferment les utilisateurs dans les mêmes clivages et les exposent aux discours de haine ?

Ce temps fort Jeunesse a logiquement attiré un public nombreux constitué de lycéens mais aussi d'étudiants. Des membres de l'association dite des « *Centres d'Entraînement Aux Méthodes d'Éducation Actives* » (CEMÉA) ont expliqué en début d'atelier qu'ils allaient à la rencontre de jeunes pour échanger avec eux sur leurs pratiques numériques. Unique en France, la démarche intitulée « *Éducation aux écrans* » est une initiative normande qui permet, notamment, d'évoquer certains dangers du Web : addiction aux réseaux

sociaux, désinformation, harcèlement moral ou sexuel... Fondée en 1937 et reconnue d'utilité publique, l'association CEMÉA a pour but la diffusion des idées d'Éducation Populaire et d'Éducation Nouvelle dans une dimension nationale et internationale. Pascale Garreau a présenté pour sa part SavoirDevenir.net qui se focalise plus sur les questions d'éthique et de droits de l'homme à travers les médias. Interactif grâce à des quizz, des vidéos et des questions/réponses, l'atelier a débuté par une animation vidéo ludique avec des images

d'archives qui raconte les prémices puis la naissance du Web. Le jeune public a ainsi découvert la première page du célèbre acronyme www. (World Wide Web) et l'histoire de son auteur, le chercheur américain Tim Berners-Lee, à l'origine d'Internet. Une nouvelle révolution naissait...

Le lointain temps des utopies

À l'origine, le Web « *ouvert, libre et transparent* » est destiné « *au partage de la connaissance* ». Dès 2004, le chercheur prévient des risques et dérives en tous genres : récupération de la technologie par un État ou une firme, manipulation, espionnage, censure... Autant de phénomènes malheureusement connus aujourd'hui. Pascale Garreau aborde une autre problématique, moins connue. Elle explique que le Web est inégalitaire en raison de la prédominance américaine sur le plan économique (via notamment les GAFA¹), mais aussi technique (mainmise de centres serveurs racines). Elle soulève aussi l'utilisation du net pour influencer l'information en partant de données en temps réel, via notamment des algorithmes qui peuvent s'avérer pernicieux. À ce titre, elle détaille comment on trouve sur Internet par « *des biais de confirmation* » des contenus totalement irrationnels ou farfelus qui amènent des individus et des communautés à s'auto-persuader de croyances démenties par les faits ou la science. Très opérationnel, l'atelier formule des conseils

MODÉRATEUR :

François LABOULAIS, directeur national adjoint au sein de l'association nationale des Ceméa

INTERVENANTS :

Pascale GARREAU, co-fondatrice et directrice éditoriale de l'association SavoirDevenir.net

Théophile HLADKY, chargé de mission sur l'éducation aux médias, à l'information et au numérique Ceméa

EN PARTENARIAT AVEC :

Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active



pour contourner le tracking sur Internet. Des informations sur les navigateurs sont données, dans le cadre d'un échange avec la salle. Une lycéenne indique à ce titre qu'elle se coupe pendant un temps donné de certains réseaux sociaux dans une logique de « *détox* »...

Les discours de haine

La diffusion d'une vidéo sur les discours de haine a marqué le 2^e temps fort de cet atelier, qui a aussi décrypté les mécanismes amenant, notamment sous couvert d'anonymat, à des discours sexistes ou racistes. Pascale Garreau explique aussi comment ces fléaux résultent de ressentiments individuels et collectifs, et préconise la méthode « *AIR* » : Analyser, Interpréter et Réagir ! Certains jeunes présents ont d'ailleurs reconnu avoir envoyé des messages « *désagréables* » via le net. L'atelier s'est interrogé également sur les questions liées au respect de la vie privée, au droit à l'image et plus largement au respect de la dignité de chacun, un sujet qui parle à tous. En conclusion, et sans jamais utiliser ni un ton accusateur ni moralisateur, cet atelier a fait réfléchir un public acquis au Web et aux réseaux sociaux sur ses pratiques avec l'espoir que leur consommation devienne plus responsable. Autrement dit, tisser leur propre toile sur le net sans tomber dans ses pièges !

¹ Acronyme de Google, Apple, Facebook et Amazon. Terme utilisé par extension pour définir les géants américains du numérique et des nouvelles technologies issus de la Silicon Valley

OUÏGHOURS, COMMENT BRISER LE MUR DU SILENCE ?

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 23 septembre 2022 | 16h30 - 18h00 | Plénière



Rémi Castets, Marine Mazel, Baptiste Fallevoz, Laurence Defranoux et Jean-Claude Samouiller

Du crime contre l'humanité au génocide

« Ce débat se concentre sur l'une des plus grandes tragédies du siècle actuel, à savoir le sort de la population ouïghour en Chine qui, depuis des décennies, mais plus particulièrement ces dernières années, subit une répression extrêmement brutale de la part des autorités chinoises en raison de leur origine musulmane ». Baptiste Fallevoz lance, par ses mots, la discussion, non sans avoir présenté le peuple ouïghour lo-

MODÉRATEUR :

Baptiste FALLEVOZ, rédacteur en chef et chroniqueur à France 24

INTERVENANTS :

Rémi CASTETS, maître de conférences dans le département d'études chinoises à l'université Bordeaux Montaigne

Laurence DEFRANOUX, journaliste Asie, Libération

Marine MAZEL, chargée de mission auprès de l'institut ouïghour d'Europe

Jean-Claude SAMOULLER, président d'Amnesty International France

EN PARTENARIAT AVEC :

Amnesty International

calisé dans la région du Xinjiang au nord-ouest de la Chine. Jean-Claude Samouiller indique que Amnesty International France qualifie la persécution chinoise de crime contre l'humanité, c'est-à-dire « un système organisé de persécution d'un peuple ». L'ONG ne dispose pas des preuves pour utiliser le terme de génocide, dont la définition est très précise en droit international puisqu'elle fait référence à « l'éradication d'une population ou d'une partie de la population ». Une précaution que ne prend plus Marine Mazel. Elle précise que l'institut ouïghour qu'elle représente ne travaille pas au même niveau que Amnesty International. « Notre groupe de chercheurs, d'activistes, de psychologues et de sinologues a pour objectif de faire bouger les lignes ». Elle indique par ailleurs qu'un tribunal d'opinion¹ a, pendant un an, enquêté, collecté et recoupé des preuves, écouté des experts

¹ Il s'agit d'une assemblée délibérative qui dénonce des actes qu'elle estime répréhensibles, en particulier par rapport au droit international. Médiatisé, ce type de procès avec juristes et jury prononce des sentences fictives basées sur la législation réelle.

ou entendu des survivants des camps de concentration. Ce travail a donné lieu à un jugement en décembre 2021 qui a reconnu le génocide, contrairement au rapport de l'ONU, cependant accablant, pour la Chine.

« Aujourd'hui, il y a un consensus entre scientifiques et experts du droit international sur le fait qu'il s'agit bien d'un génocide, contrairement au rapport de Mme Bachelet, haut-commissaire aux droits de l'Homme aux Nations unies ».

Marine Mazel

Big brother is watching you

Rémi Castets reconnaît que la question divise la communauté scientifique selon la posture des uns et des autres car la notion de génocide est juridiquement restrictive. Pour lui, la solution tient dans la réponse à la question suivante : « est-ce que les preuves sont indéniables et suffisamment convergentes pour démontrer la volonté chinoise d'éradiquer tout un peuple ? ». Il dénonce, comme d'autres intervenants, les politiques de stérilisation forcées très violentes mises en place depuis plusieurs années qui atteignent un degré jamais connu en Chine, avec un système qui s'étend à toutes les préfectures où vivent les Ouïghours. On évoque dans certains bassins de vie une chute de la natalité de 84%. La dramatique question des camps d'internement est également abordée. L'universitaire précise qu'il est difficile d'obtenir et de vérifier des informations fiables sur le nombre de personnes concernées, celles qui en ressortent et dans quelles conditions, précisant que le système chinois de « déradicalisation » s'avère particulièrement complexe avec différentes méthodes et strates



Laurence Defranoux et Jean-Claude Samouiller

de persécution. A l'écouter, on pense inévitablement au livre 1984 de George Orwell. D'une certaine façon, cette pression vaut aussi pour leurs défenseurs.

« Le peuple ouïghour est sans doute le peuple le plus surveillé au monde par un réseau de caméras dantesque, par des check points à tous les coins de rue et par des intrusions. La police peut prendre votre téléphone pour connaître son contenu et, selon le cas, vous emprisonner ».

Jean-Claude Samouiller

« Toutes celles et ceux qui dénoncent l'attitude de la Chine reçoivent des pressions » confirme Marine Mazel, citant notamment les institutions, les chercheurs, les journalistes, les députés... Ce qui amène, de fait, à la question du « mur du silence » que les associations activistes ont réussi à briser. Comment ont-elles fait ? La jeune femme répond qu'il faut raconter une histoire qui va toucher et éveiller les consciences et faire réagir. L'Institut ouïghour d'Europe a centré son message sur les produits de consommation fabriqués dans les 1 200 camps de concentration tachés de sang et de travail forcé. « Nous avons établi avec l'euro-député, Raphaël Gluckmann, une liste des marques de la honte en expliquant, en prio-

rité aux jeunes, qu'ils se rendaient indirectement complices des persécutions contre le peuple ouïghour. Cette action a réellement sensibilisé ce public qui s'est senti dépositaire d'un devoir de conscience ». Cette mobilisation permet ensuite de porter le message aux politiques afin qu'ils agissent sur le plan législatif. Ainsi, il est envisagé d'exiger des entreprises européennes qu'elles soient en capacité d'assurer la traçabilité des matières premières qui composent leur production, comme c'est le cas aux Etats-Unis, afin de lutter contre le travail forcé.

Les murs de la honte

Jean-Claude Samouiller rappelle que la Chine démentait l'existence de camps de concentration avant d'être mis devant le fait accompli grâce à des images satellites. « Le mur de déni est en train de se fissurer et il faut continuer à le casser pour que la communauté internationale sache ce qu'il se passe réellement dans cette région de la Chine ». Sa description de la situation fait froid dans le dos. Il parle de 1,8 million de personnes enfermées en 2018 mais aussi d'assignations à résidence pour les uns, d'interdiction de se déplacer pour les autres ou encore de surveillances permanentes. Le tout de façon arbitraire et au seul motif qu'il s'agit de femmes et d'hommes ouïghours. Le phénomène devient exponentiel puisque l'orateur annonce un nombre de personnes emprisonnées au Xinjiang multiplié par dix, entre 2016 et 2017, avec, de surcroît, des peines de prison longues, à plus de 90%, concernant 400 000 citoyens. Il dénonce, par ailleurs, des actes de torture et des violences sexuelles à leur rencontre. Dans ce contexte, faut-il continuer à dialoguer avec la Chine comme le fait la France ? Laurence Defranou le pense, en précisant aussitôt que cela ne suffit pas. La journaliste s'interroge aussi sur la nature de ces échanges. Elle fait observer que le commerce direct entre le Xinjiang et l'Union européenne a augmenté de 136% sur un an, avec plus d'un milliard d'euros d'importations de produits réalisés dans les conditions que l'on sait aujourd'hui. Elle préconise plutôt d'interdire, comme le fait l'Amérique

du Nord, l'importation des produits du Xinjiang en Union européenne, sauf à prouver que ces marchandises ne résultent pas du travail forcé. « Il faut inverser la charge de la preuve » estime-t-elle, expliquant que la pression commerciale sera plus entendue par Pékin que le discours sur les droits des femmes et des hommes.

Rémi Castets confirme que la Chine dépend beaucoup de ses partenaires internationaux et que le commerce pourrait être effectivement une arme. Le problème, selon lui, c'est que l'Occident est aussi dépendant économiquement de la Chine. L'une des pistes serait de contrarier la stratégie chinoise de soft power, à l'échelle mondiale, en ralliant à la cause des Ouïghours, l'Afrique et le monde arabe qui ne sont pas, à ce jour, sensibilisés. Une véritable omertà est en fait pratiquée par certains pays à majorité musulmane comme l'Égypte, l'Arabie saoudite ou le Maroc sur le sujet. Pour reboucler sur l'intitulé du débat en guise de conclusion, le président de Amnesty international invite « à communiquer sur la répression des Ouïghours comme le fait le Forum mondial Normandie pour La Paix pour briser les murs du silence »...

RAPPEL IMPORTANT

Les débats du Forum mondial Normandie pour la Paix prévoient des échanges entre les intervenants et le public. Ces moments sont très utiles car ils permettent de répondre aux interrogations de ces derniers. Exemple ici avec des spectateurs qui ont voulu savoir « comment l'État peut faire pression sur les marques françaises qui cautionnent indirectement le travail forcé », « comment les étudiants pouvaient agir en faveur de la cause ouïghour », « comment réagit l'opinion chinoise par rapport à ces agissements », « ce que faisait l'ONU pour lutter contre ce génocide » ou encore « si l'ambassade de Chine en France pouvait extradier des Ouïghours et si la France accueillait des réfugiés ». Malheureusement, faute de place, notre synthèse ne peut pas relater ces discussions particulièrement riches. Mais pas d'inquiétude : vous pouvez les retrouver en vidéo avec la totalité des contenus des interventions sur <https://normandiepourlapaix.fr/>

LEVONS LES MURS DES INÉGALITÉS

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 23 septembre 2022 | 10h30 - 12h00 | Salle Or



Ahmed Galai, Magali Lafourcade, Nicole Ameline et Jonas Bochet

Un hymne au droit de la femme et de l'homme

La division grandissante entre riches et pauvres menace la cohésion sociale et représente un frein pour la croissance économique. Investir dans la réduction des inégalités, c'est investir dans tous les champs du développement durable : la préservation de la planète, la lutte contre la pauvreté et la garantie d'une croissance durable. Cet atelier a proposé d'explorer différents aspects des inégalités à travers le monde et en France, ainsi que des pistes concrètes pour leurs réductions.

Nicole Ameline, présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, a lancé ce temps fort jeunesse avec un vibrant message aux lycéens, étudiants et apprentis présents. « Vous êtes le cœur de ce Forum mondial pour la Paix et des priorités de l'Institut pour les droits de l'Homme et de la paix. L'idée de murs, qu'ils soient réels ou virtuels, est une contradiction avec la tolérance, avec l'ouverture aux autres et avec le sens de l'altérité. L'inégalité la plus fondamentale est encore celle

qui oppose les femmes et les hommes sur le plan du droit. Il faut absolument faire confiance au droit international, au système international, au socle universel des droits de l'Homme. Il est très important que vous soyez l'avant-garde de ce soutien au droit ».

Un atelier interactif

Ahmed Galai a été invité à aborder la question des inégalités dans le monde,



Nicole Ameline

mises en lumière par des chiffres édi-
fians : 50 % des enfants en âge de fré-
quenter l'école primaire et non scolarisés
vivent en zone de conflit, 32 pays seule-
ment autorisent le mariage homosexuel
et 2,9 milliards de personnes n'ont jamais
utilisé Internet de leur vie. Ce dernier
chiffre interpelle les jeunes spectateurs
présents habitués à vivre dans un monde
ultra-connecté. Ces derniers ont été invi-
tés à indiquer sur une carte les endroits de
la planète les plus inégalitaires selon eux.
Le Prix Nobel 2015 récompensé pour sa
contribution à la transition démocratique
en Tunisie propose pour sa part, en lieu et
place des murs, « *de dresser des ponts* ».

MODÉRATEUR :

Benoist CHIPPAUX, chargé de mission pour
l'Institut international des droits de l'Homme
et de la paix

INTERVENANTS :

Ahmed GALAI, Prix Nobel et défenseur des
droits de l'Homme

Magali LAFOURCADE, secrétaire générale
de la Commission nationale consultative
des droits de l'Homme (CNCDH)

EN PARTENARIAT AVEC :

**Institut International des Droits de
l'Homme et de la Paix**

Il évoque des inégalités en recrudescence,
fustigeant l'écart qui se creuse entre les
riches et les pauvres. Ahmed Galai sou-
ligne dans une salle très à l'écoute l'impact
du dérèglement climatique qui pousse,
au même titre que la guerre, des millions
de personnes à migrer avec leurs enfants.
« *Il y a une urgence à agir, à dire non et à
être créatif pour trouver des solutions en-
semble* » insiste-t-il.

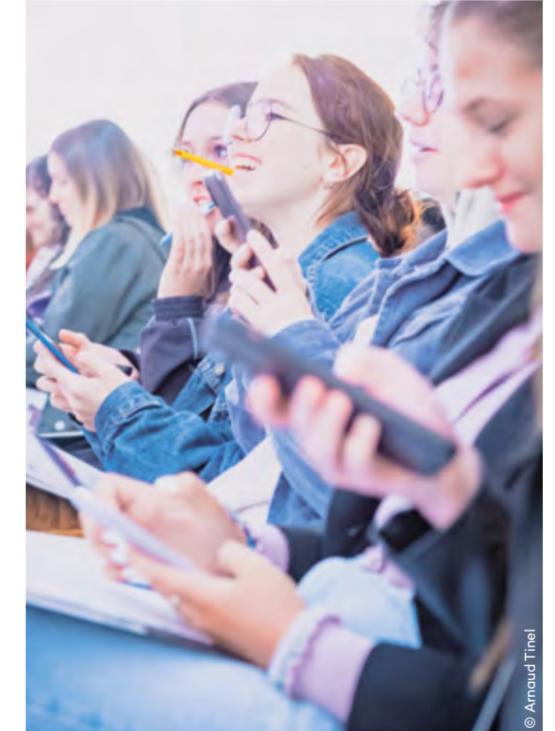
**« Les 500 personnes les
plus riches du monde ont
un revenu combiné plus
élevé que celui de 416
millions de personnes les
plus pauvres. C'est une
indécence humaniste à
l'heure où 600 millions de
personnes vivent dans un
état de pauvreté extrême et
262 millions d'enfants sont
déscolarisés ».**

Ahmed Galai

En France aussi

Outil de sensibilisation, cet atelier a éga-
lement montré des vertus pédagogiques.
Ainsi, si tous les jeunes présents sont
conscients des inégalités à l'échelle du
monde, ils ont réalisé que ce fléau touchait
aussi notre pays, toutes proportions gar-
dées. Une animation originale a consisté à
proposer aux classes scolaires présentes
un dessin de presse pour les inciter à se
prononcer sur le fait de savoir si ce dessin
reflétait ou non la situation en France, le
but étant de les faire réagir aux difficul-
tés en matière d'accès à l'éducation, aux
soins, à la culture et aux loisirs, à l'égalité
femme/homme, aux questions de han-
dicap ou de justice équitable... L'occasion
pour ces jeunes citoyens d'apprendre que
la loi française recense 25 critères de dis-
crimination. Magali Lafourcade présente

de son côté le rôle de la CNCDH¹ et pro-
fite de sa prise de parole pour rappeler aux
jeunes leurs droits, de la liberté de mani-
fester à celle de voter. Elle estime que les
jeunes générations ont la légitimité pour
se lever et s'indigner contre les inégalités.
« *On peut être très optimiste dans l'action
quand on est très pessimiste dans le dia-
gnostic* » explique-t-elle. En écho à ces
propos, un sondage en temps réel réalisé
sur la cohorte de jeunes présents indique
à 85% qu'ils ne se sentent pas suffisam-
ment pris en compte et entendus par les
décideurs. L'engagement sur les réseaux
sociaux, la manifestation et la sensibilisa-
tion des jeunes par les jeunes constituent
leurs leviers d'action privilégiés. Benoist
Chippaux précise à cette occasion que
des recommandations sur la thématique
de l'éducation de qualité ont été portées
par des lycéens de Normandie auprès de
la Région avec des actions concrètes : ap-
profondir l'apprentissage des droits dans
les établissements scolaires, organiser
des groupes de parole animés par des
élèves, etc. Mais la mesure qui retient le
plus l'assemblée du jour porte sur le fait de
bénéficier de personnel plus présent et à
l'écoute sur les questions de santé men-
tale et de harcèlement. L'atelier se termine
par le témoignage de deux lycéennes, So-
kona et Nina, qui ont travaillé sur les en-



© Arnaud Tinel

jeux du développement durable à travers
une thématique spécifique. « *Notre priorité
était d'essayer de changer les stéréotypes
car ils n'ont pas lieu d'être dans la société
et aussi d'avoir un impact à long terme* »
ont expliqué ces élèves qui ont abordé en
classe la question du harcèlement sexuel.
« *C'est quelque chose qui pose problème
dans la société et qui est tabou car on n'en
parle pas entre nous. Les jeunes ne sont
pas forcément au courant et quand ils
sont victimes d'agressions, ils les norma-
lisent d'une certaine façon* ». Des propos à
méditer !

**« La jeunesse possède une
forte conscience politique
et a bien compris les enjeux
de la lutte contre toutes les
inégalités ».**

Magali Lafourcade



Benoist Chippaux et Ahmed Galai

¹ Institution nationale des droits de l'Homme, la CNCDH a trois
missions principales : conseiller les pouvoirs publics en matière
de droits de l'Homme, contrôler le respect par la France de ses
engagements internationaux en la matière et éduquer aux
droits humains.

JOURNALISTES : CES VOIX PAR-DELÀ LES MURS

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 23 septembre 2022 | 14h00 - 15h30 | Salle Azur



Zoïa Svetova, Grégory Rayko et Antoine Bernard

© Arnaud Tinel

La liberté de la presse qu'on emprisonne

En introduction de ce débat, Grégory Rayko égrène ces chiffres d'un autre temps qui sont pourtant d'actualité. « 572 journalistes dénombrés sont emprisonnés à l'heure de ce débat qui entend aussi évoquer les murs législatifs qui sont ceux de la censure et les murs numériques qui empêchent tout simplement les gens d'accéder aux contenus » indique-t-il. Expert et praticien reconnu des droits humains, de la justice internationale et des ONG, Antoine Bernard voit dans l'attribution du prix Nobel de la paix 2021 aux journalistes russe Dmitri Mouratov¹ et philippine Maria Ressa², un signal fort en faveur de la liberté d'expression, qui « nous oblige à jeter la lumière

sur ces murs qui enferment le journalisme et sur les tentatives des uns et des autres, pour contourner ces murs et continuer à informer ». L'intervenant s'inquiète, en revanche, de « l'épidémie d'emprisonnements de journalistes, un chiffre en progression constante ces dernières années ». La Chine, la Birmanie et la Biélorussie alimentent le sinistre podium des pays où des journalistes sont arbitrairement détenus. On peut citer aussi le Vietnam, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran ou le Maroc. « Je voudrais mentionner deux pays particuliers. L'Érythrée, qui détient le triste record du journaliste le plus longtemps détenu au monde Dawit Isaak arrêté en 2001, ainsi que le Cameroun où le journaliste Amadou Vamouké 72 ans, a entamé en juillet dernier sa septième année en prison après 127 reports de son procès ». Antoine Bernard dénonce par ailleurs « le mur du dénigrement »

¹ Dmitri Mouratov a été l'un des cofondateurs et rédacteurs en chef du journal Novaïa Gazeta, l'une des rares publications encore indépendantes en Russie, où la dissidence se heurte à une féroce répression.

² Maria Ressa a cofondé la plate-forme numérique de journalisme d'investigation Rappler en 2012, qui a braqué les projecteurs sur « la campagne antidrogue controversée et meurtrière du régime du président philippin Rodrigo Duterte.

MODÉRATEUR :

Grégory RAYKO, chef de rubrique International à The Conversation France

INTERVENANTS :

Antoine BERNARD, directeur Plaidoyer & Assistance de Reporters sans frontières (RSF)

Zoïa SVETOVA, journaliste au Novaïa Gazeta

Denis KATAEV (visio), journaliste russe de Dojd en résidence à Radio France

ZACH (visio), caricaturiste éditorialiste philippin

des journalistes sur les réseaux sociaux. En plus de son impact psychologique, cette haine peut donner lieu par ricochet à de la violence physique. Il relate aussi les plaintes abusives des personnes puissantes qui, sous le coup d'enquêtes et de reportages, essaient de neutraliser le travail journalistique par des recours fallacieux pour essayer de les faire taire, en tout cas polluer et retarder leur travail. Enfin, il fustige le mur législatif qui consiste à utiliser les lois nationales pour réduire, voire annihiler les dispositions internationales qui protègent la liberté d'expression et la liberté de la presse. Le directeur Plaidoyer et Assistance de RSF reconnaît aux démocraties le droit de conserver des informations confidentielles pour des raisons de sécurité. En revanche, il lance le débat sur « le secret des affaires » de plus en plus invoqué pour ne pas divulguer des informations d'intérêt général. « Il y a toujours un point d'équilibre très sensible à trouver entre le journalisme et sa fonction sociale » explique-t-il, dénonçant à cette occasion des pratiques occultes de surveillance des journalistes³. Quant aux murs numériques, Antoine Bernard fait allusion à la Chine et son contrôle d'Internet, et l'élargit au monde digital, au sein duquel la désinformation et la propagande y circulent six fois plus vite que l'information fiable (celle qui est recueillie, vérifiée, recoupée et rectifiée s'il y a besoin, c'est-à-dire l'information qu'on qualifie de journalistique).



Antoine Bernard et Grégory Rayko

© Arnaud Tinel

« Une cinquantaine de pays seulement dans le monde ont la chance de bénéficier d'une information libre et pluraliste. Or, il ne peut y avoir de liberté d'opinion s'il existe un mur entre le citoyen et une information fiable. Ce problème est absolument majeur ».

Antoine Bernard

Des journalistes russes s'expriment librement

Journaliste au Novaïa Gazeta, Zoïa Svetova indique que son média russe a suspendu ses activités le 28 mars 2022 après le lancement de « l'opération spéciale militaire », un euphémisme pour parler du déclenchement du conflit avec l'Ukraine. « Nous qui vivons en Russie n'avons pas le droit de nommer ce qui se passe en Ukraine en utilisant le mot « guerre » sous peine de 15 ans de prison ». Même si son journal n'est plus imprimé, la journaliste continue de publier des articles sur des sites internet « libres ». Zoïa Svetova, autrice, nommée chevalier de la légion d'Honneur en 2020 et lauréate du Prix Sakharov, témoigne que « la liberté de parole n'existe plus en Russie, ni la liberté de conscience ». Elle garde cependant espoir. « Je me dis que les guerres finiront un jour et que les dictatures tomberont. Le moment sera alors venu de reformater l'avenir ». En attendant, la journaliste use de sa liberté de parole au Forum mondial Normandie pour la Paix pour fustiger Vladimir Poutine. « Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2000, nous savions qu'il était issu du KGB mais nos oligarques russes l'ont oublié et ont voulu voir en lui un jeune leader démocratique. Petit à petit, son entourage ma-

³ Des logiciels espions comme Pegasus ou le virus malware Predator ont été cités. Ces outils malveillants sont utilisés dans certains pays pour pirater les communications de militants des droits de l'homme, des opposants politiques, des personnalités et, bien évidemment, des journalistes.

⁴ Cette loi a été adoptée en Russie en 2012. Elle oblige les organisations recevant un financement de l'étranger à s'enregistrer en tant que telles auprès du ministère de la Justice et de marquer de ce terme leurs publications. Son champ d'action a ensuite été élargi, afin de pouvoir viser des individus, comme les journalistes ou les blogueurs.

fioux et ses services secrets ont pris le pouvoir, en cherchant notamment à écarter des opposants éventuels via la loi des agents étrangers⁴ dont sont victimes plus de 200 journalistes dans notre pays ». Résultat : les journalistes quittent la Russie de Poutine et les quelques indépendants qui restent risquent : soit la mobilisation, soit la prison pour haute trahison. Ainsi, son compatriote Denis Kataev, journaliste russe en résidence à Radio France, a dû fuir son pays après la fermeture de la chaîne indépendante Dojd pour laquelle il travaillait. Celle-ci est néanmoins diffusée sur YouTube depuis l'Europe et compte trois millions d'abonnés. Elle permet d'ores et déjà à ses concitoyens d'entendre un autre son de cloche que la télévision russe pro-gouvernementale et veut continuer d'informer non seulement les Russes mais aussi les Européens.

« Même en exil, je crois qu'on peut faire évoluer l'opinion publique russe car ce sont les minorités progressistes qui changent l'histoire. J'ai observé beaucoup de tensions dans mon pays depuis le début du conflit ainsi que de la panique après la déclaration de mobilisation de Vladimir Poutine ».

Denis Kataev

Les Philippines dans le viseur de la Cour pénale internationale

Caricaturiste éditorialiste philippin, Zach revient sur les sombres périodes de l'histoire de son pays. Celui-ci subit une loi martiale depuis cinq ans, en écho aux années 1970 et 1980, avant que la démocratie ne s'installe (dans les décennies 1990 et 2000) et avant ce retour de la terreur. Zach fait notamment état d'un massacre de 59 journalistes dans le sud des Philippines en



2009. Au pouvoir de 2016 à mai 2022, l'ancien Président Rodrigo Duterte a été dépeint comme un homme violent dans son action et imprévisible dans ses méthodes. Outre ses propos outranciers, il fait l'objet d'accusations gravissimes. Dans sa lutte contre la drogue, il est soupçonné d'avoir commandité l'exécution sommaire de centaines de personnes et même d'y avoir participé personnellement. Estimant que la fin justifie les moyens et dopé par la confiance des électeurs, il symbolise l'archétype du dirigeant tout-puissant. Il s'est néanmoins résolu à ne pas se représenter aux élections en 2022, conformément à la Constitution de son pays qui n'autorise qu'un mandat. Le profil de son successeur, Ferdinand Marcos Junior, fils de l'ex-dictateur Ferdinand Marcos, n'indique rien de bon pour un pays où la désinformation règne en maître et la liberté d'expression est réprimée. « J'ai été menacé et harcelé à cause de mes dessins, mais cela me motive davantage encore de continuer à faire mon travail. Défendre la vérité est vraiment devenu un cri de guerre de beaucoup de journalistes, de citoyens et d'acteurs de la société civile qui sont victimes de persécutions aux Philippines ». Dans le viseur des organisations internationales, dont la Cour pénale internationale, l'Archipel philippin ne doit pas sortir indemne de ses exactions selon Antoine Bernard. Amnesty international s'applique à ce titre à dénoncer, mais aussi, à démontrer, les actes de forfaitures partout dans le monde. Rien qu'en Ukraine, l'ONG a déposé 7 plaintes concernant 50 événements de crimes contre les journalistes et les médias. Elle a aussi ouvert un centre pour la liberté de la presse ukrainienne afin de soutenir 600 journalistes du pays et trouvé des fonds pour essayer de soutenir les médias sur place. Et ainsi, lutter pour faire entendre la voix des journalistes par-delà les murs...

VERS UNE RUPTURE DES RELATIONS EUROPE-AFRIQUE ?

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 24 septembre 2022 | 14h30 - 16h00 | Auditorium



Je t'aime moi non plus

Valériane Gauthier propose en préambule un état des lieux des relations entre l'Europe et l'Afrique. Elle relate les drapeaux français brûlés au Tchad et la décision du Mali de rompre les relations avec Paris pour se rapprocher de Moscou. Elle cite aussi l'abstention de nombreux pays africains lors du vote de la résolution à l'ONU sur la guerre en Ukraine, abstention mal vécue par leurs partenaires européens. Niagalé Bagayoko propose plusieurs explications. Celle relative au passé et au passif de l'héritage co-

lonial existe mais « elle est aujourd'hui trop mise en avant » selon elle. L'accélération de la dégradation des liens entre l'Europe et l'Afrique résulte surtout selon elle de la crise sahélienne en raison des divergences d'interprétation stratégique qu'elle a suscitée. « On a trop souvent vu cette crise comme le moyen de lutter contre le terrorisme et les migrations vers le continent européen ». Or, pour elle, il s'agit « d'une véritable insurrection qui se décline sur un mode djihadiste et politico-militaire. Les rébellions cherchent à faire valoir leurs revendications autonomistes qui ont abouti à la chute de régimes démocratiquement élus ». L'approche européenne de la crise n'a pas répondu selon elle à la complexité de l'environnement local. L'absence de résultats au regard des moyens déployés a même laissé penser à certains que l'UE était en réalité complice des djihadistes.

Un dialogue de sourds

Pierre Vimont estime que la relation entre l'Union européenne et l'Afrique « tourne à

MODÉRATRICE :

Valériane GAUTHIER, journaliste-présentatrice France 24

INTERVENANTS :

Niagalé BAGAYOKO, présidente de l'African Security Sector Network

Alain ANTIL, chercheur et directeur du Centre Afrique subsaharienne - IFRI

Pierre VIMONT, chercheur associé à Carnegie Europe

Seidik ABBA, journaliste et écrivain

EN PARTENARIAT AVEC :

African Security Sector Network

vide ». Il propose d'analyser les causes de ce « dialogue de sourds ». Le passé colonial ne peut être minimisé selon lui. « *Sur les six États fondateurs de la Communauté économique européenne née du Traité de Rome, deux étaient d'anciennes puissances coloniales qui avaient insisté pour garder des liens avec l'Afrique* ». Il aborde ensuite des questions géopolitiques, estimant que l'Afrique dans ses relations structurelles avec l'Europe reste accrochée aux pays des Caraïbes et du Pacifique qui ont évolué de manière totalement différente. Il regrette à ce titre l'organisation de la commission européenne qui continue de distinguer l'Afrique du nord et le reste du continent à travers des directions qui travaillent en silo. Il reproche aussi aux sommets entre l'UE et l'Afrique leur manque d'écoute et de dialogue, même s'il reconnaît quelques récents progrès. Pour lui, « *l'Europe a toujours du mal à comprendre les évolutions du continent africain, son économie et ses nouvelles dynamiques, dans le domaine du numérique par exemple* ». Il regrette que l'UE ne s'occupe essentiellement que de deux facteurs qui l'impactent directement : l'immigration et la sécurité avec la situation au Sahel.

Alain Antil note pour sa part que la plupart des pays européens ont une relation avec le continent africain récente ou quasiment inexistante, citant les pays Baltes, la Norvège ou certains pays d'Europe centrale. Le risque serait de centrer toutes les relations entre les deux continents à travers l'histoire franco-française. Il fait remarquer

que la France est intervenue militairement plus d'une cinquantaine de fois depuis les indépendances, à l'inverse des Anglais qui disposaient pourtant d'un domaine colonial tout aussi important. Il mentionne aussi une évolution des rapports entre l'Europe et l'Afrique à travers le temps. Jusqu'à la fin des années 90, l'UE était le principal partenaire commercial du continent africain. Depuis les années 2000, l'Afrique se mondialise avec des investisseurs des pays du Golfe, d'Asie, la Russie ou encore le Brésil.

« On observe une forme de défiance du citoyen européen vis-à-vis de l'efficacité des aides apportées à l'Afrique. Dans le même temps, on ressent de la frustration chez les populations africaines qui entendent parler de milliards de subventions dont elles ne voient pas concrètement la couleur ».

Alain Antil

Un partenariat inégal

Seidik Abba, comme Alain Antil précédemment, pense que la relation est asymétrique. Il voit dans ce partenariat inégal un schéma vertical ou les choix effectués par l'Europe ne correspondent pas forcément aux préoccupations africaines. « *L'UE a ainsi imposé au Niger, dans le cadre de sa coopération, de faire de la lutte contre l'immigration une priorité absolue au point que ce pays a empêché tous les Subsahariens qui venaient sur son territoire d'aller vers la frontière nord avec le Maghreb d'où partent les flux migratoires. Cela a de fait créé une tension entre le Niger et les autres pays de la CEDEAO* ». Les conséquences de cette politique se retrouvent dans l'opinion publique qui souhaite se tourner vers d'autres partenaires que l'Europe puisque cette dernière n'a pas répondu à toutes leurs

espérances. « *Il faut entendre cette frustration même si je ne suis pas convaincu que le partenariat avec la Russie ou avec des groupes comme Wagner soit plus efficace* ». Ce rapprochement se vérifie déjà sur le plan militaire puisque la Russie est le premier fournisseur d'armes d'Afrique selon la modératrice. Pascale Garreau demande à Seidik Abba pourquoi de nombreux chefs d'État africains élargissent leurs relations bilatérales et multilatérales. Le journaliste et écrivain répond que cette diversification « *donne à l'Afrique l'opportunité de choisir selon la valeur ajoutée du pays* ». Il indique ainsi que « *beaucoup d'Africains partent en Turquie pour faire du business, mais aussi à Dubaï et dans d'autres parties du monde* ».

« Je pense que la meilleure chose pour l'Afrique n'est pas tant l'enjeu de la multiplication de ses partenariats que la façon de tirer le meilleur parti de cette diversification »

Seidik Abba

Une remise en cause bilatérale

Alain Antil, s'il entend les critiques à l'égard de l'UE, estime que les Européens ont toujours promu les droits de l'homme dans leur partenariat. Il affirme que cette impulsion a eu des conséquences positives sur la vie politique du continent. « *Or, avec l'arrivée de nouveaux partenaires, on assiste à une involution démocratique sur le continent* ». Il dénonce aussi la corruption en Afrique subsaharienne qui n'est pas de la faute des Européens. « *Au Sahel, on lutte depuis 10 ans contre les conséquences d'une mauvaise gouvernance sans jamais s'attaquer aux causes* », faisant référence aux scandales liés aux marchés de vente d'armes. Niagalé Bagayoko rebondit sur ce point et estime effectivement que « *les États africains sont responsables de l'ambiguïté dans leurs demandes. Le biais fréquent est de les*

considérer uniquement sous le volet qu'ils veulent bien montrer, c'est-à-dire celui de demandeurs d'aides ». Elle souligne un certain paradoxe et une grande contradiction dans le discours de certains Africains qui demandent à être pleinement jouisseurs de leur propre souveraineté tout en réclamant une assistance. Elle met aussi en relief le double discours européen qui prône « *la promotion de la démocratie et des droits de l'homme* » mais « *valide dans le même temps des prises de pouvoir en violation de toutes les dispositions constitutionnelles, comme cela s'est passé au Tchad* ».

Pierre Vimont exprime le désarroi des pays européens qui ont un vrai intérêt pour l'Afrique et qui vivent mal la perte d'influence de l'UE en Afrique. « *Ils ont le sentiment d'être abandonnés face au rouleau compresseur chinois d'un côté, à la malveillance russe de l'autre* ». Il observe que la guerre en Ukraine se reporte aussi d'une certaine manière en Afrique à cause de la présence du groupe Wagner ou de l'influence russe dans un certain nombre de pays africains, ce qui pousse de nouveaux pays européens à se poser des questions. Niagalé Bagayoko est absolument convaincue que l'Afrique n'a d'avenir qu'à travers ses propres solutions. Quant aux remèdes pour éviter une rupture des relations entre l'Europe et l'Afrique, les intervenants(e)s faute de temps n'ont pas pu développer leurs idées. Alain Antil minimise d'ailleurs le risque de schisme, précisant que « *les Européens sont extraordinairement bien placés en matière d'investissements directs étrangers* ». Il cite aussi la dimension humaine entre les deux continents, avec ses binationaux, ses diasporas, ses liens culturels et son histoire. Seidik Abba est aussi certain que la rupture ne se fera pas, mais qu'une marge de progression existe. Un point de vue partagé par Pierre Vimont qui estime néanmoins qu'il faut « *se retrousser les manches et s'écouter vraiment* », alors que Niagalé pense que la balle est finalement dans le camp de l'Afrique. « *C'est à elle de parvenir à imposer son agenda et ses réels centres d'intérêt* ». L'espoir semble donc permis...



Niagalé Bagayoko

© Eric Biernacki - Région Normandie

ALGÉRIE-FRANCE : QUELLE DIPLOMATIE POUR RÉCONCILIER LES MÉMOIRES ?

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 24 septembre 2022 | 14h30 - 16h00 | Plénière



Rachid Arhab, Benjamin Stora, Nathalie Funes et Xavier Driencourt

Une question hautement sensible

Nathalie Funès évoque les relations entre l'Algérie et la France en rappelant le contexte colonial de ce territoire composé de trois départements et rattaché à la France avant même l'annexion de Nice et de la Savoie. Elle mentionne une colonisation qui a duré 132 ans et qui s'est terminée par une guerre qui a duré huit ans et a laissé des traces et des tensions qui ne se sont jamais vraiment apaisées. Xavier Driencourt compare pour sa part les relations entre les deux pays à la bourse, avec des périodes haussières

et baissières que tous les derniers présidents de la V^e République ont connues, de Jacques Chirac à Emmanuel Macron. La caractéristique première de ces rapports tient au fait « *que la situation peut s'enflammer à tout moment* ». Il estime que l'équation est complexe pour nos femmes et nos hommes politiques car « *évoquer la France et l'Algérie, c'est aborder des questions de politique intérieure et extérieure, de diplomatie, d'immigration et de colonisation* ».

La question mémorielle

Benjamin Stora, qui a rendu un rapport à la demande de l'Élysée sur la réconciliation des mémoires de la France et de l'Algérie, aborde cette question. Il confirme que ce volet joue un rôle déterminant dans les rapports franco-algériens qu'aucun président de la République n'avait vraiment osé traiter. Il leur reconnaît pour-

MODÉRATRICE :

Nathalie FUNÈS, journaliste, L'Obs

INTERVENANTS :

Benjamin STORA, historien**Rachid ARHAB**, ancien membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), auteur**Xavier DRIENCOURT**, ancien ambassadeur de France en Algérie

tant des velléités, citant Jacques Chirac qui avait essayé d'instaurer un traité d'amitié mais avait échoué. Il fait aussi référence à certaines déclarations de Nicolas Sarkozy et François Hollande. « *Le souci, c'est que ces paroles n'ont pas été suivies d'actes* », estimant que « *l'homme africain n'est toujours pas rentré dans l'histoire* ». Il constate en revanche des actions concrètes grâce au Président Macron. Il parle notamment de la reconnaissance officielle de la responsabilité de l'État français et de l'armée française dans les assassinats de Maurice Audin¹ et du militant nationaliste Ali Boumendjel², du recueillement du Président au Pont de Bezons³, ou encore de la remise en fonction d'une commission mixte franco-algérienne sur le plan militaire et nucléaire. Il liste aussi la création d'une bourse d'études pour faire venir en France des chercheurs algériens, ou encore le lancement d'un colloque sur les grandes figures intellectuelles françaises qui ont pris des positions fortes sur cette question. Beaucoup de choses restent à

« On ne peut pas comprendre, traiter ou réparer 132 ans d'histoire seulement par les discours. Il faut mettre en œuvre un travail pédagogique en profondeur sur la colonisation qui ne concerne pas du reste que l'Algérie, mais un ensemble beaucoup plus vaste de l'ancien empire colonial français ».

Benjamin Stora

faire néanmoins selon lui car les excuses ne suffisent pas. Il préconise à ce titre la création d'une commission conjointe aux deux pays en capacité de réunir d'un commun accord les documents et les questions autour de la colonisation en prévision d'une écriture commune qui ne semble cependant pas possible aujourd'hui. L'historien estime plus largement que « *la question coloniale a fabriqué le nationalisme français* ».

Des lignes de fracture toujours profondes

Rachid Arhab se présente au public comme « *un simple citoyen* ». Né Français en Kabylie, il est devenu Algérien de fait en 1962. Il a repris la nationalité française en 1992, refusant pendant longtemps de devenir binational. « *Cela me semblait être un confort dont je n'avais pas besoin. Mon itinéraire personnel m'a permis d'être apaisé entre mes deux pays qui ont été en guerre pendant si longtemps et qui ont continué un conflit larvé ensuite. À mon âge, je pense être arrivé à une sorte d'équilibre même si, de temps en temps, des blessures se réveillent* ». En revanche, il avoue être préoccupé par les



Benjamin Stora

¹ Mathématicien français et partisan de l'indépendance, il a été arrêté au cours de la bataille d'Alger le 11 juin 1957. Assassiné, son corps n'a jamais été retrouvé.

² Avocat et militant politique algérien. Son assassinat le 23 mars 1957 avait été maquillé en suicide.

³ Cérémonie officielle de commémoration 60 ans après le massacre du 17 octobre 1961 d'Algériens à Paris lors d'une manifestation en bord de Seine. Le Président a dénoncé à cette occasion « des crimes inexcusables pour la République ».

générations qui viennent qui n'ont pas connu cette histoire et « *qui se la réapproprient avec tous les risques de révisionnisme historique que cela suppose* ». Il craint que le temps n'efface pas les blessures et récuse l'idée de présenter des excuses. « *Je vais demander pardon à qui ? À la France ou à l'Algérie ? Je ne veux pas me laisser enfermer dans ce dilemme. Je comprends qu'au niveau des peuples et des États, on puisse poser la question en ces termes. Mais à titre individuel, c'est à chacun d'apporter ses réponses et d'essayer de proposer des solutions* ».



Xavier Driencourt

Xavier Driencourt explique sur ce point comment on est passé en 2005 de la notion de « *mémoire* » à celle de « *repentance* ». Il dénonce celles et ceux qui ont « *instrumentalisé* » ce concept pour en faire « *un fonds de commerce* ». Nathalie Funès souligne à ce titre « *la mémoire vivante de millions de résidents en France qui ont un lien avec l'Algérie, qu'ils soient issus de l'immigration, Franco-Algériens, descendants de pieds-noirs, anciens*

soldats en Algérie, anciens Harkis... ». S'adressant à Benjamin Stora, elle précise que son rapport a été critiqué par l'extrême droite et une partie de la droite. Elle fait notamment référence à la proposition de « *panthéonisation* » de Gisèle Halimi si vivement critiquée que l'Élysée a reculé sur ce point. Elle demande à l'historien comment il explique ces crispations. Pour lui, « *la question franco-algérienne est aussi et surtout une question franco-française* ». Il retrace chronologiquement toutes les grandes étapes de la guerre d'Algérie qui a mobilisé deux millions de jeunes Français au total. Il évoque à ce titre le poids de l'opinion publique française pour en finir avec ce conflit, et l'évolution progressive des positions du Général de Gaulle jusqu'à l'indépendance. Benjamin Stora dessine des lignes de fracture « *qui ne peuvent pas s'effacer du jour au lendemain alors que subsistent encore des non-dits* ». Revenant sur les réactions suscitées par son rapport, il confirme les oppositions vives d'extrême droite, mais souligne aussi le silence des partis politiques de gauche. Il l'explique par un front « *anti Macron* » mais aussi « *parce qu'on ne parle pas de cette question, qu'on ne l'envisage pas* ». S'il est heureux de voir que 15 de ses 22 préconisations ont été réalisées deux ans après la publication de ce rapport, il regrette qu'elles ne résultent pas d'une mobilisation citoyenne.

Un besoin d'apaisement

Rachid Arhab, co-auteur avec Xavier Driencourt du livre « *Quatre Nuances de France* » écrit avec un jeune Franco-Algérien, Karim Bouhassoun, et un jeune Algérien, Nacer Safer, a cherché dans cet ouvrage à montrer ce qui est commun aux deux peuples et ce qui les rapproche. Il donne de nombreux exemples dans le domaine musical. Il a été frappé de voir combien le sujet des relations entre Français et Algériens était au cœur



Rachid Arhab

de scénarios de films et de manuscrits de romans des deux côtés de la Méditerranée. Il évoque aussi les équipes nationales de football du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) constituées majoritairement de binationaux formés en France et qui retournent défendre les couleurs du pays d'origine de leurs parents. Ce processus d'identification constitue pour lui une interrogation. À ce titre, l'ancien membre du CSA souhaite mettre en valeur « *ceux qui créent et non ceux qui détruisent, ceux qui prônent l'apaisement et non ceux qui attisent les querelles* » via son média PLUMM⁴. Une posture qui lui semble essentielle « *compte tenu du climat du pays dans lequel je vis et qui s'avère irrespirable avec une dernière campagne électorale particulièrement nauséabonde* ». Il fustige à ce propos la façon dont des responsables politiques

abordent la question de l'immigration et leurs discours sur la différence fondamentale entre « *Français de souche et Français de branche* ». « *Je trouve ça très inquiétant pour une société qui elle-même est au bord de l'éclatement* ». Xavier Driencourt, synthétisant son parcours professionnel d'ambassadeur en Algérie, précise en quoi sa mission revêtait une dimension de politique intérieure « *On ne parle pas de l'Algérie de la même façon à Paris, Perpignan ou Marseille. À l'heure où les réseaux sociaux guettent, surveillent et amplifient et déforment même toute parole prononcée, mes prédécesseurs et moi-même avons été piégés à plusieurs reprises pour ce que nous avons dit ou pas dit ou l'interprétation de telle ou telle phrase* ». Un dernier exemple qui montre l'exacerbation et les crispations sur le sujet.

« La guerre d'Algérie a été passée sous silence dans ma famille. Mes parents n'ont pas voulu me faire porter cette histoire douloureuse et je les comprends. J'ai fait depuis mes propres recherches. Mais le plus important, c'est de transmettre aux générations qui arrivent les clés pour ne pas retomber dans le schéma actuel qui consiste soit à ignorer complètement la question, soit à la surinvestir ».

Rachid Arhab

⁴ Plateforme sociale 100% vidéo dédiée à la culture populaire autour du bassin méditerranéen

RÉCONCILIATION AVEC L'ALLEMAGNE : UN MODÈLE POUR LA RELATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE ?

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 23 septembre 2022 | 10h30 - 12h00 | Salle Azur



Karima Dirèche, Claus Leggewie et Britta Sandberg

Comparaison n'est pas raison

Après la guerre, la mémoire, différente selon les points de vue, peut constituer un mur entre les peuples. Modifiée ou niée, elle peut être exploitée à des fins politiques. A l'occasion des 60 ans de la fin de la guerre d'Algérie, quelles sont les voies possibles d'un rapprochement entre la France et l'Algérie ? Quel rôle peut jouer la jeunesse des deux pays ? Sur l'exemple du rapprochement franco-allemand, quelles dynamiques peuvent se mettre en place au sein d'un triangle franco-algéro-allemand tourné vers l'avenir ?

Le 60^e anniversaire des Accords d'Evian aura été un sujet important de cette édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Outre le débat Algérie-France : quelle diplomatie pour réconcilier les mémoires ? dont vous pourrez trouver la synthèse pages 76 - 79, un temps fort dédié à la jeunesse a été consacré à la question d'une réconciliation franco-algérienne. Lancée par Britta Sandberg, la discussion a porté sur les difficultés de la France et de l'Algérie

à surmonter leur passé colonial, mais aussi le rôle que peuvent jouer les jeunes de ces deux pays. Claus Leggewie revendique à ce propos une utopie concrète, à savoir « *faire du duo franco-allemand et du binôme franco-algérien un triangle orienté vers l'avenir de la méditerranée* ». Karima Dirèche n'y croit cependant pas. Selon elle, les deux leaders de l'époque Konrad Adenauer et le Général de Gaulle portaient une espérance et un dessein, alors que les

conditions ne sont pas réunies en Algérie pour cette réconciliation avec la France. Idriss Jebari estime que « *l'opinion publique est souvent reléguée à un rôle secondaire dans un projet de ce type alors qu'elle joue en fait un rôle très important, en positif ou en négatif* ». C'est particulièrement le cas entre la France et l'Algérie selon le chercheur universitaire, l'implication de la société civile peut faciliter le rapprochement ou le mettre en échec. Il met en avant le poids émotionnel du sujet, et la volonté ou non de réapprendre à vivre ensemble et à déterminer le futur que l'on souhaite. La réconciliation passe selon lui par la mise en œuvre d'un rapprochement, qui peut prendre la forme d'initiatives culturelles. En prenant appui sur les liens d'amitié entre la ville de Caen et la ville de Würzburg en Allemagne, Claus Leggewie veut croire qu'une résilience est possible à grande échelle. Il cite à ce titre les 250 jumelages entre des communes françaises et allemandes. En revanche, il estime que le duo franco-algérien est complètement stérile et sclérosé sur le plan politique alors que les sociétés civiles des deux pays sont favorables à un rapprochement. Selon lui, la jeunesse algérienne de moins de 30 ans qui représente 54% de la population s'intéresse moins à la guerre franco-algérienne qu'au futur.

S'appuyer sur de bonnes pratiques

Pour Karima Dirèche, il faut une union entre les peuples. Elle liste à cet effet les actions concrètes mises en œuvre dans l'amitié

MODÉRATRICE :

Britta SANDBERG, correspondante politique de DER SPIEGEL pour la France, Cheffe du bureau de Paris

INTERVENANTS :

Karima DIRÈCHE, directrice de recherche à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme Aix-en-Provence

Idriss JEBARI (depuis Londres), chercheur universitaire au Trinity College (Dublin)

Claus LEGGEWIE, politologue et auteur

EN PARTENARIAT AVEC :

OFAJ

franco-allemande et suggère de s'en inspirer pour faire de même entre la France et l'Algérie. Elle cite l'idée des deux pays par la voix de leurs présidents de créer un Office franco-algérien de la jeunesse. Mais très vite, la question de « *l'histoire commune* » est revenue dans les échanges et, avec elle, les sujets sensibles au cœur du débat sur la question mémorielle entre la France et l'Algérie. Cela amène les intervenants à penser qu'il ne faut peut-être pas vouloir à tout prix réconcilier deux pays sur un épisode d'aussi grande violence que la colonisation. Aussi, la convergence mémorielle devrait plutôt être abordée comme une étape pour le futur plutôt qu'un objectif de la réconciliation. Idriss Jebari indique « *que la réconciliation entre la France et l'Allemagne faisait sens car il y a eu ensuite la création de l'Europe* ». Les intervenants ont évoqué les atouts économiques de l'Algérie, en particulier son pétrole qui lui permet d'accroître son poids sur la scène internationale en raison de la crise énergétique actuelle. Ils évoquent aussi les accords avec l'Allemagne pour que cette dernière aide le pays du Maghreb à réussir sa transition énergétique. Claus Leggewie regrette pour sa part que l'Algérie n'ait pas signé la déclaration à l'ONU contre l'invasion russe en Ukraine, une neutralité perçue comme un soutien à Poutine.

A l'arrivée, difficile de voir dans la réconciliation entre la France et l'Allemagne un modèle superposable à celui de la situation entre la France et l'Algérie. Comparaison n'est pas raison, même si les pistes évoquées auraient mérité plus de temps pour être approfondies. Une chose est sûre : les relations entre la France et l'Algérie continueront de faire parler...

« La réconciliation passe par une même approche. Il faut considérer que le passé de l'un est le passé de l'autre ».

Karima Dirèche

RENCONTRE DESSINE-MOI LA PAIX

DES MURS IMMATÉRIELS

Le 24 septembre 2022 | 16h30 - 18h00 | Salle Or



Gabor Pápai, Vladimir Vasak, Denis Lopatin et Hossien Rezaye



Hossien Rezaye



Denis Lopatin et Hossien Rezaye

Dessinateur de presse : un métier à haut risque

Symboles de la liberté d'expression, les dessinateurs de presse ont toujours été une cible de choix pour les pouvoirs autoritaires - politiques ou religieux - qui ne supportent pas la critique et la satire. Partout dans le monde, nombreux sont les dessinateurs qui font les frais de la censure, de la persécution et sont contraints de fuir leur pays quand ils ne sont pas déjà emprisonnés ou, pire encore, assassinés (comme le furent les dessinateurs de Charlie Hebdo en janvier 2015).

Les témoignages des dessinateurs de presse Gábor Pápai (Hongrie), Denis Lopatin (Russie) et Hossien Rezaye (Afghanistan), que *Cartooning for Peace* réunit à l'occasion du Forum Normandie pour la paix, montrent à quel point le métier est fragile autant qu'essentiel pour la démocratie.



Hossien Rezaye

« [...] dans un pays comme l'Afghanistan, le dessin en soi pose déjà problème. »

« Je continue à dessiner mais c'est difficile car je suis loin de mes sources d'inspiration. » (à propos de son exil aux Pays-Bas)

« Quand on appartient à une minorité, il est bien plus difficile de se faire entendre par le monde. Un jour j'ai décidé que chacun de nous devait se faire porte-parole de ceux dont la voix n'est pas entendue. »

Denis Lopatin

« La France doit comprendre qu'elle a raison de rassembler tous les intellectuels du monde chez elle et pas les extrémistes. »

« Les pays démocratiques ne font pas assez, à part quelques caricaturistes enthousiastes. »



Gábor Pápai

« La presse hongroise s'est appauvrie énormément de part et d'autre. [...] En fin de compte, il n'y a plus de presse en Hongrie. »

« Est-ce que j'ai le droit d'entraîner mon journal dans des problèmes ? Parce que c'est le dernier journal indépendant en Hongrie ... »

TAÏWAN, RENONCER À LA PAIX POUR ÉVITER LA GUERRE ?

DES ESPACES CONVOITÉS

Le 23 septembre 2022 | 14h00 · 15h30 | Salle Or



Vincent Grillon, François Wu, Jean-François Di Meglio, Antoine Bondaz et Laurence Defranoux

Un climat de tension persistant

Relatant, en guise d'introduction, toutes les crises qui ont marqué l'histoire de Taïwan, Jean-François Di Meglio estime que l'année sera clé pour l'île située au sud-est de la Chine. Une analyse de l'antagonisme profond, né à la fin de la seconde guerre mondiale, entre Taïwan d'un côté (connu sous le nom officiel de République de Chine), et le continent chinois de l'autre, dirigé par le parti communiste (République Populaire de Chine depuis 1949) est un nécessaire préalable pour comprendre ce

MODÉRATEUR :

Jean-François DI MEGLIO, président d'Asia centre

INTERVENANTS :

François WU, ambassadeur, chef du Bureau de représentation de Taipei en France,

Vincent GRILLON, conseiller en stratégie et analyste senior Asie de l'Est pour AESMA

Antoine BONDAZ, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique

Laurence DEFRANOUX, journaliste Asie, Libération

EN PARTENARIAT AVEC :

Asia Centre

débat. L'île a toujours revendiqué son indépendance alors que la Chine communiste a toujours souhaité l'annexer, générant des tensions persistantes depuis. Plus largement, les provocations rhétoriques et militaires croissantes de la Chine mettent en péril la paix et la stabilité sur la région indopacifique observe Joseph Wu. « *Exercices militaires, cybers attaques, campagnes de désinformation, étau économique... L'agressivité actuelle de la Chine constitue une grave menace pour le statu quo et la sécurité dans le détroit de Taïwan. Elle peut dégénérer en une guerre qui aura des répercussions mondiales* ». En plus des drames humains qu'une telle situation engendrerait sur une île de 23 millions d'habitants, le modérateur de ce débat détaille ses enjeux économiques. Taïwan, pays à la pointe de la technologie, produit plus de 80% des semi-conducteurs les plus avancés dans le monde. « *Si une guerre éclate à Taïwan, ni les portables, ni les machines à laver, ni les voitures électriques ne fonctionneront durablement. Les usines du monde entier s'arrêteront également* » prévient-il. La situation inquiète

la communauté internationale, le Parlement européen ayant adopté récemment une résolution sur la situation du détroit de Taïwan. L'ambassadeur souligne également que la dernière session de l'assemblée générale des Nations unies a abordé largement les crises interconnectées et a appelé à trouver des solutions communes grâce à la solidarité internationale. Rappelant que Taïwan a été le premier pays à vouloir alerter l'OMS en décembre 2019 sur la situation sanitaire anormale de la Chine et qu'il a fait partie des premiers à envoyer des masques en Europe, Joseph Wu insiste sur « *la volonté de Taïwan de s'intégrer internationalement et de vouloir contribuer au développement durable de ce monde* ». Brimé et menacé par le régime autoritaire de la Chine, Taïwan montre à ce titre de l'empathie pour l'Ukraine et son peuple dont il suit intensément l'actualité. Dès les premières phases du conflit, Taïwan a condamné l'intervention russe et participé à une aide matérielle et financière d'environ 45 millions de dollars en faveur de l'Ukraine. Certains estiment à ce propos que la résistance ukrainienne a peut-être freiné les ardeurs du Président Chinois dans son désir d'envahir Taïwan...

« En tant que pays démocratique en première ligne de la résistance à l'autoritarisme, la bravoure et la ténacité des Ukrainiens sont une source d'inspiration pour Taïwan ».

François Wu

La capacité à résister

Antoine Bondaz détaille pour sa part le concept « *d'une seule Chine* » interprété différemment selon que l'on se trouve en Europe ou en Chine. Il développe l'idée que les Occidentaux reconnaissent le pouvoir Chinois et nouent des relations diplomatiques avec Pékin tout en développant des coopérations avec Taïwan. En revanche,



Vincent Grillon

les autorités chinoises considèrent que Taïwan fait partie d'une Chine unifiée, ce qui n'a jamais été le cas en réalité. Il précise que « *la récente pression chinoise n'est pas nouvelle mais qu'elle s'accroît sur le plan politique, militaire et économique depuis l'arrivée au pouvoir de la Présidente Tsai Ing-wen, réélue en 2020. Pékin cherche donc à prendre le contrôle de Taïwan pour des raisons historiques, stratégiques et enfin idéologiques* ». D'après lui, la société taïwanaise est probablement celle avec laquelle les Européens, en Asie, ont le plus de points communs pour son caractère progressiste. Sur le plan historique, Vincent Grillon note que si Taïwan sous l'ère Tsai Ing-wen avait une volonté de reconquête, elle ne pense aujourd'hui qu'à se défendre. Un secteur pour lequel elle n'est pas démunie. « *Taïwan est en capacité de produire un avion de combat ou de concevoir depuis ses chantiers navals des bâtiments de style corvette lance-missiles adaptés à ses besoins* ». Sur la base d'arguments militaires détaillées, il récuse l'idée selon laquelle la Chine envahirait facilement Taïwan. Pour lui, fort de ses technologies, sa population préparée au pire et sa géographie comprenant 286 montagnes de plus de 3 000 mètres, Taïwan peut résister, « *sans parler d'un éventuel renfort des Américains, voire des Japonais ou d'autres pays riverains* »...



François Wu Et Jean-François Di Meglio

La proposition de dupe de la Chine à Taïwan

Florence Defranoux revient, pour sa part, à l'idée de paix, en expliquant qu'une solution pacifique baptisée « *Un pays, deux systèmes* » est proposée par Pékin à Taïwan sur le modèle de Hong Kong. Théorisé à la fin des années 90, au moment de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, ce dispositif repose sur la promesse du parti communiste chinois de conserver Hong Kong pendant 50 ans tout en lui garantissant des libertés fondamentales : indépendance de la justice, de la police et de l'éducation, liberté de la presse... choses inconnues dans l'empire du Milieu et qui se réduisent plus que jamais depuis 10 ans. Or, cette proposition constitue un véritable repoussoir puisque la Chine continentale intervient de plus en plus dans les affaires intérieures de Hong Kong : suppression des libraires, pression de Pékin sur les partis démocratiques indépendantistes, disqualifications d'élus hongkongais, etc. La journaliste de Libération précise que, depuis 2019, une loi sur l'extradition est discutée à Hong Kong. Elle permettrait à n'importe quel Hongkongais d'être envoyé de force en Chine si cette dernière le réclamait. Taïwan, comme le reste du monde, a vu les images de la violente répression chinoise à Hong Kong en 2020 et le climat de terreur qui s'est ensuivi : directeurs de presse arrêtés, journaux fermés, manifestants emprisonnés. « *La justice à Hong Kong placée sous l'autorité de Pékin n'est qu'une mascarade* » précise-t-elle, décrivant un état de psychose chinoise que l'on pourrait qualifier

de pathologique. Elle dénonce, en effet, la condamnation d'un orthophoniste à plus d'un an de prison au motif d'avoir utilisé, à titre professionnel, un dessin représentant des moutons et des loups. Les juges locaux, sous l'emprise chinoise, y ont vu une parabole dangereuse, les moutons représentant des manifestants et les loups la police ! On comprend, de fait, le refus de ce système par Taïwan. Florence Defranoux cite, à ce titre, l'ambassadeur de Chine en France qui a déclaré à des médias : « *il faut rééduquer les Taïwanais qui ne pensent pas correctement, car la population est endoctrinée et intoxiquée. Il faut éliminer la pensée séparatiste et la théorie sécessionniste* ». Des propos repris par le compte Twitter de l'ambassade de Chine, autrement dit, validés par les hautes autorités chinoises, qui n'augurent rien de bon dans les relations entre la Chine et Taïwan...

REPÈRES

▶ **Aux antipodes.** L'île de Taïwan est une terre de contraste par rapport à la Chine communiste voisine, sur le plan économique mais aussi politique. C'est un État démocratique avec la première présidente du monde sinophone élue en 2016 : Tsai Ing-wen.

▶ **Formose.** Ancien nom de l'île de Taïwan issu de la colonisation, ce vocable proviendrait de « *Ilha formosa* », qui, en portugais, signifie « belle île ». L'occasion de préciser, comme l'on fait les intervenants du débat, que ce territoire, pourtant revendiqué par la Chine, ne lui a jamais appartenu.

▶ **Le Miracle taiwanais.** Cette expression relate l'industrialisation rapide de l'île et sa croissance fulgurante durant la seconde moitié du 20e siècle. Dès les années 1990, Taïwan est considérée comme un pays développé. Aujourd'hui, c'est un État dont le niveau de développement économique, social et humain n'a rien à envier à l'Europe. Son PIB est estimé à 850 milliards de dollars en 2022, ce qui la classe au 21e rang juste derrière la Suisse et devant la Turquie ou la Suède.

ESPACE : CONVOITISES À L'INFINI ?

DES ESPACES CONVOITÉS

Le 24 septembre 2022 | 14h30 - 16h00 | Salle Nacre



Thomas Delage, Chloé Duffort, Pascal Legai et Xavier Pasca

La mise sur orbite de nouveaux marchés

Thomas Delage explore la scène spatiale internationale qui a longtemps été marquée par la compétition entre l'Union soviétique et les États-Unis, dont la rivalité spatiale ne se limite plus seulement aujourd'hui à une question de prestige. Le fait marquant porte surtout sur l'arrivée d'un nombre croissant de nouveaux acteurs sur le marché spatial dont les en-

jeux concernent à la fois des applications de défense et/ou des applications civiles. Le modérateur indique ainsi que la part du spatial dans l'économie mondiale pourrait s'élever rapidement à 2 700 milliards de dollars par an, contre environ 350 milliards aujourd'hui. « *Allons-nous vers un nouveau Far West de l'espace où le premier arrivé serait le premier servi ?* » s'interroge-t-il, rappelant qu'en 2015, le président Obama promulguait le Space Act qui autorise les citoyens américains engagés dans la récupération de ressources spatiales « *à se prévaloir de leur possession, leur propriété, leur transport, leur utilisation et leur vente* ».

MODÉRATEUR :

Thomas DELAGE, rédacteur en charge de la coordination pour les Grands Dossiers, Diplomatie Magazine

INTERVENANTS :

Chloé DUFFORT, doctorante en droit des conflits armés à l'Université de Bordeaux et à l'Université Laval, Québec City (Canada)

Pascal LEGAI, conseiller Principal pour l'Agence Spatiale Européenne

Xavier PASCAU, directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique

EN PARTENARIAT AVEC :

Diplomatie Magazine

Une nouvelle ère

Xavier Pascau confirme un changement d'ère et d'aire, orchestré autour de trois grands domaines d'activités spatiales : l'exploration, la mise sur orbite de satellites (dont le nombre a été multiplié par 7,5 en l'espace de quelques années) et enfin le

militaire (ce qui crée une situation géopolitique nouvelle dans l'espace). Pour lui, le rapprochement du spatial et du monde des technologies de l'information, du digital et du numérique a été un déclencheur. D'ailleurs, la majorité des satellites de l'orbite basse concerne les télécommunications, lesquelles sont destinées à répondre à la consommation croissante d'informations, de bandes passantes et de flux de données. L'arrivée de nouveaux pionniers avec leurs ressources propres change aussi la donne, citant la puissance financière en dizaine de milliards de dollars de Amazon, Microsoft, Google ou Alibaba. « *Cet afflux d'argent est mis à profit par les gouvernements pour servir de relais aux programmes qu'ils ont eux-mêmes lancés* » indique-t-il. Le directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique décrypte les changements stratégiques opérés au cours des dernières décennies. Il compare d'ailleurs l'espace à la fibre qui devient désormais plus un moyen qu'une finalité, ce qui laisse à penser qu'on va vers une industrialisation du spatial. La géopolitique n'est cependant pas absente du jeu, comme le rappelle Xavier Pascau qui précise que les velléités de la Chine en la matière participent aussi à ce regain d'intérêt. Il expose à ce titre les divergences des présidents Bush, Obama et Trump sur cette question, alors que la Russie et l'Europe sont plutôt en retrait aujourd'hui.

« Avant, les satellites étaient conçus sur-mesure, coûtaient très cher et étaient propulsés pour répondre à une mission spécifique. Aujourd'hui, ils sont fabriqués à la chaîne, sont meilleurs marchés et se veulent multi-usages ».

Xavier Pascau

Le défi Artemis

Pascal Legai reconnaît que les États-Unis prennent plus de risque que les Européens en termes de mise sur orbite des systèmes et de lancement de fusées. Il détaille à ce titre le programme Artemis¹ de la NASA « *qui prévoit d'installer une présence continue ou presque sur la Lune, étape intermédiaire avant un éventuel vol habité sur Mars* ». Il liste les difficultés d'un tel exercice qui va prendre des années pour déployer ce défi humain et technologique. « *Le voyage, c'est 6 mois pour y aller, 6 mois pour revenir, plus le temps de présence sur cette planète pour faire des expériences. Est-ce que l'équipage qui partira vers Mars aura les capacités physiologiques et psychologiques pour assumer un tel challenge ?* ». Il aborde le volet financier d'un tel dessein qui, s'il arrivait à terme, représenterait une enveloppe de plusieurs centaines de milliards. Pour donner un petit ordre de grandeur, il calcule que la station spatiale internationale qui a commencé à fonctionner en 1998 a coûté à ce jour 115 milliards de dollars. La solution consisterait à passer des coopérations internationales, comme l'ont fait ou s'approprient à le faire de nombreux pays : Ukraine, Corée du Sud, Nouvelle Zélande, Arabie Saoudite, Brésil, Pologne, Mexique, Israël, Roumanie, France... Pascal Legai évoque aussi le cadre légal de cette mission, qui pourrait être contraire au traité

¹ Ce projet doit déboucher sur la création d'un poste permanent sur la Lune qui permettra de mettre au point les équipements et procédures à mettre en œuvre au cours des futures missions avec équipage à la surface de la planète Mars.



Chloé Duffort

© Nicolas Braquedis

de l'Espace de 1967 et au traité sur la Lune et l'exploitation des corps célestes de 1979.

Une forme de no man's land

Chloé Duffort précise à ce sujet que le droit de l'espace a été créé dans les années 1960 à l'époque de la guerre froide. Ses fondements étaient basés sur une vision pacifique avec l'objectif principal d'éviter la nucléarisation de l'espace entre l'URSS et les États-Unis. Le traité de 1967 interdit donc essentiellement l'utilisation ou le placement d'armes nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique. Dans ces conditions, le programme Artemis ne s'inscrit pas en contradiction du droit international. En revanche, selon la juriste, ce n'est pas parce qu'il y a un principe de libre accès et de liberté dans l'espace qu'il ne peut pas être source de conflits. D'où la nécessité selon elle d'encadrer cette nouvelle conquête. Chloé Duffort explique qu'au sein de l'ONU, le groupe *the open-ended working group on reducing space threats* élabore des normes de comportement responsable dans l'espace. Elle indique qu'il est compliqué mais essentiel d'avoir des définitions et des référentiels communs sur le sujet car il induit des paramètres politiques et sécuritaires sous-jacents. Elle relate ainsi la difficulté de s'entendre au plan international sur la notion « *d'arme spatiale* », ce qui engendre des blocages au risque « *de voir le droit avoir encore une guerre de retard* ». Pour autant, elle a bon espoir que les États négocient de bonne foi et qu'on puisse aboutir à la création de normes de comportements, comme cela existe pour le cyberspatial ou pour les opérations en haute mer.

Arguties juridiques

Pascal Legai souhaite faire la distinction entre « *militarisation et arsenalisation de l'espace* ». Dans le premier cas, on utilise des satellites à des fins militaires au sol pour appuyer des opérations militaires. Dans le second, on met en orbite autour de la terre des armes de formes diverses. Il est difficile aujourd'hui selon lui de définir précisément

ce qu'est une arme dans l'espace, condition sine qua non pour caractériser une agression, en sachant qu'il faudra ensuite déterminer si elle est volontaire ou non. Se pose aussi la notion de territorialité puisque l'espace extra-atmosphérique n'appartient à personne, excluant ainsi toute notion de violation d'un espace privé. Chloé Duffort précise, selon la charte des Nations unies, « *qu'il y a agression quand il y a usage de la force et que l'usage de la force n'est pas forcément lié à une arme* ». Pour elle, le droit de l'espace se situe dans une zone grise sachant qu'on ne peut pas encore parler d'acte hostile au sens du droit des conflits armés. Pascal Legai rebondit sur ce thème en expliquant que la plupart des activités spatiales ont une vocation duale qui peut servir les intérêts civils et militaires. La mise en place d'un commandement de l'espace dans de nombreux pays dont la France est révélatrice pour le Conseiller Principal pour l'Agence Spatiale Européenne « *de la prise de conscience qu'une guerre potentielle pourrait se passer dans l'espace* ».

« La communauté internationale a pris conscience de ce risque et des réflexions sont organisées au sein des Nations unies pour faire en sorte que le droit international soit en adéquation avec notre époque et avec les applications spatiales de notre temps ».

Chloé DUFFORT

ARCTIQUE : LA GUERRE DES GLACES

DES ESPACES CONVOITÉS

Le 24 septembre 2022 | 14h30 - 16h00 | Salle Or



Lydia Ben Ytzhak, Lars-Anders Baer, Olivier Faury et Nicolas Escash

Question brûlante, perspectives glaçantes

Lydia Ben Ytzhak plante le décor de ce débat en expliquant que le réchauffement climatique menace une partie de la planète. L'Arctique risque en effet de disparaître à terme. Alors que cette partie du globe n'autorisait le passage maritime d'un océan à un autre que quelques jours par an, la fonte des glaces change la donne. Elle annonce que d'ici 15 à 60 ans, « ces zones vont être de plus en plus faciles à atteindre et sur des durées de plus en plus longues au cours de l'année, ce qui va avoir des conséquences sur la

biodiversité du site et ses peuples autochtones ». Selon la journaliste, cette situation suscite de multiples convoitises puisqu'elle ouvre la voie à de nouvelles activités, dont la pêche industrielle et le transport maritime. Des propos confirmés par Una Jóhannsdóttir. Cette dernière explique que la région arctique, qui compte près de 4 millions d'habitants, est confrontée à des défis environnementaux et des pressions politiques en lien avec le changement climatique. Elle souligne à ce titre que l'augmentation de la température est localement trois fois plus importante que dans d'autres régions du monde. Elle reconnaît que la fonte des glaciers attise les opportunités économiques, ce qui impose de garantir la gestion durable des ressources de la région entourant le pôle Nord. Elle précise que ces nouvelles réalités sécuritaires et stratégiques imposent de trouver un équilibre entre les États arctiques et les parties prenantes extérieures. La représentante de l'ambassade d'Islande en France souligne le dialogue international transversal opéré à ce sujet via le Conseil de l'Arctique qui regroupe huit pays (Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie, Suède) plus six organisa-

MODÉRATRICE :

Lydia BEN YTZHAK, Journaliste, France Culture

INTERVENANTS :

Nicolas ESCASH, directeur du Campus de Caen (Sciences Po Rennes), géographe

Olivier FAURY, professeur associé en logistique et transport international à l'EM Normandie

Lars-Anders BAER, conseiller, Parlement Sami de Finlande

Roberto RIVAS HERMANN, professeur associé au Centre for High North Logistics, Nord University (Bodø, Norvège)

Una JÓHANNSDÓTTIR, cheffe de mission adjointe à l'ambassade d'Islande en France

EN PARTENARIAT AVEC :

Ville de Caen

tions de peuples autochtones. « *Même s'il ne s'agit pas d'une entité internationalement reconnue, ce forum intergouvernemental de coopération est important car il promeut la protection environnementale et le développement durable de l'Arctique* ».

« Les phénomènes climatiques se multiplient en Arctique, avec, encore récemment, une tempête énorme en Alaska de l'Ouest qui a causé de nombreux dommages et sévèrement impacté les communautés qui y vivent ».

Una Jóhannsdóttir

Entre fantasme et réalité

Nicolas Escash fait la part des choses entre les promesses, rêves et fantasmes autour de l'Arctique et ses réalités actuelles. « *L'Arctique cristallise beaucoup de trop-dits, de mal-dits, de non-dits. On a ciblé certains enjeux au détriment d'autres, dont la route maritime du Nord qui, d'un seul coup, permettrait d'aller plus rapidement d'un bout à l'autre de la planète en évitant les goulets d'étranglement et la piraterie. Or, si elle fait parler, cette route ne représente qu'un trafic encore limité* ». Il évoque aussi l'exploitation des hydrocarbures, puisque l'Arctique constitue un espace de réserve de gaz, de pétrole et de métaux rares. Il informe ainsi que la seule péninsule de Yamal située en Arctique peut assurer 15 % de l'approvisionnement GNL (gaz naturel liquéfié) au monde. Ce potentiel exacerbe l'intérêt de la Russie mais pose de fait la question des relations avec les populations autochtones. Néanmoins, la politique peut encore freiner les ardeurs. Le nouveau gouvernement du Groenland a ainsi pris des mesures fortes en 2021 en interdisant sur son territoire l'exploitation du pétrole, de l'uranium et des métaux rares. Nicolas Escash explique aussi l'attrait pour l'Arctique d'un point de vue militaire. Cette région représente en effet



un axe privilégié pour surveiller les navires militaires entre le Groenland, l'Islande et la Grande Bretagne. « *Cette zone stratégique permet d'atteindre toutes les parties du monde en utilisant la circonférence terrestre de manière assez rapide* » précise-t-il. Il détaille enfin les luttes d'influence entre les États-Unis et la Chine qui dépassent la question des hydrocarbures. En l'écoutant, on comprend que l'enjeu porte sur la mainmise de territoires inexploités à ce jour, qui constituent un potentiel eldorado aux yeux des grandes puissances. Ce qui explique leurs investissements dans un certain nombre de villes arctiques en termes de promotion immobilière, d'universités, de télécommunications, d'aéroports, etc. Le géographe estime que ces enjeux recèlent une part de fantasme car les incertitudes climatiques, politiques et économiques sont nombreuses. Ce rêve se confronte en outre à des réalités physiques complexes. Il donne ainsi l'exemple concret des glaciers pourvoyeurs d'icebergs qui, selon les courants, risquent de boucher localement un certain nombre de ports.

De la Finlande aux peuples du Pacifique

Lars-Anders Baer témoigne que les hivers sont de plus en plus chauds en Finlande avec des précipitations récurrentes en lieu et place de la neige, ce qui est un phénomène récent. La pluie se transforme ensuite en glace, ce qui a des conséquences sur les activités traditionnelles du pays. Ces dernières subissent le bouleversement de l'éco-

nomie de marché. Il explique que la zone arctique a été colonisée très tardivement en raison du climat trop difficile. Il relate en outre la présence d'entreprises chinoises à la recherche de gaz et de pétrole, mais aussi d'explorations pour trouver des métaux rares, ce qui l'inquiète fortement, d'autant plus que ces actions ne sont pas toujours effectuées dans le respect de l'état de droit. Le peuple autochtone Sami de Finlande revendique des droits sur les terres alors que les gouvernements estiment qu'ils ont le loisir d'exploiter ces ressources au nom des États-nations. Il confirme aussi que des puissances comme la Chine s'immiscent dans l'économie locale, cherchant par cet ancrage à prendre possession de certaines zones désormais exploitables du fait du réchauffement climatique. Lars-Anders Baer appelle à une mobilisation internationale encore plus forte car la problématique ne concerne pas que l'Arctique, puisque la fonte des glaces impacte également des peuples du Pacifique qui voient la montée inexorable de leurs eaux côtières. Il s'estime à ce titre plutôt heureux de bénéficier dans les pays scandinaves de systèmes éducatif et de santé efficaces, contrairement à la majorité des peuples autochtones qui se trouvent au Brésil, en Afrique ou en Asie.

La problématique du fret maritime

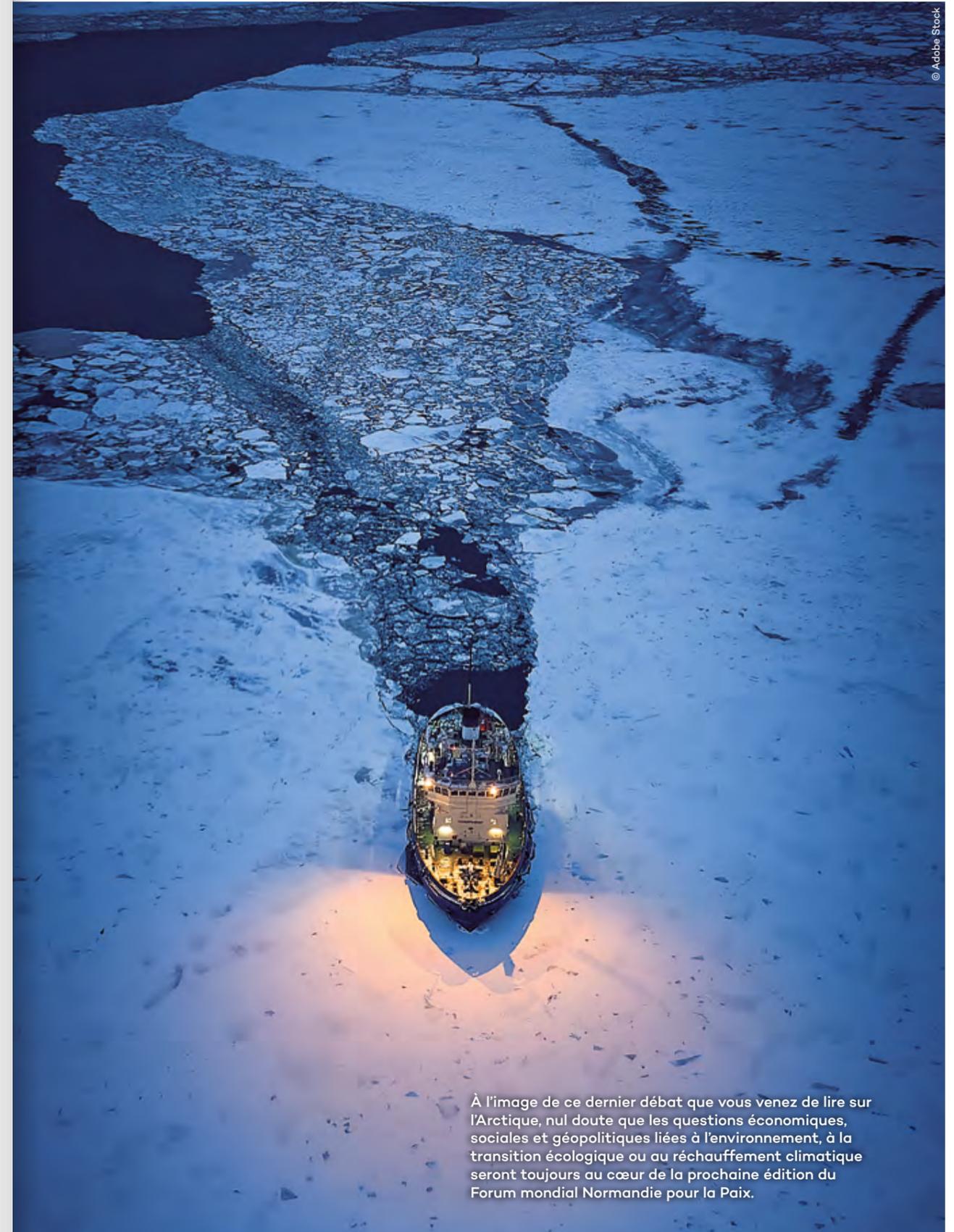
Roberto Rivas Hermann s'intéresse quant à lui aux trois routes maritimes en Arctique. Il évoque principalement celle du Nord qui constitue la partie principale du passage du Nord-Est. Elle emprunte la mer de Behrens et relie l'océan Atlantique à l'océan Pacifique en longeant la côte Nord de la Russie. Ce tracé permet l'économie d'une dizaine de jours par rapport au trajet maritime habituel entre Rotterdam et Shanghaï via le Canal de Suez. Pour autant, il n'est pas plus économique pour les armateurs car il génère des coûts additionnels. Olivier Faury estime pour sa part à 40 % le gain de cette voie en distance par rapport au passage du Canal de Suez mais reconnaît que le coût du transport est plus élevé puisqu'il nécessite des navires sophistiqués capables de

résister à des pressions de glace. Il précise d'ailleurs que « *les difficultés du transport maritime dans les eaux arctiques ont une incidence sur la rentabilité du fret puisque vous savez quand vous partez, pas forcément quand vous arriverez !* ». Ce qui fait dire à Nicolas Escash que cette route maritime, si elle est bien dans les esprits, reste encore embryonnaire pour des raisons économiques. D'une superficie égale à la moitié de l'UE, le Groenland ne compte que 50 000 habitants seulement. Pourtant, selon Nicolas Escash, son urbanisation devient de plus en plus prégnante et génère des conflits d'usage.

En conclusion, au-delà des questions économiques et énergétiques, il tient à rappeler que l'Arctique participe à la mémoire de l'humanité. Il cite à cet effet un extrait d'un texte d'Émile Poivet sur le pergélisol, c'est-à-dire le sol gelé en permanence et absolument imperméable des régions arctiques : « *Avec la roche et la terre, le pergélisol est le troisième support de mémoire de l'activité terrestre (...). Les régions polaires sont des archives de la connaissance relatives à notre planète. En ce sens, le réchauffement climatique ne menace pas seulement notre avenir mais aussi, dans une certaine mesure, notre passé. Le savoir conservé dans l'archive de glace pourrait nous éclairer sur les causes historiques et profondes du changement climatique* ».

« Le changement climatique agit sur nos écosystèmes mais touche aussi les racines de notre propre histoire et de notre humanité qui disparaissent en fumée ».

Nicolas Escash



© Adobe Stock

À l'image de ce dernier débat que vous venez de lire sur l'Arctique, nul doute que les questions économiques, sociales et géopolitiques liées à l'environnement, à la transition écologique ou au réchauffement climatique seront toujours au cœur de la prochaine édition du Forum mondial Normandie pour la Paix.

FAIRE LA PAIX AVEC LA TERRE

Le 24 septembre 2022 | 14h30 - 16h00 | Salle Guillaume



Tony Oposa



Nicole Ann Ponce, Antonio Oposa, Emilie Gaillard et Ben Boer

Rendre justice à l'environnement

Sous la direction de Tony Oposa, titulaire de la Chaire Normandie pour la Paix, un atelier intitulé « Faire la paix avec la Terre : l'approche transculturelle et transgénérationnelle des droits » a été organisé. Au moment où le Programme des Nations unies a publié un rapport sur la nécessité de faire la paix avec la nature et où l'ONU vient de voter dans deux instances différentes un droit à un environnement propre, sain et durable, le temps est venu de souligner la nécessité d'une approche transculturelle et transgénérationnelle des droits.

La Chaire d'excellence CNRS Normandie pour la Paix met en avant le mouvement des Good Stories, les pétitions pour la préservation de preuves, l'initiative mondiale de la jeunesse visant à saisir la Cour Internationale de Justice d'un avis consultatif sur la justice climatique. Cet atelier a également souligné la nécessité de protéger les droits des défenseurs environnementaux. La session a été présidée par la coordinatrice générale de la Chaire Normandie pour la Paix, Emilie Gaillard, et a débuté par une présentation de Tony Oposa. Il a présenté le mouvement Good Stories et l'objectif de la Chaire d'aider à changer le récit et à mobiliser des actions positives. Il a également présenté pour la première fois l'initiative du Parc Marin Asiatique pour la Paix : une pétition du peuple, aux Nations unies pour que les nations s'unissent.



La question du droit à la défense de l'environnement a été au cœur de cet atelier.

FAIRE LA PAIX
AVEC LA TERRE

MODÉRATRICE :

Emilie GAILLARD, maître de conférences

INTERVENANTS :

Antonio OPPOSA, titulaire de la Chaire Normandie pour la Paix, avocat spécialiste du droit de l'environnement.

Nicholas ROBINSON, membre de la Chaire Normandie pour la Paix, professeur de droit de l'environnement

David BOYD, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'Homme et l'environnement

Nicole ANN PONCE, avocate défenseuse des droits de l'homme

Ben BOEER, avocat défenseur des droits de l'homme

Durwood ZAEKKE, fondateur et le président de l'Institut pour la gouvernance et le développement durable (IGSD) à Washington, DC et Paris

Pascal BULEON, directeur de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines, Université de Caen Normandie

EN PARTENARIAT AVEC :

Chaire Normandie pour la Paix

Ben Boer, professeur émérite de droit de l'environnement, membre de l'Académie australienne de droit, a ensuite parlé de la protection des défenseurs des Droits de l'Homme environnementaux en Asie-Pacifique, une nécessité historique illustrant les liens étroits entre le droit de l'environnement et les Droits de l'Homme. Il a lié cela à son expérience de travail sur un projet pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), enquêtant sur la situation critique des défenseurs environnementaux en matière d'environnement en se concentrant sur 10 pays, en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et dans la région insulaire du Pacifique.

Nicole Ann Ponce, a présenté le mouvement *I am Climate Justice* et le *World's Youth for Climate Justice* (WYCJ). Elle est membre fondatrice de cette organisation qui met en lumière l'action de jeunes du monde entier afin de saisir la Cour internationale de justice. Elle a expliqué que le mouvement cherche à donner, aux jeunes et aux per-

sonnes partageant les mêmes idées, les moyens d'utiliser le rôle de la Cour, en tant que gardienne de l'état de droit au niveau international, pour influencer et convaincre les États à faire face à la crise climatique. Pas par la force, mais sur la base d'intérêts mutuels et de valeurs partagées. C'est le genre de changement réel et transformateur dont nous avons besoin pour parvenir à la justice climatique.

Le débat s'est terminé avec l'intervention de Durwood Zaelke, fondateur et président de l'Institute for Governance and Sustainable Development, Washington DC et Paris, Université de Californie, Santa Barbara. Il a présenté le Protocole de Montréal et l'importance de réduire les super polluants climatiques à courte durée de vie afin de freiner le rythme du changement climatique.

LES RÉALISATIONS

AGIR POUR LA PAIX

NORMANDIE P4

Page 97

MANIFESTE NORMANDIE POUR LA PAIX

Page 98

LE SÉMINAIRE SUR LA RUSSIE

Page 99

L'INDICE NORMANDIE 2022

Page 99

UN VILLAGE POUR LA PAIX

Page 100

LES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX

Page 102

LE PLATEAU

NORMANDIE POUR LA PAIX

Les grandes actions à retenir

Co-animé par François-Xavier Priollaud, vice-président de la Région Normandie et Frédérique Bedos, fondatrice de l'ONG le Projet Imagine, le plateau Normandie pour la Paix a permis de présenter les grandes actions menées par la Région et ses partenaires dans le cadre du programme permanent Normandie pour la Paix :

- Le Manifeste Normandie pour la Paix
- L'Indice Normandie pour la Paix du Parlement
- Le fond d'urgence ACTED / Normandie
- Ukraine : l'élan de solidarité des collectivités locales françaises
- La Coopération Normandie / Madagascar
- La remise de la Colombe Normandie pour la Paix
- Deux sculptures pour la paix : Mursmûrs et Vitae
- Les parlementaires pour la paix
- Le prix Bayeux
- Docs up Fund : un fond pour la production de documentaires pour la défense des droits humains
- Un mur, des murs, pour quoi faire ? » une série inédite de l'INA



ZOOM SUR

NORMANDIE P4

Le désarmement nucléaire en tête

La Région Normandie, en partenariat avec le think tank indien Strategic Foresight Group et le Geneva Center for Security Policy, a organisé une table ronde internationale sur les enjeux mondiaux de sécurité.

Afin de faire avancer les idées du Manifeste Normandie pour la Paix au sein des États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'initiative « Normandie P4 » a réuni des experts influents français, britanniques, américains et chinois afin de relever les défis à long terme du désarmement nucléaire et de la réduction des risques liés aux armes de destruction massive pour la civilisation humaine.

Plus de dialogue au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU

La table-ronde a déploré la grave dégradation du dialogue entre les cinq puissances du Conseil de Sécurité de l'ONU, alors que l'usage de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies dans les armes nucléaires devraient urgentement faire l'objet d'échanges. Les participants ont en effet estimé essentiel que le facteur humain reste un facteur de contrôle dans la décision d'un lancement d'une arme de destruction massive. Ils recommandent notamment que les chercheurs et les décideurs politiques travaillent à accroître le temps de décision dans la gestion des conflits et à réduire l'usage de l'automatisation. De plus, la communauté internationale doit faire avancer la transparence et la réglementation sur les Systèmes d'armes létales autonomes. Enfin, le désarmement et la



non-prolifération doivent trouver un nouveau souffle à travers la négociation de nouveaux traités forts pour la réduction du risque.

De nouveaux rendez-vous au programme

Face à l'urgence de ces enjeux, les participants de la table-ronde ont jugé important que d'autres sessions de ce type aient lieu dans le futur.

Manifeste Normandie pour la Paix

Le Manifeste Normandie pour la Paix est une initiative du Strategic Foresight Group et de la Région Normandie inspiré du Manifeste Russel-Einstein de 1955. Alors en pleine guerre froide, le mathématicien Bertrand Russel et le physicien Albert Einstein publiaient un plaidoyer mettant en lumière les dangers engendrés par les armes nucléaires. Soutenus par plusieurs scientifiques de renom, ils appelaient à rechercher des solutions pacifiques aux conflits internationaux en interpellant les consciences par la question suivante : « *Allons-nous mettre fin à la race humaine, ou l'humanité renoncera-t-elle à la guerre ?* ». Face aux nouvelles menaces pesant sur l'humanité dans un monde toujours plus incertain, cette question reste malheureusement d'actualité.

En 2019, Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018, Leymah Gbowee, Prix Nobel de la Paix 2011, Mohamed ElBaradei, Prix Nobel de la Paix 2005, Jody Williams, Prix Nobel de la Paix 1997,

Anthony Grayling, philosophe, et Sundeep Waslekar, Président du Strategic Foresight Group, ont pris la plume pour rédiger le Manifeste Normandie pour la Paix et appeler chacun à agir pour une paix durable, des citoyens aux représentants de la société civile et des gouvernements.

En effet, le Manifeste souligne que la guerre relève d'un choix. Si les hommes et les femmes, partout à travers le monde, prennent conscience de leur commune humanité, ils prendront la bonne décision, celle de coopérer à un monde meilleur.

« C'est notre responsabilité de vous dire que nous avons une grande menace devant nous et qu'il nous faut changer de chemin ».

Mohamed ElBaradei



© Noémie Berthet

LE SÉMINAIRE SUR LA RUSSIE

AVEC LE COLLÈGE DES BERNARDINS

La Région Normandie a accueilli un séminaire organisé par le Collège des Bernardins, avec l'appui du Service de Recherche du Parlement Européen, qui a rassemblé des représentants de l'opposition démocratique russe, des intellectuels de l'ancien espace soviétique et des spécialistes européens de la Russie. A l'issue de leurs échanges, outre la condamnation de la guerre de l'Etat russe contre l'Ukraine, les participants du séminaire se sont accordés sur plusieurs points majeurs pour définir une voie vers la démocratisation de la Russie. Pour cela, ils ont analysé l'échec de la transition démocratique dans les années 90 depuis ses causes, notamment l'absence de jugement des crimes des régimes russes et soviétiques des 20^e et 21^e siècle, à ses conséquences, notamment les attaques par la Russie des Etats voisins.

Aussi, ils affirment que la construction d'une démocratie durable en Russie passe par donner les moyens pour une justice mémorielle sur les crimes passés et une réconciliation entre Russes et avec les autres nations, notamment européennes. Ils ont également dessiné les premières étapes pour un nouvel Etat de droit en Russie, notamment par une réelle séparation des pouvoirs, un rééquilibrage vers les institutions parlementaires et une décentralisation de l'Etat.

Pour les participants du séminaire, il ne s'agit là que du débat du combat pour la démocratisation de la Russie. Ils se réuniront à nouveau pour répondre à ce défi et travaillent déjà à faire connaître leurs conclusions à de futurs soutiens en Russie et en Europe.

L'INDICE NORMANDIE 2022

Publié pour la première fois en juin 2019 à l'occasion du Forum mondial Normandie pour la Paix, l'indice Normandie du Parlement européen, conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen et développé par l'Institute for Economics and Peace, permet de mesurer chaque année, sur des bases scientifiques, la conflictualité à l'échelle de la planète, pays par pays. Il se base sur onze facteurs de menaces définies dans la Stratégie globale de l'Union européenne : changement climatique, cybersécurité, processus démocratique, crises économiques, insécurité énergétique, États fragiles, homicides, désinformation, terrorisme, conflits violents, armes de destruction massive. Il étudie aujourd'hui 136 pays et une plateforme interactive ouverte à tous permet de comparer le niveau de menaces par zone géographique ou dans le temps.

Dans sa préface de l'Indice 2022, la Présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, résume ainsi les enseignements de la 4^e édition de l'Indice Normandie :

« L'indice Normandie révèle certains points de faiblesse et points critiques, mais il dé-

montre également une évolution positive, notamment la convergence durable de certains pays du voisinage européen, comme les Balkans occidentaux, démontrant que leur intégration européenne est en cours et qu'elle influe sur leurs économies et leurs sociétés avant même leur adhésion à l'Union. Ainsi, il convient de ne pas tomber dans le piège du pessimisme et du doute. Au contraire, dans le cadre de notre action politique, nous devons nous rappeler que nos efforts créatifs pour sauvegarder la paix doivent être proportionnels aux dangers qui la menacent. »

DÉCOUVRIR L'INDICE NORMANDIE SUR LA PLATEFORME INTERACTIVE :

<https://www.europarl.europa.eu/thinktank/infographics/peaceandsecurity/index.html#/>

UN VILLAGE POUR LA PAIX

Le village où bat le cœur du forum !

Tout au long du Forum, les visiteurs ont pu profiter des nombreuses animations organisées au sein du Village pour la Paix. Rencontres, échanges et partage ont été au rendez-vous ! Retour sur les expositions et spectacles proposés...

Exposants : Engagés pour la Paix

Au sein de l'espace des Engagés pour la Paix, les nombreux lycéens présents et l'ensemble des visiteurs ont échangé avec différentes associations et ONG. Amnesty International, Croix Rouge Française délégation de Normandie ou encore SOS Méditerranée ont ainsi présenté leurs actions et témoigné de leur engagement en faveur de la Paix.



Des expositions qui ont marqué les esprits

MurMurs, une œuvre interactive de la sculptrice Anilore Banon

A travers son œuvre monumentale, Anilore Banon propose une autre approche des murs. Il faut s'approcher pour écouter le murmure de l'œuvre, des sons, des récits interprétés par des voix symboliques et anonymes.

Vivre malgré le mur, en partenariat avec Paris Match

Un regard sur 6 régions dans le monde dont le mur fait ou a fait l'histoire. Treize tirages grand format qui mettent l'accent sur le quotidien de ses hommes et femmes qui vivent, survivent de chaque côté de ces murs.

Ukraine : la vie d'avant, en partenariat avec le Festival Les Femmes s'exposent

Photographe indépendante ukrainienne, Oksana Parafeniuk a présenté des clichés de l'Ukraine ces six dernières années, préservant ainsi la mémoire des villes ukrainiennes.



UN VILLAGE POUR LA PAIX

Studio Agora

Ce studio, en partenariat avec la rédaction du groupe SIPA Ouest-France, a prolongé les échanges entre les intervenants du Forum et les spectateurs. Ces discussions au cœur de l'actualité internationale ont permis un décryptage de la guerre en Ukraine, un retour sur la situation en Afghanistan ou encore une présentation des métiers du journalisme. Le samedi, public, intervenants, artistes et personnalités engagées ont pu se retrouver pour échanger autour de diverses animations culturelles, culinaires, sportives et artistiques.



CONCERTS, SPECTACLES, DANSE ET CINÉMA

l'art d'être ensemble

Cette 5e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix, qui s'est tenue pour la première fois un samedi, a déployé un vaste programme d'animations artistiques gratuites et pour tous les publics.

Plusieurs concerts ont été programmés au cours du forum. Le duo folk **Soufflant Manchot** au répertoire varié a créé l'ambiance dès le vendredi, suivi le lendemain par **Classico Ma Non Troppo**, du classique mais pas trop... Le village est passé ensuite de la musique aux mots avec **M.Passemoilemot**, un auteur conteur qui a arpenté le Village pour la Paix, a consigné les propos des visiteurs puis a sonné la cloche pour annoncer la criée publique. Ode au spectacle vivant, le Village a également applaudi la performance de **la Compagnie In Fine - Hors le Mur** : danse-voltige, musique, contorsion, peinture... toutes les formes artistiques ont été réunies pour évoquer ces murs

physiques et imaginaires et tenter de les faire tomber. Enfin, en guise de tomber de rideau, le Forum a projeté sur grand écran le film **Joyeux Noël** de Christian Carion, en partenariat avec le Cinéma Lux, qui relate la guerre de 1914. Un échange entre Gautier Labrusse, directeur du Cinéma Lux et Nicolas Leboulanger, professeur d'histoire à Caen, a permis au public de prolonger la discussion autour des grandes thématiques abordées dans cette œuvre qui propose un regard toujours d'actualité « sur la découverte de l'autre, au-delà des langues et des frontières »...





PARLEMENTAIRES
POUR LA PAIX EN LIGNE :
<https://www.p4p.global/>

Les Parlementaires pour la Paix

Depuis 2020, le projet Parlementaires pour la Paix réunit chaque année des élus des cinq continents pour échanger sur les enjeux géopolitiques de notre monde et travailler sur des solutions transnationales pour une Paix durable.

Après deux éditions marquées par l'urgence de la crise mondiale de la Covid19, les Parlementaires pour la Paix souhaitent mettre en avant la faible avancée des Objectifs de Développement Durable à l'occasion du 50^e anniversaire de la Déclaration de Stockholm sur l'Environnement. Malheureusement, la guerre en Ukraine a rappelé combien la « *Décennie d'action* », invoqué par le Secrétaire Général Antonio Guterres pour réaliser l'Agenda 2030 de l'ONU, est devenu la « *Décennie des dangers* ».

Si atteindre les Objectifs de Développement Durable reste leur priorité, les Parlementaires pour la Paix ont également souhaité tourner leurs regards vers un potentiel Agenda post-2030 qui résolve les « *poly-crises* » de notre époque. Ils ont travaillé à offrir une réflexion sur les futurs Objectifs de Développement Durable pour un Agenda 2050, avec, au cœur de leurs échanges, l'essentielle promotion de la démocratie et la transformation de nos économies vers des sociétés durables.



Frédérique Bedos, Thomas Friang, Catherine Morin-Descailly et François-Xavier Priollaud

Remerciements

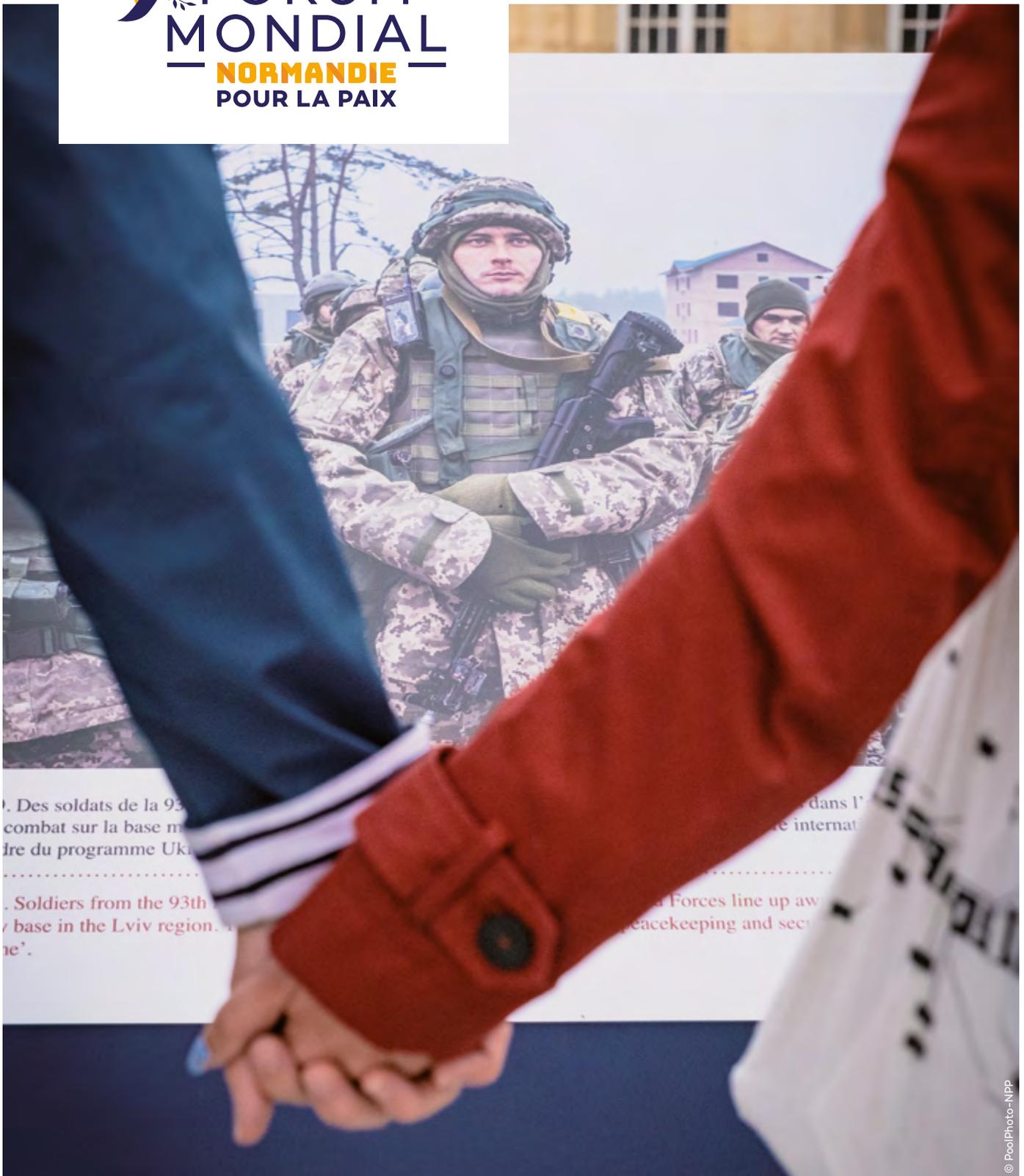
Cette cinquième édition, organisée une nouvelle fois dans un contexte particulier, celui du retour de la guerre en Europe avec le conflit entre la Russie et l'Ukraine, a été à nouveau une belle réussite grâce à celles et ceux qui se sont mobilisés pour qu'elle puisse se tenir dans les meilleures conditions possibles. Je tiens à les remercier vivement pour leur implication, avec une pensée particulière pour :

- ▶ **Le public et notamment les jeunes**, présent à l'Abbaye aux Dames en nombre ou qui a suivi le Forum à distance
- ▶ **Les intervenants et partenaires** du réseau Normandie pour la Paix, qui ont offert de nombreuses pistes d'actions et de réflexion pour faire tomber les murs, grâce à leurs expériences et expertises
- ▶ **Les mécènes parrains et partenaires médias**, qui soutiennent et participent au rayonnement de cette initiative régionale
- ▶ **Les services de l'Etat et de la Ville de Caen**, grâce à qui il a été possible d'assurer la tenue de cet événement
- ▶ **Les élus de la Région Normandie et les équipes mobilisées chaque année autour du Forum** : agents de la collectivité régionale, prestataires et volontaires, qui ont pleinement contribué au succès de cet événement.
- ▶ **Le Parlement européen pour son soutien continu.**

Hervé Morin

Président de la Région Normandie,
ancien ministre de la défense

 **FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



© PoolPhoto-NPP



La Région Normandie
vous donne rendez-vous en 2023
pour la prochaine édition !

